

67° RHIZO 4

Beheerstraat 10

8500 Kortrijk

Se-n-Se : Commercieel webverkeer TSO

Echangé contre Se-n-Se : Commercieel webverkeer TSO du Guldensporencollege 2 Kortrijk

68° RHIZO 4

Beheerstraat 10

8500 Kortrijk

Se-n-Se : Administratie vrije beroepen TSO

Echangé contre Se-n-Se : Administratie vrije beroepen TSO du Guldensporencollege 2 Kortrijk

69° TSM-bovenbouw

Jef Denynplein 2

2800 Mechelen

3e année d'études du 3e degré : Auto-électricité BSO

Echangée contre la 3e année d'études du 3e degré : Diesel- en LPG-motoren BSO

70° Virga Jessecollege

Guffenslaan 27

3500 Hasselt

3e degré : Grieks-Latijn ASO

Echangé contre la 2e année d'études du 1^{er} degré : Latijn du Virga Jessecollege – 1^{er} degré 1 Hasselt

Art. 4. L'établissement visé à l'article 3, 52° doit adhérer à la Convention en matière de logistique et de transport. Uniquement lorsqu'il est satisfait à cette condition, l'établissement peut programmer la subdivision structurelle mentionnée.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 16 mars 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Vice-Ministre-Présidente du Gouvernement flamand,
La Ministre flamande de l'Enseignement,
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/11568]

18 JANVIER 2018. — Décret portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

1. Livre préliminaire. — Les principes et droits fondamentaux et les définitions

1.1. Titre 1^{er}. — Les principes et droits fondamentaux

Article 1^{er}. Les droits et les obligations suivants s'appliquent de manière générale :

1° La politique de prévention est une priorité. L'accent est mis sur la prévention spécialisée, en concertation et complémentirement aux autres dispositifs de prévention mis en place au sein de la Communauté française ou dépendant d'autres autorités compétentes.

2° L'aide et la protection spécialisée sont complémentaires et supplétives à l'aide sociale générale.

3° Les enfants, les jeunes et leur famille ont droit à la prévention, à l'aide et à la protection spécialisées organisées dans le cadre du présent code. Elles tendent à permettre à l'enfant ou au jeune de se développer dans des conditions d'égalité des chances en vue de son accession à une vie conforme à la dignité humaine.

4° Quiconque concourt à l'application du présent code est tenu de prendre en considération l'intérêt supérieur de l'enfant ou du jeune et de respecter les droits et libertés qui lui sont reconnus.

Parmi ces droits et libertés, figurent ceux qui sont énoncés dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant et dans la Constitution.

5° Tous les services, publics ou privés, agréés ou non, prévus par le présent code, en ce compris les autorités administratives sociales, ainsi que les personnes physiques et morales qui apportent leur concours à l'application du présent code sont tenus de respecter les droits de l'enfant ou du jeune, sans discrimination aucune, fondée notamment sur la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, l'état civil, la naissance, la fortune, l'origine sociale, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique de l'enfant ou de ses parents.

Tous les services, publics ou privés, agréés ou non, prévus par le présent code, en ce compris les autorités administratives sociales et les membres du personnel des services agréés, sont en outre tenus de respecter le code de déontologie arrêté par le Gouvernement.

6° La prévention, l'aide et la protection poursuivent des objectifs d'éducation, de responsabilisation, d'émancipation et d'insertion sociale.

7° L'aide et la protection s'inscrivent dans une optique de déjudiciarisation et de subsidiarité de l'aide contrainte par rapport à l'aide volontaire.

8° L'aide et la protection sont organisées pour apporter les réponses aux difficultés familiales de la manière la plus prompte et dès le plus jeune âge de l'enfant.

9° Toute mesure de protection, à l'égard d'un enfant en danger ou d'un jeune ayant commis un fait qualifié infraction, est mise en œuvre par la Communauté française dans le cadre d'une décision judiciaire.

Les mineurs ayant commis un fait qualifié infraction ne peuvent en aucun cas être assimilés aux majeurs quant à leur degré de responsabilité et aux conséquences de leurs actes.

10° L'aide et la protection se déroulent prioritairement dans le milieu de vie, l'éloignement de celui-ci étant l'exception.

En cas d'éloignement, sauf si cela est contraire à l'intérêt de l'enfant ou du jeune, il est particulièrement veillé au respect de son droit d'entretenir des relations personnelles et des contacts directs avec ses parents et la possibilité d'un retour auprès de ses parents est évaluée régulièrement afin de réduire autant que possible la durée de l'éloignement.

L'aide et la protection veillent à respecter et à favoriser l'exercice du droit et du devoir d'éducation des parents.

11° Les prises en charge des services, agréés ou non, et des institutions publiques répondent aux besoins reconnus en matière de délinquance juvénile, visent à la réinsertion sociale du jeune et s'inscrivent dans une démarche éducative et restauratrice.

12° Les services agréés et publics ainsi que l'administration compétente œuvrent à l'amélioration constante de la qualité de la prévention, de l'aide et de la protection apportées aux enfants, aux jeunes et à leur famille, notamment par la participation des bénéficiaires, l'évaluation et l'innovation.

13° La coordination et la concertation entre les différents secteurs et instances qui concourent à l'application du présent code sont recherchées.

14° La Communauté française garantit l'information ainsi que la formation à l'entrée en fonction et la formation continue du personnel des services agréés et des services publics qui concourent à l'application du présent code.

15° L'administration compétente garantit l'information de l'ensemble des citoyens en matière de prévention, d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse.

16° Toutes les décisions prises à l'égard de l'enfant ou du jeune et toutes les informations qui lui sont fournies dans le cadre du présent code lui sont communiquées dans un langage accessible.

1.2. Titre 2. — Les définitions

Art. 2. Pour l'application du présent code, il faut entendre par :

1° accompagnement post-institutionnel : l'accompagnement éducatif dans le milieu de vie du jeune effectué au terme de la mesure d'hébergement en institution publique;

2° accueillant familial : la personne physique qui assume volontairement, dans le cadre d'une mesure d'aide ou de protection, l'accueil d'un enfant ou d'un jeune dont elle n'est ni la mère ni le père;

3° administration compétente : l'administration de la Communauté française qui a la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;

4° aide : l'aide spécialisée, organisée dans le cadre du Livre III;

5° arrondissement : tout arrondissement judiciaire situé dans la région de langue française et l'arrondissement judiciaire de Bruxelles limité au territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

6° commission de déontologie : la commission de déontologie de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

7° conseil communautaire : le conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

8° conseiller : le conseiller de l'aide à la jeunesse;

9° délégué général : le délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant;

10° directeur : le directeur de la protection de la jeunesse;

11° directeur de l'institution publique : la personne qui exerce la fonction de direction de l'institution publique ou la personne à qui elle délègue l'exercice de cette fonction;

12° division : la division du tribunal de première instance telle que définie par les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 186 du Code judiciaire;

13° enfant :

a) pour l'application du Livre III : la personne âgée de moins de dix-huit ans ou celle de moins de vingt ans pour laquelle une mesure d'accompagnement est sollicitée avant l'âge de dix-huit ans;

b) pour l'application du Livre IV : la personne âgée de moins de dix-huit ans;

14° équipe SOS Enfants : équipe SOS Enfants au sens du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance;

15° familiers : les personnes avec lesquelles l'enfant ou le jeune a des liens affectifs ou sociaux, telles que déterminées par le conseiller, le directeur ou le tribunal de la jeunesse, en concertation avec l'enfant ou le jeune et sa famille; les accueillants familiaux sont sans exception des familiers;

16° famille : les personnes avec qui l'enfant ou le jeune est dans un lien de filiation ainsi que le tuteur et le protuteur;

17° fonctionnaire dirigeant : fonctionnaire dirigeant l'administration compétente;

18° institution publique : l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française, chargée de l'accueil, en régime ouvert ou fermé, des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction qui font l'objet d'une mesure d'éloignement du milieu de vie;

19° jeune :

a) pour l'application du Livre Ier : la personne âgée de moins de dix-huit ans ou de moins de vingt-deux ans lorsqu'elle s'adresse à un service agréé en vertu de l'article 142;

b) pour l'application du Livre V : la personne poursuivie du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de dix-huit ans;

20° jour ouvrable : jour qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié;

21° loi du 8 avril 1965 : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

22° mandat : la décision par laquelle le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de la protection de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse confie une mission d'aide ou de protection d'un enfant ou d'un jeune à une personne ou un service dans le cadre de son agrément;

23° ministre : le Ministre qui a la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;

24° ordonnance du 29 avril 2004 : l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse en Région de Bruxelles-Capitale;

25° personnes qui exercent l'autorité parentale : les père et mère, le tuteur ou le protuteur;

26° prévention : la prévention spécialisée, organisée dans le cadre du Livre Ier;

27° protection : la protection spécialisée, organisée dans le cadre des Livres IV et V;

28° protuteur : la personne désignée par l'autorité compétente, conformément à la loi du 8 avril 1965, pour exercer certains droits dont les parents ou l'un d'entre eux sont déchus et remplir les obligations qui y sont corrélatives;

29° service agréé : le service agréé par le Gouvernement en vertu du présent code;

30° service d'actions en milieu ouvert : service dont la mission principale est de réaliser des actions de prévention sociale et éducative, au bénéfice des jeunes d'une zone d'action déterminée, dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec leur environnement social, en l'absence de mandat administratif ou judiciaire;

31° service mandaté : service à qui le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de la protection de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse confie une mission d'aide ou de protection d'un enfant ou d'un jeune, dans le cadre de son agrément;

32° service résidentiel : le service mandaté qui héberge l'enfant ou le jeune bénéficiaire d'une mesure d'aide ou de protection;

33° tuteur : tuteur du mineur au sens du Code civil ou tuteur du mineur étranger non accompagné au sens de la loi-programme du 24 décembre 2002.

2. Livre I^{er}. — La prévention

2.1. — Titre 1^{er}. — L'objet et les principes

Art. 3. La prévention est un ensemble d'actions, de type individuel et de type collectif, au bénéfice des jeunes vulnérables, de leur famille et de leurs familiers, qui favorise l'émancipation, l'autonomisation, la socialisation, la reconnaissance, la valorisation, la responsabilisation, la participation et l'acquisition ou la reprise de confiance en soi des jeunes, de leur famille et de leurs familiers en vue de réduire les risques de difficultés et les violences, visibles ou non, exercées à l'égard du jeune ou par le jeune.

Les actions de prévention s'inscrivent dans un territoire où elles sont articulées aux autres actions sociales existantes et résultent principalement du plan d'action triennal, élaboré sur la base d'un diagnostic social de la zone déterminée.

La prévention se compose d'une prévention éducative et d'une prévention sociale.

Art. 4. La prévention éducative peut prendre différentes formes, notamment :

1° l'accompagnement éducatif du jeune, de sa famille et de ses familiers;

2° l'accompagnement éducatif d'un groupe de jeunes;

3° le soutien de projets menés par, avec et pour des jeunes;

4° la réalisation d'actions collectives ciblées sur des problématiques spécifiques aux jeunes.

La prévention sociale prend essentiellement la forme d'actions collectives, notamment :

1° des actions sur les institutions et sur l'environnement du jeune;

2° l'interpellation, entre autres, des autorités politiques et administratives.

Art. 5. Les actions de prévention s'inscrivent dans le respect des principes suivants :

1° l'absence de mandat administratif ou judiciaire;

2° la libre adhésion du public concerné;

3° la garantie de l'anonymat des jeunes et de leur famille.

2.2. — Titre 2. — Le conseil de prévention

Art. 6. Il est institué un conseil de prévention dans chaque division ou dans chaque arrondissement qui n'est pas composé de divisions.

Dans les arrondissements qui ne sont pas composés de divisions, le Gouvernement peut instituer plusieurs conseils de prévention si la densité de la population ou la configuration géographique le requiert.

Art. 7. Le conseil de prévention stimule et coordonne la prévention sur le territoire de la division ou de l'arrondissement ou sur le territoire déterminé en vertu de l'article 6, alinéa 2.

Le conseil de prévention a pour missions, à l'échelle de son territoire :

1° d'établir un diagnostic social, sur la base du projet du chargé de prévention;

2° d'élaborer, sur la base du diagnostic social, une proposition de plan d'actions triennal et d'affectation du budget disponible;

3° de favoriser la concertation et la collaboration de l'ensemble des acteurs en matière de prévention;

4° d'informer et, le cas échéant, d'interpeller les autorités publiques de tous les niveaux de pouvoir au sujet de toute condition défavorable au développement personnel des jeunes et à leur insertion sociale;

5° de dresser tous les trois ans un bilan des actions menées et de procéder à une évaluation de la prévention;

6° de communiquer le diagnostic social et l'évaluation triennale au Gouvernement, au collège de prévention, aux conseils provinciaux, aux conseils communaux et aux conseils de l'action sociale.

Art. 8. Le conseil de prévention se compose :

1° du chargé de prévention de l'arrondissement;

2° d'un représentant de chaque service d'actions en milieu ouvert dont la zone d'action agréée est située sur son territoire;

3° d'un représentant de chaque service agréé non mandaté autre qu'un service d'actions en milieu ouvert dont la zone d'action agréée est située sur son territoire;

4° d'un représentant des services résidentiels agréés et mandatés dont la zone d'action agréée est située sur son territoire;

5° d'un représentant des services non résidentiels agréés et mandatés dont la zone d'action agréée est située sur son territoire;

6° du conseiller ou de son représentant;

7° du directeur ou de son représentant;

8° d'un facilitateur au sens du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation;

9° d'un représentant des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes au sens du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;

10° d'un coordinateur subrégional de l'Office de la naissance et de l'enfance ou de son représentant;

11° d'un représentant des centres publics d'action sociale;

12° d'un représentant des dispositifs communaux de cohésion sociale visés par le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française ou par le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale;

13° d'un représentant de la plate-forme de concertation en santé mentale;

14° de deux magistrats de la jeunesse, l'un du siège, désigné par le président du tribunal de première instance de la division ou de l'arrondissement, et l'autre du ministère public, désigné par le procureur du Roi auprès du tribunal de première instance de la division ou de l'arrondissement;

15° d'un avocat spécialisé dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, désigné par le bâtonnier de l'Ordre des avocats de la division ou de l'arrondissement.

Le membre du conseil de prévention visé à l'alinéa 1^{er}, 13°, assiste aux réunions avec voix consultative.

Le délégué général ou son représentant est invité à titre permanent aux réunions du conseil de prévention.

Les membres du conseil de prévention sont nommés par le Gouvernement pour une durée de six ans.

Le Gouvernement nomme un membre suppléant pour chaque membre effectif du conseil de prévention, selon la même procédure.

Le conseil de prévention est présidé conjointement par le chargé de prévention et par un représentant de ses membres, élu par le conseil.

Le secrétariat du conseil de prévention est assuré par la section administrative du service de prévention.

Art. 9. Le Gouvernement détermine :

1° les règles de fonctionnement du conseil de prévention et la procédure de nomination de ses membres;

2° les modalités d'élaboration des diagnostics sociaux et plans d'actions triennaux;

3° les critères de répartition du budget de la prévention entre les divisions, arrondissements et territoires déterminés en vertu de l'article 6, alinéa 2;

4° les modalités selon lesquelles le conseil de prévention propose l'affectation du budget disponible sur son territoire.

2.3. — Titre 3. — Le chargé de prévention

Art. 10. Un chargé de prévention est désigné dans chaque arrondissement.

Il est placé sous l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant.

Il dirige le service de prévention qui est mis à sa disposition pour l'assister dans l'exercice de ses compétences.

Le service de prévention mis à la disposition du chargé de prévention comporte :

1° une section de prévention;

2° une section administrative.

Art. 11. Le chargé de prévention a pour missions :

1° de communiquer, tous les trois ans, aux conseils de prévention un projet de diagnostic social de leur territoire, qu'il établit sur la base des diagnostics sociaux des services d'actions en milieu ouvert et des constats relayés par les autres membres du conseil de prévention;

2° d'assurer une analyse permanente des faits sociaux relatifs à la jeunesse se déroulant sur le territoire de l'arrondissement et de la communiquer aux conseils de prévention en vue d'éventuelles mises à jour de leurs diagnostics sociaux et plans d'actions;

3° de proposer, tous les trois ans, aux conseils de prévention un bilan des actions menées afin qu'ils procèdent à une évaluation de la prévention;

4° d'attirer l'attention des conseils de prévention sur toute situation défavorable au développement personnel des jeunes et à leur insertion sociale;

5° de veiller à la mise en œuvre des décisions du conseil de prévention, en particulier en accompagnant la réalisation du plan d'actions triennal;

6° d'apporter son appui aux services d'actions en milieu ouvert dans la réalisation de leur diagnostic social;

7° d'organiser la médiation, en cas de nécessité, entre les services d'actions en milieu ouvert et les autorités locales.

Art. 12. Le Gouvernement détermine les modalités d'élaboration des projets de diagnostics sociaux.

2.4. — Titre 4. — Le collège de prévention

Art. 13. Il est institué un collège de prévention qui a pour missions :

1° de coordonner les diagnostics sociaux des divisions, arrondissements et territoires déterminés en vertu de l'article 6, alinéa 2, et de transmettre le résultat de ses travaux au Gouvernement et au conseil communautaire;

2° de susciter l'échange et l'harmonisation des bonnes pratiques au sein des divisions et arrondissements en respectant les spécificités de chacun de ceux-ci, notamment par l'élaboration d'outils de prévention communs;

3° d'établir, tous les trois ans, un rapport sur la prévention et des recommandations à l'attention du Gouvernement et du conseil communautaire.

Le Gouvernement transmet au Parlement le rapport visé à l'alinéa 1^{er}, 3°.

Art. 14. Le collège de prévention est composé :

1° du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué;

2° des chargés de prévention;

3° du coordonnateur de l'équipe des facilitateurs au sens du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation ou de son représentant;

4° d'un représentant de l'administration compétente en matière de jeunesse;

5° d'un représentant de l'administration compétente en matière de sport;

6° d'un représentant de l'Office de la naissance et de l'enfance;

7° d'un représentant de chaque administration régionale compétente en matière de cohésion sociale;

8° d'un représentant de chaque administration régionale compétente en matière d'emploi et de formation;

9° d'un représentant de chaque administration régionale compétente en matière de santé;

10° d'un représentant des administrations provinciales;

11° d'un représentant de la fédération de centres publics d'action sociale de chaque région;

12° d'un représentant de chaque fédération représentative des services d'actions en milieu ouvert;

13° du délégué général ou de son représentant.

Les membres du collège de prévention visés à l'alinéa 1^{er}, 7°, 8° et 9° assistent aux réunions avec voix consultative.

Le collège de prévention est présidé par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Le secrétariat du collège de prévention est assuré par l'administration compétente.

Le Gouvernement détermine les critères permettant d'établir qu'une fédération est représentative des services d'actions en milieu ouvert.

Art. 15. Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement du collège de prévention et la procédure de nomination de ses membres.

3. — Livre II. — Les autorités administratives sociales

3.1. — Titre 1^{er}. — Le conseiller de l'aide à la jeunesse

Art. 16. Un conseiller de l'aide à la jeunesse est désigné dans chaque division ou dans chaque arrondissement qui n'est pas composé de divisions.

Un ou plusieurs conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse peuvent être désignés pour assister le conseiller.

Sauf disposition contraire, le conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse a les mêmes compétences et obligations que le conseiller, à l'exception de la direction du service de l'aide à la jeunesse.

Art. 17. Le conseiller est placé sous l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant.

Le conseiller et ses adjoints exercent leurs compétences en matière d'aide individuelle en toute indépendance.

Le conseiller dirige le service de l'aide à la jeunesse qui est mis à sa disposition pour l'assister dans l'exercice de ses compétences.

Le service de l'aide à la jeunesse mis à la disposition du conseiller comporte :

- 1° une section sociale;
- 2° une section administrative.

La section sociale du service de l'aide la jeunesse comprend au moins un agent chargé des missions transversales et intersectorielles.

3.2. — Titre 2. — Le directeur de la protection de la jeunesse

Art. 18. Un directeur de la protection de la jeunesse est désigné dans chaque division ou dans chaque arrondissement qui n'est pas composé de divisions.

Un ou plusieurs directeurs adjoints de la protection de la jeunesse peuvent être désignés pour assister le directeur.

Sauf disposition contraire, le directeur adjoint de la protection de la jeunesse a les mêmes compétences et obligations que le directeur, à l'exception de la direction du service de la protection de la jeunesse.

Art. 19. Le directeur est placé sous l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant.

Le directeur et ses adjoints exercent leurs compétences en matière de protection individuelle en toute indépendance.

Le directeur dirige le service de la protection de la jeunesse qui est mis à sa disposition pour l'assister dans l'exercice de ses compétences.

Le service de la protection de la jeunesse mis à la disposition du directeur comporte :

- 1° une section sociale;
- 2° une section administrative.

4. — Livre III. — Les mesures d'aide aux enfants et à leur famille

4.1. — Titre 1^{er}. — Le champ d'application

Art. 20. Les dispositions du Livre III s'appliquent :

1° aux enfants en difficulté ainsi qu'aux personnes qui éprouvent des difficultés dans l'exécution de leurs obligations parentales;

2° à tout enfant dont la santé ou la sécurité est en danger ou dont les conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers.

Elles s'appliquent également aux personnes physiques et morales qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles émanant des autorités communautaires ou judiciaires en matière d'aide et de protection des enfants visés à l'alinéa 1^{er}.

4.2. — Titre 2. — Les droits des enfants, de leur famille et de leurs familiers

4.2.1. — Chapitre 1^{er}. — Les principes généraux

Art. 21. Le conseiller informe l'enfant, sa famille et ses familiers de leurs droits et obligations, notamment des droits visés aux articles 27, 29 et 36.

Toute proposition du conseiller est motivée.

En aucun cas, le conseiller ne peut baser la mesure d'aide sur un élément ou une information qui n'a pas été porté à la connaissance de l'enfant, de sa famille et de ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure.

Pour fonder et motiver ses propositions et décisions, le conseiller prend en considération la personnalité de l'enfant, son degré de maturité et son milieu de vie ainsi que la disponibilité des moyens en matière d'éducation et de traitement et de toutes autres ressources envisagées.

L'accord ou la décision prise par le conseiller donne lieu à l'établissement d'un acte écrit contenant l'indication de l'objet et des motifs de l'accord ou de la décision et reproduisant le texte des articles 27 et 36 et les modalités d'introduction de la contestation.

Cet acte est transmis à l'enfant, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et aux personnes qui hébergent l'enfant en droit ou en fait, dans les dix jours ouvrables à compter du jour de l'entretien lors duquel l'accord est conclu ou lors duquel la décision est communiquée.

Si l'enfant est assisté par un avocat, une copie de l'acte est transmise à ce dernier.

Art. 22. Le conseiller ne prend aucune mesure ou décision d'aide individuelle sans avoir préalablement convoqué et entendu les personnes intéressées à l'aide, sauf en cas d'impossibilité dûment établie.

Les personnes intéressées ont la possibilité de mandater une personne majeure de leur choix si leur état de santé ne leur permet pas d'être entendues.

Les personnes entendues par le conseiller ont le droit de se faire accompagner de la personne majeure de leur choix et d'un avocat.

Le conseiller convoque l'avocat de l'enfant en vue de tout entretien avec celui-ci.

Dans l'intérêt de l'enfant, un entretien séparé peut avoir lieu avec l'enfant ou les personnes qui l'accompagnent.

L'acte écrit mentionne et synthétise l'audition des personnes visées à l'alinéa 1^{er} ou mentionne les motifs pour lesquels il est impossible de les entendre.

L'enfant, sa famille et ses familiers sont associés aux décisions qui concernent l'enfant et à l'exécution de celles-ci, sauf en cas d'impossibilité dûment établie.

Art. 23. Aucune mesure d'aide individuelle ne peut être prise par le conseiller sans l'accord écrit :

1° de l'enfant âgé d'au moins quatorze ans;

2° de l'enfant âgé d'au moins douze ans, assisté par un avocat, désigné d'office, le cas échéant, à la demande du conseiller;

3° des personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard de l'enfant.

L'accord des personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard de l'enfant n'est pas requis si l'impossibilité de les entendre est établie.

Art. 24. Le conseiller établit pour chaque enfant bénéficiant d'une mesure d'aide individuelle un projet pour l'enfant qui vise à garantir son développement physique, psychique, affectif, intellectuel et social et qui l'accompagne tout au long de son parcours dans le cadre de l'aide à la jeunesse ou de la protection de la jeunesse.

Le projet pour l'enfant et ses modifications éventuelles sont approuvés par écrit par les personnes visées à l'article 23, sans préjudice de l'exception prévue à cet article.

Le projet pour l'enfant est transmis au tribunal de la jeunesse lorsque celui-ci est saisi sur la base de l'article 37, de l'article 51 ou de l'article 56, alinéa 1^{er}, et, le cas échéant, au directeur.

Lorsque le conseiller exécute une mesure provisoire conformément à l'article 37, § 2, alinéa 2, il n'établit le projet pour l'enfant que s'il obtient un accord.

Le Gouvernement détermine les rubriques que comprend le projet pour l'enfant.

Art. 25. Les mesures prises par le conseiller tendent par priorité à favoriser l'épanouissement de l'enfant dans son milieu de vie.

Toutefois, si l'intérêt de l'enfant exige qu'il faille l'en éloigner, l'aide apportée à l'enfant lui assure en tout cas les conditions de vie et de développement appropriées à ses besoins et à son âge.

Lorsque le conseiller propose d'héberger l'enfant hors de son milieu de vie, il envisage de le confier dans l'ordre de priorité suivant :

1° à un membre de sa famille ou à un de ses familiers;

2° à un accueillant familial qui n'est ni un membre de sa famille ni un de ses familiers;

3° à un établissement approprié en vue de son éducation ou de son traitement.

Le conseiller veille également, sauf si cela n'est pas possible ou si l'intérêt de l'enfant s'y oppose, à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses frères et sœurs.

Art. 26. La durée de toute mesure d'aide individuelle prise en exécution de l'article 35 est limitée à un an maximum à compter du jour de la signature par les personnes visées à l'article 23 de l'acte écrit visé à l'article 21, alinéa 5, ou du jour de la transmission de celui-ci.

La mesure peut être renouvelée plusieurs fois, pour une durée maximale d'un an, et en tout temps rapportée ou modifiée, par le conseiller, dans l'intérêt de l'enfant :

1° soit à la demande d'un membre de la famille ou d'un de ses familiers;

2° soit à la demande de l'enfant âgé d'au moins quatorze ans;

3° soit à la demande de l'enfant âgé d'au moins douze ans assisté par un avocat, désigné d'office, le cas échéant, à la demande du conseiller;

4° soit à la demande du service désigné pour prendre en charge l'enfant;

5° soit à l'initiative du conseiller.

Art. 27. A tout moment, l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure ainsi que leur avocat peuvent prendre connaissance de toutes les pièces du dossier du conseiller, selon les modalités prévues par le Gouvernement, à l'exception des pièces portant la mention « confidentiel » communiquées au conseiller par les autorités judiciaires.

Toutefois, le conseiller peut refuser la consultation ou la communication d'une ou plusieurs pièces du dossier si l'intérêt de l'enfant l'exige. Dans ce cas, la décision mentionne la possibilité de demander l'avis de la Commission d'accès aux documents administratifs et d'introduire un recours devant le Conseil d'Etat, conformément au décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration.

Lors de la communication des pièces, le conseiller ou l'agent de son service délégué à cet effet fournit au demandeur les explications et les commentaires nécessaires et veille particulièrement à offrir à l'enfant qui consulte les pièces de son dossier un accompagnement approprié, tenant compte de son degré de maturité et des informations contenues dans son dossier.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} peuvent obtenir gratuitement une copie des pièces qu'elles consultent, selon les modalités prévues par le Gouvernement.

Toute copie d'une pièce du dossier mentionne qu'elle ne peut être communiquée que dans le respect des alinéas 1^{er} et 2 et qu'elle ne peut être utilisée dans aucune autre procédure que celle relative à la mesure d'aide qui fait l'objet du dossier dont elle est extraite.

Art. 28. L'enfant, sa famille et ses familiers ont le droit de se faire accompagner de la personne majeure de leur choix et d'un avocat lorsqu'ils s'adressent à l'administration compétente, à un service agréé ou au délégué général.

Dans l'intérêt de l'enfant, un entretien séparé peut avoir lieu avec l'enfant ou les personnes qui l'accompagnent.

Art. 29. L'enfant, sa famille et ses familiers ont le droit de saisir l'administration compétente en cas de non-respect de leurs droits, par courrier adressé au fonctionnaire dirigeant. Ce courrier peut être électronique.

4.2.2. — Chapitre 2. — Les droits des enfants faisant l'objet d'une mesure d'hébergement hors de leur milieu de vie

Art. 30. § 1^{er}. Tout enfant hébergé hors de son milieu de vie en vertu d'une mesure d'aide a le droit de communiquer avec toute personne de son choix.

§ 2. Tout enfant confié à un service agréé résidentiel en vertu d'une mesure d'aide est informé dès sa prise en charge de son droit de communiquer avec un avocat et avec le délégué général.

A cet effet, le responsable du service agréé résidentiel invite l'enfant âgé d'au moins douze ans à signer, dès son entrée, un document par lequel il déclare avoir été informé de ce droit et lui en délivre copie. Il favorise l'exercice effectif de ce droit.

§ 3. Tout enfant confié à un service agréé résidentiel en vertu d'une mesure d'aide ainsi que les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard reçoivent copie du règlement d'ordre intérieur du service, dès l'arrivée de l'enfant.

Art. 31. Le conseiller rend visite au moins une fois par semestre à tout enfant hébergé hors de son milieu de vie en vertu d'une mesure d'aide et au moins une fois par trimestre lorsqu'il est âgé de moins de trois ans.

Il peut déléguer une personne à cet effet qui lui fait rapport.

Art. 32. L'enfant hébergé hors de son milieu de vie en vertu d'une mesure d'aide reçoit de l'argent de poche aux conditions et selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 33. Toute décision de transfert d'un enfant d'un service agréé résidentiel à un autre est prise par le conseiller, sur la base d'un rapport circonstancié du service.

Une copie du rapport du service est transmise à l'administration compétente.

Le transfert de l'enfant ne peut, sauf pour des raisons médicales ou de sécurité, être effectué qu'après accord des personnes visées à l'article 23, sans préjudice de l'exception prévue à cet article.

L'enfant est informé des motifs du transfert et des caractéristiques de son nouveau milieu d'accueil.

4.3. — Titre 3. — Les mesures d'aide**4.3.1. — Chapitre 1^{er}. — Les mesures d'aide relevant de la compétence du conseiller**

Art. 34. La compétence territoriale du conseiller est déterminée par la résidence des personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard de l'enfant ou, en cas d'exercice conjoint par des personnes séparées, par la résidence de celle chez qui l'enfant réside habituellement.

En cas d'hébergement égalitaire des parents, le conseiller compétent est celui du lieu où l'enfant est inscrit à titre principal au registre de la population.

Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard de l'enfant n'ont pas de résidence en Belgique ou lorsque leur résidence est inconnue ou incertaine, le conseiller compétent est celui du lieu où l'enfant se trouve.

En cas de changement de résidence, le conseiller transmet son dossier au conseiller de la division ou de l'arrondissement de la nouvelle résidence et reste compétent jusqu'à l'accusé de réception du dossier par le nouveau conseiller compétent.

Art. 35. § 1^{er}. Le conseiller examine les demandes d'aide relatives à l'enfant et aux personnes visés à l'article 20, alinéa 1^{er}.

§ 2. Dans le respect de sa compétence d'aide complémentaire et supplétive, le conseiller :

1° oriente les intéressés vers tout particulier ou service approprié dont notamment le centre public d'action sociale compétent, un service de santé mentale, un service d'aide aux personnes handicapées, une équipe SOS Enfants, un service d'actions en milieu ouvert ou un autre service agréé non mandaté;

2° seconde les intéressés dans l'accomplissement de leurs démarches en vue d'obtenir l'aide sollicitée.

§ 3. Lorsqu'il a connaissance de mauvais traitements, de privations ou de négligences dont est victime un enfant ou lorsqu'il en suspecte l'existence, le conseiller peut demander l'intervention d'une équipe SOS Enfants.

L'équipe SOS Enfants informe le conseiller de l'évolution de la situation et lui adresse un rapport.

§ 4. Lorsque les conditions définies à l'article 23 sont réunies, le conseiller peut, après avoir constaté qu'aucun autre particulier ou service n'est en mesure à ce moment d'apporter à l'enfant une aide appropriée, exceptionnellement et provisoirement, tant que les démarches prévues au paragraphe 2 n'ont pas abouti, confier à un service agréé ou non ou à un accueillant familial le soin d'apporter l'aide appropriée durant le temps nécessaire.

Dans ce cas, le conseiller décide, dans les limites fixées par le Gouvernement, des dépenses exposées en vue de l'aide individuelle supplétive octroyée en application du présent livre et délivre les documents justificatifs aux services agréés ou non et aux accueillants familiaux.

L'aide ne peut être octroyée au bénéficiaire de plus de dix-huit ans que si elle a été sollicitée avant l'âge de dix-huit ans et ne peut consister qu'en une mesure d'accompagnement. Elle prend fin lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de vingt ans.

§ 5. Le conseiller informe le ministère public des situations visées aux articles 37 et 51 ou aux articles 8 et 9 de l'ordonnance du 29 avril 2004.

§ 6. En cas de déchéance de l'autorité parentale, l'aide directe de la Communauté française au mineur dont les père et mère ou l'un d'eux sont déchus de l'autorité parentale est subordonnée à la décision du tribunal de la jeunesse de le confier au conseiller conformément à la loi du 8 avril 1965 ou à une demande d'intervention du protecteur au conseiller.

§ 7. Le conseiller coordonne les actions entreprises en faveur des personnes pour lesquelles son intervention est sollicitée, notamment en suscitant la coopération entre les différents services, agréés ou non, amenés à intervenir.

§ 8. A la demande de l'enfant, d'un membre de sa famille, d'un de ses familiers ou du délégué général, le conseiller interpelle tout service, agréé ou non, s'occupant de l'enfant pour lui demander des informations sur ses interventions ou son refus d'intervenir en faveur de cet enfant.

4.3.2. — Chapitre 2. — Les contestations des décisions du conseiller

Art. 36. Le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives à l'octroi, au refus et aux modalités d'application d'une mesure d'aide individuelle, portées devant lui :

- 1° par une personne exerçant l'autorité parentale à l'égard de l'enfant;
- 2° par une personne qui héberge l'enfant en droit ou en fait;
- 3° par une personne bénéficiant du droit d'entretenir avec l'enfant des relations personnelles en vertu de l'article 375bis du Code civil;
- 4° par l'enfant âgé d'au moins quatorze ans;
- 5° par l'enfant âgé d'au moins douze ans assisté par un avocat, désigné d'office, le cas échéant, à la demande du conseiller;
- 6° dans le cas où, à propos d'un enfant âgé de moins de douze ans, les personnes visées aux 1°, 2° et 3° s'abstiennent de saisir le tribunal :
 - a) soit par l'enfant personnellement;
 - b) soit par un tuteur ad hoc désigné par le président du tribunal de première instance à la requête de tout intéressé et au besoin par le procureur du Roi;
 - c) soit par un tuteur ad hoc à désigner par le président du tribunal de première instance à la requête des mêmes personnes s'il apparaît que l'enfant âgé de moins de douze ans ne jouit pas du discernement suffisant quant à la question sur laquelle porte la contestation; dans ce cas, le tribunal de la jeunesse sursoit à statuer jusqu'à ce que le tuteur ad hoc soit désigné.

A l'audience d'introduction, le tribunal informe le requérant de la possibilité de demander de résoudre le litige par le biais de la conciliation.

A la demande du requérant, le tribunal tente de concilier les parties.

Le tribunal entame la conciliation dans les quinze jours de l'audience d'introduction.

Si la tentative de conciliation aboutit à un accord, le tribunal consigne cet accord dans un procès-verbal signé par les parties concernées, dont l'expédition est revêtue de la formule exécutoire.

Si la tentative de conciliation échoue, le tribunal tranche la contestation dans le mois suivant le procès-verbal constatant la non-conciliation.

En l'absence de demande de conciliation, le tribunal tranche la contestation dans le mois de l'introduction de celle-ci.

La décision du tribunal ne fait pas obstacle à la conclusion et à la mise en œuvre d'un accord dérogeant à la décision judiciaire, ultérieurement intervenu entre les parties. Cet accord est communiqué au tribunal.

4.3.3. — Chapitre 3. — L'intervention du tribunal de la jeunesse

Art. 37. § 1^{er}. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique de l'enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et à défaut d'accord des personnes visées à l'article 23, le tribunal de la jeunesse peut prendre à titre provisoire, pour une durée qui ne peut excéder trente jours, la mesure visée à l'article 51, alinéa 1^{er}, 2°.

Lorsque la saisine du tribunal n'a pas lieu à l'initiative du conseiller, le ministère public s'assure préalablement auprès de celui-ci de l'absence d'accord des personnes visées à l'article 23 ou de l'impossibilité de recueillir cet accord.

La décision du tribunal est transmise immédiatement au directeur afin d'être exécutée conformément à l'article 53.

La décision du tribunal détermine les modalités d'exécution de la mesure provisoire qui s'appliquent jusqu'à ce que, le cas échéant, le directeur décide d'autres modalités d'exécution ou convienne d'une autre mesure avec les personnes visées à l'article 23, conformément à l'article 53, § 5.

§ 2. Le ministère public peut exceptionnellement saisir directement le tribunal lorsqu'il démontre que le conseiller n'a pas pu être atteint et que l'intérêt de l'enfant ne permet pas d'attendre l'organisation et la mise en œuvre de l'aide volontaire.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, la décision du tribunal est transmise immédiatement au conseiller qui exerce dans ces cas les missions liées à l'exécution d'une mesure provisoire prévues par l'article 53, §§ 1^{er}, 2, 3, et 5, et tente d'obtenir l'accord des personnes visées à l'article 23 sur la ou les mesures décidées par le tribunal ou sur leur modification.

§ 3. Conformément à l'article 53, § 5, alinéa 3, la mesure provisoire peut être prolongée une seule fois de quarante-cinq jours au plus.

5. — Livre IV. — Les mesures de protection des enfants en danger

5.1. — Titre 1^{er}. — Le champ d'application

Art. 38. Les dispositions du Livre IV s'appliquent à tout enfant dont la santé ou la sécurité est en danger ou dont les conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers ainsi qu'aux personnes qui éprouvent des difficultés dans l'exécution de leurs obligations parentales au point de mettre gravement en danger leur enfant.

Elles s'appliquent également aux personnes physiques et morales qui apportent leurs concours à l'exécution des mesures émanant des autorités communautaires ou judiciaires en matière de protection des enfants visés à l'alinéa 1^{er}.

5.2. — Titre 2. — Les droits des enfants, de leur famille et de leurs familiers**5.2.1. — Chapitre 1^{er}. — Les principes généraux**

Art. 39. Le directeur informe l'enfant, sa famille et ses familiers de leurs droits et obligations, notamment des droits visés aux articles 44, 46 et 54.

Toute décision du directeur est motivée.

En aucun cas, le directeur ne peut baser sa décision sur un élément ou une information qui n'a pas été porté à la connaissance de l'enfant, de sa famille et de ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure.

Pour fonder et motiver ses propositions et décisions, le directeur prend en considération la personnalité de l'enfant, son degré de maturité et son milieu de vie ainsi que la disponibilité des moyens en matière d'éducation et de traitement et de toutes autres ressources envisagées.

Toute décision prise par le directeur donne lieu à l'établissement d'un acte écrit contenant l'indication de l'objet et des motifs de la décision et reproduisant le texte des articles 44 et 54 et les modalités d'introduction de la contestation.

Cet acte est transmis à l'enfant, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et aux personnes qui hébergent l'enfant en droit ou en fait, dans les dix jours ouvrables à compter du jour de l'entretien lors duquel la décision est communiquée.

Une copie de l'acte est transmise à l'avocat de l'enfant.

Art. 40. Le directeur ne prend aucune décision de protection individuelle sans avoir préalablement convoqué et entendu les personnes intéressées, sauf en cas d'impossibilité dûment établie.

Le directeur convoque en tout cas l'enfant s'il est âgé d'au moins douze ans et entend l'enfant qui le demande quel que soit son âge.

Le directeur convoque l'avocat de l'enfant en vue de tout entretien avec l'enfant.

Dans l'intérêt de l'enfant, un entretien séparé peut avoir lieu avec l'enfant ou les personnes qui l'accompagnent.

Les personnes intéressées ont la possibilité de mandater une personne majeure de leur choix si leur état de santé ne leur permet pas d'être entendues.

Les personnes entendues par le directeur ont le droit de se faire accompagner de la personne majeure de leur choix et d'un avocat.

L'acte écrit mentionne et synthétise l'audition des personnes visées à l'alinéa 1^{er} ou mentionne les motifs pour lesquels il est impossible de les entendre.

L'enfant, sa famille et ses familiers sont associés aux décisions qui concernent l'enfant et à l'exécution de celles-ci, sauf en cas d'impossibilité dûment établie.

Art. 41. S'il n'en existe pas encore lorsqu'il est saisi de la situation de l'enfant et lorsqu'il n'intervient pas dans le cadre de l'exécution d'une mesure provisoire, le directeur établit un projet pour l'enfant qui vise à garantir son développement physique, psychique, affectif, intellectuel et social et qui l'accompagne tout au long de son parcours dans le cadre de l'aide à la jeunesse ou de la protection de la jeunesse.

Le directeur établit ou modifie le projet pour l'enfant en concertation avec l'enfant et les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard.

Le projet pour l'enfant, tel qu'éventuellement modifié par le directeur, est transmis au conseiller lorsque celui-ci est saisi de la situation de l'enfant suite à l'homologation de l'accord obtenu par le directeur ainsi qu'au tribunal de la jeunesse, lorsque celui-ci est saisi sur la base de l'article 56, alinéa 1^{er}.

Art. 42. § 1^{er}. Les mesures et les décisions prises par le tribunal de la jeunesse et par le directeur tendent par priorité à favoriser l'épanouissement de l'enfant dans son milieu de vie.

Toutefois, si l'intérêt de l'enfant exige qu'il faille l'en éloigner, la protection apportée à l'enfant lui assure en tout cas les conditions de vie et de développement appropriées à ses besoins et à son âge.

§ 2. Dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 51, alinéa 1^{er}, 2^o, le directeur envisage de confier l'enfant dans l'ordre de priorité suivant :

1^o à un membre de sa famille ou à un de ses familiers;

2^o à un accueillant familial qui n'est ni un membre de sa famille ni un de ses familiers;

3^o à un établissement approprié en vue de son éducation ou de son traitement.

§ 3. Le tribunal et le directeur veillent, sauf si cela n'est pas possible ou si l'intérêt de l'enfant s'y oppose, à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses frères et sœurs.

Art. 43. § 1^{er}. La durée de toute mesure de protection individuelle prise en exécution de l'article 51 à l'égard d'un enfant en danger est limitée à un an maximum à compter du jour où a lieu le premier entretien chez le directeur.

A l'initiative du directeur, la mesure peut être renouvelée plusieurs fois, pour une durée maximale d'un an, et en tout temps rapportée ou modifiée par le tribunal de la jeunesse, dans l'intérêt de l'enfant.

En cas de renouvellement de la mesure, la durée d'un an est à compter du jour du jugement.

§ 2. Lorsqu'il demande que le tribunal renouvelle, rapporte ou modifie la mesure de protection, le directeur transmet au ministère public un rapport relatif à la situation actuelle de l'enfant, visant à démontrer l'opportunité de sa demande ainsi que le projet pour l'enfant.

Lorsqu'il demande le renouvellement de la mesure, le directeur transmet son rapport au plus tard deux mois avant le terme de la mesure.

§ 3. En cas d'élément nouveau, le directeur transmet un rapport actualisé au ministère public.

§ 4. Lorsque le tribunal est saisi d'une demande visant à renouveler, rapporter ou modifier la mesure de protection, le directeur lui transmet, à sa demande, les pièces afférentes aux rapports visés aux paragraphes 2 et 3.

Art. 44. A tout moment, l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure ainsi que leur avocat peuvent prendre connaissance de toutes les pièces du dossier du directeur selon les modalités prévues par le Gouvernement, à l'exception des pièces portant la mention «confidentiel» communiquées au directeur par les autorités judiciaires.

Toutefois, le directeur peut refuser la consultation ou la communication d'une ou plusieurs pièces du dossier si l'intérêt de l'enfant l'exige. Dans ce cas, la décision mentionne la possibilité de demander l'avis de la Commission d'accès aux documents administratifs et d'introduire un recours devant le Conseil d'Etat, conformément au décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration.

Lors de la communication des pièces, le directeur ou l'agent de son service délégué à cet effet fournit au demandeur les explications et les commentaires nécessaires et veille particulièrement à offrir à l'enfant qui consulte les pièces de son dossier un accompagnement approprié, tenant compte de son degré de maturité et des informations contenues dans son dossier.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} peuvent obtenir gratuitement une copie des pièces qu'elles consultent, selon les modalités prévues par le Gouvernement.

Toute copie d'une pièce du dossier mentionne qu'elle ne peut être communiquée que dans le respect des alinéas 1^{er} et 2 et qu'elle ne peut être utilisée dans aucune autre procédure que celle relative à la mesure de protection qui fait l'objet du dossier dont elle est extraite.

Art. 45. L'enfant, sa famille et ses familiers ont le droit de se faire accompagner de la personne majeure de leur choix et d'un avocat lorsqu'ils s'adressent à l'administration compétente, à un service agréé ou au délégué général.

Dans l'intérêt de l'enfant, un entretien séparé peut avoir lieu avec l'enfant ou les personnes qui l'accompagnent.

Art. 46. L'enfant, sa famille et ses familiers ont le droit de saisir l'administration compétente en cas de non-respect de leurs droits, par courrier adressé au fonctionnaire dirigeant. Ce courrier peut être électronique.

5.2.2. — Chapitre 2. — Les droits des enfants faisant l'objet d'une mesure d'hébergement hors de leur milieu de vie

Art. 47. § 1^{er}. Tout enfant hébergé hors de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection a le droit de communiquer avec toute personne de son choix, sauf décision contraire du tribunal de la jeunesse.

§ 2. Tout enfant confié à un service agréé résidentiel en vertu d'une mesure de protection est informé dès sa prise en charge de son droit de communiquer avec son avocat et avec le délégué général.

A cet effet, le responsable du service agréé résidentiel invite l'enfant âgé d'au moins douze ans à signer, dès son entrée, un document par lequel il déclare avoir été informé de ce droit et lui en délivre copie. Il favorise l'exercice effectif de ce droit.

§ 3. Tout enfant confié à un service agréé résidentiel en vertu d'une mesure de protection ainsi que les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard reçoivent copie du règlement d'ordre intérieur du service, dès l'arrivée de l'enfant.

Art. 48. Le directeur rend visite au moins une fois par semestre à tout enfant hébergé hors de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection et au moins une fois par trimestre lorsqu'il est âgé de moins de trois ans.

Il peut déléguer une personne à cet effet qui lui fait rapport.

Art. 49. L'enfant hébergé hors de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection reçoit de l'argent de poche aux conditions et selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 50. Toute décision de transfert d'un enfant d'un service agréé résidentiel à un autre est prise par le directeur, sur la base d'un rapport circonstancié du service et après avoir entendu l'enfant.

Une copie du rapport du service est transmise à l'administration compétente.

L'enfant est informé des motifs du transfert et des caractéristiques de son nouveau milieu d'accueil.

5.3. — Titre 3. — Les mesures de protection

5.3.1. — Chapitre 1^{er}. — Les mesures de protection relevant de la compétence du tribunal de la jeunesse

Art. 51. Après avoir constaté que la santé ou la sécurité d'un enfant est actuellement et gravement compromise et que les personnes concernées refusent ou négligent de mettre en œuvre l'aide volontaire, qui a dû être préalablement envisagée par le conseiller, le tribunal de la jeunesse peut, le cas échéant de façon cumulative :

1° soumettre l'enfant, sa famille et ses familiers ou l'un d'eux à des directives ou à un accompagnement d'ordre psychologique, social ou éducatif;

2° décider, dans des situations exceptionnelles, que l'enfant sera hébergé temporairement hors de son milieu de vie en vue de son éducation ou de son traitement;

3° permettre à l'enfant, s'il a plus de seize ans, de se fixer dans une résidence autonome ou supervisée et de prendre inscription au registre de la population du lieu de cette résidence.

La santé ou la sécurité d'un enfant est considérée comme actuellement et gravement compromise lorsque son intégrité physique ou psychique est menacée, soit parce qu'il adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui la compromettent réellement et directement soit parce qu'il est victime de négligences graves, de mauvais traitements, d'abus d'autorité ou d'abus sexuels la menaçant directement et réellement.

La décision du tribunal est transmise immédiatement au directeur afin d'être mise en œuvre conformément à l'article 53.

Si une mesure d'aide prise par le conseiller est en cours, elle continue à produire ses effets, avec l'accord des personnes visées à l'article 23, jusqu'à la mise en œuvre de la décision du tribunal par le directeur.

Art. 52. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique de l'enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et à défaut d'accord des personnes visées à l'article 23, le tribunal de la jeunesse peut prendre à titre provisoire, pour une durée qui ne peut excéder trente jours, la mesure visée à l'article 51, alinéa 1^{er}, 2^o.

Lorsque la saisine du tribunal n'a pas lieu à l'initiative du directeur, le ministère public s'assure préalablement auprès de celui-ci de l'absence d'accord des personnes visées à l'article 23 ou de l'impossibilité de recueillir cet accord.

Le ministère public peut exceptionnellement saisir directement le tribunal lorsqu'il démontre que le directeur n'a pas pu être atteint et que l'intérêt de l'enfant ne permet pas d'attendre l'intervention du directeur.

La décision du tribunal est transmise immédiatement au directeur afin d'être exécutée conformément à l'article 53.

La décision du tribunal détermine les modalités d'exécution de la mesure provisoire qui s'appliquent jusqu'à ce que, le cas échéant, le directeur décide d'autres modalités d'exécution ou convienne d'une autre mesure avec les personnes visées à l'article 23, conformément à l'article 53, § 5.

Conformément à l'article 53, § 5, alinéa 3, la mesure provisoire peut être prolongée une seule fois de quarante-cinq jours au plus.

5.3.2. — Chapitre 2. — La compétence du directeur quant aux mesures de protection

Art. 53. § 1. Le directeur décide des modalités d'exécution de la mesure prise par le tribunal de la jeunesse en vertu de l'article 51 et, le cas échéant, de leur modification et peut modifier les modalités d'exécution décidées par le tribunal en vertu de l'article 37 ou de l'article 52.

§ 2. Il décide, dans les limites fixées par le Gouvernement, des dépenses exposées en vue de la protection octroyée en application des articles 37, 51 et 52.

Il délivre les documents justificatifs aux services concernés, agréés ou non, et aux accueillants familiaux.

§ 3. A la demande de l'enfant, d'un membre de sa famille, d'un de ses familiers ou du délégué général, le directeur interpelle tout service, agréé ou non, s'occupant de l'enfant pour lui demander des informations sur ses interventions ou son refus d'intervenir en faveur de cet enfant.

§ 4. Dans le cadre de mesures de protection décidées par le tribunal, le cas échéant de manière cumulative, sur la base de l'article 51, le directeur peut convenir d'une ou d'autres mesures qui recueillent l'accord des personnes visées à l'article 23. Il peut également mettre fin à la mesure ou aux mesures, avec l'accord des personnes visées à l'article 23, s'il constate que la santé ou la sécurité de l'enfant n'est plus gravement compromise.

S'il obtient l'accord des personnes visées à l'article 23 sur la ou les mesures décidées par le tribunal sur leur modification ou sur leur fin, le directeur demande l'homologation de l'accord au tribunal.

L'homologation de l'accord par le tribunal met fin aux effets de la décision judiciaire.

Le tribunal ne peut refuser l'homologation que si l'accord est contraire à l'ordre public.

Le directeur communique l'accord homologué au conseiller, qui, s'il échet, le met en œuvre. En cas de cumul des mesures, le directeur ne communique l'accord homologué au conseiller que s'il porte sur toutes les mesures.

§ 5. Dans le cadre d'une mesure provisoire décidée par le tribunal sur la base de l'article 37 ou de l'article 52, le directeur peut convenir d'une ou d'autres mesures qui recueillent l'accord des personnes visées à l'article 23.

S'il obtient l'accord des personnes visées à l'article 23 sur la ou les mesures décidées par le tribunal, sur leur modification ou sur leur fin, le directeur demande l'homologation de l'accord au tribunal.

Si, au terme de la durée de la mesure provisoire fixée par le tribunal, le directeur n'est pas parvenu à un accord avec les personnes concernées, le tribunal peut prolonger une seule fois la mesure provisoire de quarante-cinq jours au plus.

5.3.3. — Chapitre 3. — Les contestations des décisions du directeur

Art. 54. Le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives aux décisions prises par le directeur dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du tribunal, portées devant lui :

1° par une personne exerçant l'autorité parentale à l'égard de l'enfant;

2° par une personne qui héberge l'enfant en droit ou en fait;

3° par une personne bénéficiant du droit d'entretenir avec l'enfant des relations personnelles en vertu de l'article 375bis du Code civil;

4° par l'enfant âgé d'au moins quatorze ans;

5° par l'enfant âgé d'au moins douze ans assisté par un avocat, désigné d'office, le cas échéant, à la demande du conseiller;

6° dans le cas où, à propos d'un enfant âgé de moins de douze ans, les personnes visées aux 1°, 2° et 3° s'abstiennent de saisir le tribunal :

a) soit par l'enfant personnellement;

b) soit par un tuteur ad hoc désigné par le président du tribunal de première instance à la requête de tout intéressé et au besoin par le procureur du Roi;

c) soit par un tuteur ad hoc à désigner par le président du tribunal de première instance à la requête des mêmes personnes s'il apparaît que l'enfant âgé de moins de douze ans ne jouit pas du discernement suffisant quant à la question sur laquelle porte la contestation; dans ce cas, le tribunal de la jeunesse sursoit à statuer jusqu'à ce que le tuteur ad hoc soit désigné.

A l'audience d'introduction, le tribunal informe le requérant de la possibilité de demander de résoudre le litige par le biais de la conciliation.

A la demande du requérant, le tribunal tente de concilier les parties.

Le tribunal entame la conciliation dans les quinze jours de l'audience d'introduction.

Si la tentative de conciliation aboutit à un accord, le tribunal consigne cet accord dans un procès-verbal signé par les parties concernées, dont l'expédition est revêtue de la formule exécutoire.

Si la tentative de conciliation échoue, le tribunal tranche la contestation dans le mois suivant le procès-verbal constatant la non-conciliation.

En l'absence de demande de conciliation, le tribunal tranche la contestation dans le mois de l'introduction de celle-ci.

La décision du tribunal ne fait pas obstacle à la conclusion et à la mise en œuvre d'un accord dérogeant à la décision judiciaire, ultérieurement intervenu entre les parties. Cet accord est communiqué au tribunal.

6. Livre V. — Les mesures de protection des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de dix-huit ans

6.1. — Titre 1^{er}. — Le champ d'application

Art. 55. Les dispositions du Livre V s'appliquent à tout jeune poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de dix-huit ans.

Elles s'appliquent également aux personnes physiques et morales qui apportent leurs concours à l'exécution des mesures émanant des autorités communautaires ou judiciaires en matière de protection des jeunes visés à l'alinéa 1^{er}.

Lorsque le jeune est âgé de plus de dix-huit ans au moment du jugement, il est assimilé à un mineur pour l'application des dispositions de la loi du 8 avril 1965 relatives à la procédure.

Art. 56. Le tribunal de la jeunesse connaît des réquisitions du ministère public à l'égard des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de dix-huit ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et sauf en cas de connexité avec des poursuites du chef d'infractions autres que celles prévues ci-dessous, les juridictions compétentes en vertu du droit commun connaissent des réquisitions du ministère public à l'égard des jeunes âgés de plus de seize ans au moment des faits, poursuivis du chef :

1° d'infraction aux dispositions des lois et règlements sur la police du roulage;

2° de coups et blessures involontaires et d'homicide involontaire au sens du Code pénal, pour autant que l'infraction soit connexe à une infraction visée au 1°;

3° d'infraction à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicule automoteurs.

Si les débats devant les juridictions visées à l'alinéa 2 font apparaître qu'une mesure de protection serait plus adéquate en la cause, ces juridictions peuvent se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de réquisitions devant le tribunal de la jeunesse, s'il y a lieu.

6.2. — Titre 2. — Les droits des jeunes, de leur famille et de leurs familiers

6.2.1. Chapitre 1^{er}. — Les principes généraux

Art. 57. Lorsqu'un jeune est amené à être entendu par le service de la protection de la jeunesse, il a le droit de se faire accompagner de la personne majeure de son choix.

Le directeur convoque l'avocat du jeune en vue de tout entretien avec le jeune.

Dans l'intérêt du jeune, un entretien séparé peut avoir lieu avec le jeune ou les personnes qui l'accompagnent.

Art. 58. Le jeune qui s'adresse à l'administration compétente, à un service agréé, à une institution publique ou au délégué général a le droit de se faire accompagner de la personne majeure de son choix et d'un avocat.

Dans l'intérêt du jeune, un entretien séparé peut avoir lieu avec le jeune ou les personnes qui l'accompagnent.

Art. 59. Le jeune, sa famille et ses familiers ont le droit de saisir l'administration compétente en cas de non-respect de leurs droits, par courrier adressé au fonctionnaire dirigeant. Ce courrier peut être électronique.

Toutefois, lorsque le jeune est confié à une institution publique, les décisions prises à son égard par le directeur de l'institution publique sont contestées conformément aux articles 79 à 94.

6.2.2. — Chapitre 2. — Les droits des jeunes faisant l'objet d'une mesure d'éloignement de leur milieu de vie

Art. 60. § 1^{er}. Tout jeune éloigné de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection a le droit de communiquer avec toute personne de son choix, sauf décision contraire du tribunal de la jeunesse.

§ 2. Tout jeune confié à un service agréé résidentiel ou à une institution publique en vertu d'une mesure de protection est informé dès sa prise en charge de son droit de communiquer avec son avocat et avec le délégué général.

A cet effet, le responsable du service ou de l'institution invite le jeune à signer, dès son entrée, un document par lequel il déclare avoir été informé de ce droit et lui en délivre copie. Il favorise l'exercice effectif de ce droit.

§ 3. Tout jeune confié à un service agréé résidentiel ou à une institution publique en vertu d'une mesure de protection ainsi que les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard reçoivent copie du règlement d'ordre intérieur du service ou de l'institution, dès l'arrivée du jeune.

Art. 61. Un magistrat du tribunal de la jeunesse rend visite au moins une fois par semestre à tout jeune éloigné de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection.

Art. 62. Le jeune éloigné de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection reçoit de l'argent de poche aux conditions et selon les modalités fixées par le Gouvernement.

6.2.3. — Chapitre 3 - Les droits des jeunes confiés à une institution publique

6.2.3.1. — Section 1^{ère}. — L'accès aux institutions publiques

Art. 63. § 1^{er}. L'accès aux institutions publiques est limité aux jeunes qui, poursuivis pour des faits qualifiés infraction, font l'objet d'une décision judiciaire ordonnant un hébergement en institution publique conformément aux articles 122 et 124.

§ 2. L'accueil en régime fermé ne peut être confié qu'à une institution publique.

L'accès aux institutions publiques en régime fermé est limité aux jeunes qui, poursuivis pour des faits qualifiés infraction, font l'objet d'une décision judiciaire prescrivant expressément un tel régime.

§ 3. Les institutions publiques ne peuvent refuser un jeune visé au paragraphe 1^{er} pour un motif autre que l'absence de place.

La décision judiciaire et sa mise en œuvre prennent en considération le projet éducatif de l'institution publique.

§ 4. Le Gouvernement détermine les moyens à attribuer aux institutions publiques leur permettant d'assurer leurs fonctions éducatives.

6.2.3.2. — Section 2. — Les décisions du directeur de l'institution publique

Art. 64. Le jeune peut s'adresser au directeur de l'institution publique à propos de toute décision qui le concerne personnellement.

Le directeur de l'institution publique remet sa décision au jeune dans les quarante-huit heures de la réception de sa demande écrite.

Lorsque le jeune se plaint de l'attitude d'un membre du personnel, le directeur de l'institution publique entend les parties concernées et leur communique sa décision.

6.2.3.3. — Section 3. — Les rapports transmis au tribunal de la jeunesse

Art. 65. Tout jeune confié à une institution publique fait l'objet d'un rapport d'évaluation établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille et transmis au tribunal de la jeunesse dans les vingt-cinq jours à partir de la date du début de la prise en charge.

Un rapport d'évaluation et d'évolution est également transmis au tribunal à la fin du trimestre, le cas échéant, et au plus tard cinq jours avant le terme de la mesure.

Le jeune et son avocat reçoivent copies des rapports dans les mêmes délais.

6.2.3.4. — Section 4. — Les contacts du jeune

Art. 66. L'institution publique prend toutes les mesures nécessaires pour favoriser le maintien des contacts du jeune avec sa famille et ses familiers, sauf décision contraire du tribunal de la jeunesse.

L'institution publique facilite les contacts du jeune avec l'ensemble des personnes et institutions permettant de construire son projet de réinsertion.

Art. 67. Par dérogation à l'article 60, § 1^{er}, lorsqu'il estime que les contacts du jeune avec une personne déterminée sont susceptibles de nuire au jeune ou constituent un risque pour la sécurité, le directeur de l'institution publique peut interdire ou limiter ces contacts en attendant la décision du tribunal qu'il sollicite à ce sujet, pendant trois jours au plus.

6.2.3.5. — Section 5. — Les fouilles

Art. 68. § 1^{er}. La fouille ne peut pas avoir un caractère vexatoire et se déroule dans le respect de la dignité du jeune.

Le directeur de l'institution publique ne peut ordonner une fouille des vêtements, des effets personnels ou de la chambre du jeune par des membres du personnel qu'il a mandatés à cet effet que si des indices individualisés laissent supposer que le jeune détient des objets ou substances non autorisés.

Le jeune est informé préalablement de la fouille.

§ 2. Si la fouille permet de découvrir des objets ou substances non autorisés, ceux-ci peuvent être saisis et, être conservés par l'institution publique sous sa responsabilité, contre remise d'un reçu, être détruits avec l'accord du jeune, être remis à une personne extérieure de son choix ou être tenus à la disposition des autorités compétentes en vue de prévenir ou d'établir des faits punissables. Dans ce dernier cas, l'institution publique en informe le tribunal de la jeunesse et l'avocat du jeune.

§ 3. Tout autre type de fouilles que celles visées au paragraphe 1^{er} est interdit.

Si des indices individualisés laissent supposer que le jeune détient des objets ou substances non autorisés qui n'auraient pas été trouvés par la fouille de ses vêtements, de ses effets personnels ou de sa chambre, le directeur de l'institution publique peut faire appel aux services de police, en informant le tribunal de la jeunesse et l'avocat du jeune.

6.2.3.6. — Section 6. — L'isolement

Art. 69. § 1^{er}. Une mesure d'isolement dans la chambre du jeune ne peut être prise par le directeur de l'institution publique que lorsque le jeune compromet sa sécurité physique ou celle d'autrui.

La mesure d'isolement ne s'effectue dans un local spécifique que lorsque l'isolement dans la chambre du jeune ne permet pas d'assurer sa sécurité physique ou celle d'autrui.

L'enfermement du jeune dans sa chambre ne constitue une mesure d'isolement que lorsqu'il dure plus d'une heure.

§ 2. Le directeur de l'institution publique informe sur-le-champ le juge en charge du dossier du jeune et l'avocat de celui-ci.

La mesure d'isolement fait l'objet d'un rapport écrit adressé au juge en charge du dossier du jeune et à l'avocat de celui-ci.

Une copie du rapport relatif à l'isolement est transmise à l'administration compétente.

§ 3. La mesure d'isolement est levée dès que la situation qui la motive cesse et au plus tard dans les septante-deux heures qui suivent le début de la mesure.

Le directeur de l'institution publique ne peut prolonger la mesure d'isolement au-delà d'une durée de vingt-quatre heures sans l'accord du juge en charge du dossier du jeune.

Le directeur de l'institution publique informe par écrit le juge en charge du dossier du jeune et l'avocat de celui-ci de la fin de la mesure d'isolement.

§ 4. Le jeune faisant l'objet d'une mesure d'isolement reçoit la visite quotidienne du directeur de l'institution publique et d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire.

Le personnel assure une surveillance renforcée en vue de garantir la sécurité du jeune.

Lorsque le jeune fait l'objet d'une mesure d'isolement parce qu'il a compromis sa sécurité physique, il reçoit la visite d'un médecin dans les meilleurs délais et au plus tard dans le vingt-quatre heures qui suivent le début de la mesure.

§ 5. Un accompagnement éducatif est garanti pendant toute la durée de la mesure d'isolement.

Le jeune bénéficie de la possibilité de passer au moins une heure par jour en plein air.

La mesure d'isolement ne prive pas le jeune du droit d'avoir des contacts avec l'extérieur, sauf si ces contacts sont suspendus ou font l'objet d'une restriction justifiée par les besoins du maintien de l'ordre et de la sécurité.

6.2.3.7. — Section 7. — Les sanctions

Art. 70. § 1^{er}. Toute sanction contribue à la finalité d'éducation et de réinsertion de la mesure et ne peut être imposée qu'à titre individuel.

La sanction ne peut avoir un caractère humiliant ou vexatoire.

L'isolement ne peut être ordonné à titre de sanction.

§ 2. Pour déterminer la nature et la durée de la sanction, le directeur tient compte de la nature et de la gravité du comportement du jeune ainsi que des circonstances dans lesquelles il a eu lieu et privilégie une approche restauratrice.

§ 3. L'exécution d'une sanction ne prive pas le jeune du droit d'avoir des contacts avec l'extérieur, sauf si ces contacts sont suspendus ou font l'objet d'une restriction justifiée par les besoins du maintien de l'ordre et de la sécurité.

6.2.3.8. — Section 8. — Le règlement général des institutions publiques

Art. 71. Les institutions publiques sont tenues de respecter le règlement général des institutions publiques arrêté par le Gouvernement.

Le règlement général détermine :

- 1° le contenu et les modalités d'approbation des projets éducatifs des institutions publiques;
- 2° la composition de l'équipe pluridisciplinaire;
- 3° les rubriques que comprennent les rapports transmis au tribunal de la jeunesse;
- 4° les modalités de la prise en charge des jeunes parmi lesquelles l'accueil, les effets personnels dont le jeune peut disposer, la pratique religieuse et philosophique, l'enseignement, la santé et l'hygiène, et l'argent de poche;
- 5° les modalités des contacts des jeunes avec l'extérieur, c'est-à-dire de la correspondance, des visites et des communications téléphoniques;
- 6° les conditions et modalités des sorties;
- 7° la procédure entourant la mesure d'isolement et son contrôle, les locaux et les conditions dans lesquelles elle se déroule;
- 8° les comportements qui peuvent donner lieu à une sanction et les sanctions qui peuvent être imposées ainsi que la procédure entourant la sanction et son contrôle;
- 9° les modalités de la transmission d'informations relatives aux absences non autorisées ainsi que le délai dans lequel est maintenue la place d'un jeune absent sans autorisation;
- 10° les modalités de collaboration des institutions publiques avec les autorités administratives et judiciaires et l'ensemble des services du secteur;
- 11° les éléments relatifs à l'évaluation, la participation et les pratiques innovantes dans les institutions publiques;
- 12° les modalités d'évaluation du respect des dispositions du règlement général des institutions publiques.

Le Gouvernement établit un document reprenant les éléments du règlement général liés aux droits et aux obligations du jeune durant son hébergement et au déroulement de la mesure dont il fait l'objet, rédigé dans un langage accessible.

Ce document est remis à chaque jeune lors de son admission dans l'institution publique.

6.2.3.9. — Section 9. — L'inspection et la surveillance des institutions publiques

6.2.3.9.1. — Sous-section 1ère. — L'inspection des institutions publiques

Art. 72. L'administration compétente vérifie la mise en œuvre et le respect de l'ensemble des dispositions prévues par le présent code ou en vertu de celui-ci concernant les institutions publiques, notamment par le biais d'une présence régulière sur le terrain.

6.2.3.9.2. — Sous-section 2. — La surveillance des institutions publiques

Art. 73. Sans préjudice des missions de contrôle confiées à d'autres autorités, la surveillance des institutions publiques est exercée par une commission instituée auprès du délégué général, dénommée « commission de surveillance ».

Art. 74. Les missions de la commission de surveillance sont les suivantes :

- 1° exercer un contrôle indépendant sur les conditions de privation de liberté des jeunes et sur le respect de leurs droits dans les institutions publiques;
- 2° émettre, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement ou du parlement, des avis et recommandations relatifs aux conditions de privation de liberté des jeunes et au respect de leurs droits dans les institutions publiques;
- 3° organiser la conciliation entre le jeune et le directeur, visée à l'article 79 ou à l'article 82 et, le cas échéant, orienter le jeune vers la procédure de réclamation visée aux articles 80 à 89;
- 4° établir un rapport annuel de ses activités, qu'elle adresse au parlement et au Gouvernement.

Les avis et recommandations ainsi que le rapport annuel sont publiés sur le site internet de l'administration.

Art. 75. Chaque institution publique fait l'objet d'une visite, non annoncée, par un membre de la commission de surveillance au moins une fois par mois, en particulier dans le but d'accomplir la mission visée à l'article 74, alinéa 1^{er}, 1°.

Art. 76. § 1^{er}. Pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement des missions de la commission de surveillance, ses membres ont librement accès aux institutions publiques et ont le droit de consulter sur place tous les documents s'y rapportant ainsi que toutes les pièces contenant des informations personnelles concernant les jeunes.

§ 2. Les membres de la commission de surveillance ont le droit d'entretenir une correspondance avec les jeunes sans contrôle et d'entrer en contact avec eux sans surveillance.

Art. 77. La commission de surveillance est présidée par le délégué général.

Les membres de la commission de surveillance sont désignés par le parlement à la majorité des deux tiers, sur présentation du Gouvernement pour la moitié, pour un terme de six ans, renouvelable une fois.

Ils sont choisis sur la base de leur connaissance ou de leur expérience de la problématique de la privation de liberté ou de la protection de la jeunesse et des garanties d'indépendance qu'ils offrent.

La commission de surveillance compte parmi ses membres au moins un magistrat, un avocat, un médecin, un psychologue et un criminologue.

La commission de surveillance ne peut compter plus de deux tiers de membres du même sexe.

Art. 78. Le Gouvernement détermine les autres règles relatives à la composition et au fonctionnement de la commission de surveillance, en ce compris les incompatibilités destinées à garantir l'indépendance de ses membres, la procédure de nomination, les modalités de rétribution et les causes de révocation de ces derniers.

6.2.3.10. — Section 10. — La contestation des décisions prises à l'égard du jeune par le directeur de l'institution publique

6.2.3.10.1. — Sous-section 1ère. — La conciliation

Art. 79. Le jeune qui souhaite contester une décision prise à son égard par le directeur de l'institution publique peut à tout moment demander à la commission de surveillance d'organiser une conciliation.

Toutefois, si le jeune introduit également une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué conformément à l'article 80, il demande la conciliation au plus tard le jour de l'introduction de la réclamation. Dans ce cas, la réclamation mentionne la demande de conciliation.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, le processus de conciliation ne peut durer plus de trente jours et la commission de surveillance informe le fonctionnaire dirigeant ou son délégué de l'issue du processus de conciliation dès la fin de celui-ci.

6.2.3.10.2. — Sous-section 2. — La réclamation interne

Art. 80. § 1^{er}. Le jeune peut introduire une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué contre toute décision prise à son égard par le directeur de l'institution publique qu'il estime illégale, déraisonnable ou inéquitable.

L'omission ou le refus de prise de décision dans le délai visé à l'article 64 sont assimilés aux décisions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La réclamation est introduite par écrit dans les sept jours qui suivent le jour où le jeune a eu connaissance de la décision.

La réclamation introduite après ce délai est néanmoins recevable s'il apparaît, compte tenu de toutes les circonstances, que le jeune l'a introduite aussi rapidement que ce qui pouvait raisonnablement être exigé de lui.

§ 3. La réclamation mentionne de manière aussi précise que possible la décision sur laquelle elle porte ainsi que les motifs de la réclamation.

Le jeune peut bénéficier pour la rédaction de la réclamation de l'assistance de son avocat ou d'un service extérieur.

Art. 81. Dès réception de la réclamation, une copie de celle-ci est transmise au directeur de l'institution publique.

Au plus tard dans les quarante-huit heures de la réception de la réclamation, le directeur de l'institution publique communique par écrit au fonctionnaire dirigeant ou à son délégué les informations et observations qu'il estime utiles pour l'appréciation du bien-fondé de la réclamation.

Ces informations et observations sont immédiatement communiquées par écrit au jeune et, le cas échéant, à son avocat.

Art. 82. Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, saisi d'une réclamation, peut proposer au jeune et au directeur de l'institution publique de transmettre la réclamation à la commission de surveillance afin qu'elle organise une conciliation.

Art. 83. Sauf s'il estime, sans qu'un examen plus approfondi soit requis, que la réclamation est manifestement non recevable, manifestement non fondée ou manifestement fondée, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué offre au jeune et au directeur de l'institution publique la possibilité de formuler des observations orales à propos de la réclamation.

Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut entendre le jeune et le directeur de l'institution publique en l'absence l'un de l'autre.

Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut, soit d'office, soit à la demande du jeune ou du directeur de l'institution publique, recueillir des informations orales ou écrites auprès de tiers.

Art. 84. Le jeune et le directeur de l'institution publique ont le droit de consulter les pièces de la procédure, conformément aux modalités déterminées par le Gouvernement.

Art. 85. Le jeune a le droit de se faire assister par un avocat ou une personne de confiance qu'il choisit lui-même, à l'exception d'un autre jeune hébergé en institution publique.

Art. 86. Dans l'attente de sa décision, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut, à la demande du jeune et après avoir entendu le directeur de l'institution publique, suspendre en tout ou en partie l'exécution de la décision sur laquelle porte la réclamation.

Il prend en compte le risque de préjudice dans le chef du jeune et les exigences de sécurité.

Il en informe immédiatement le jeune et le directeur de l'institution publique.

Art. 87. Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué statue sur la réclamation dans les meilleurs délais et au plus tard dans les dix jours ouvrables qui suivent l'introduction de la réclamation.

La conciliation demandée par le jeune en vertu de l'article 79 ou par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué en vertu de l'article 82 suspend le délai visé à l'alinéa 1^{er}.

La décision mentionne les modalités d'introduction du recours externe.

Une copie de la décision est adressée sans délai et gratuitement au directeur de l'institution publique, au jeune et, le cas échéant, à son avocat.

Art. 88. La réclamation est déclarée fondée lorsque le fonctionnaire dirigeant ou son délégué estime que la décision sur laquelle elle porte est illégale, déraisonnable ou inéquitable.

Dans ce cas, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué annule, complètement ou partiellement, ladite décision et prend, le cas échéant, une nouvelle décision qui se substitue à la décision annulée.

En cas d'annulation de la décision, les conséquences de la décision annulée sont autant que possible supprimées ou rendues conformes à la décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué.

Dans la mesure où il ne peut être remédié aux conséquences de la décision annulée, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué détermine, après avoir entendu le jeune et le directeur de l'institution publique, s'il y a lieu d'accorder au jeune une quelconque compensation, à l'exclusion de toute indemnisation financière.

Art. 89. Le Gouvernement détermine les autres règles relatives à la procédure de réclamation.

6.2.3.10.3. Sous-section 3. — Le recours externe

Art. 90. Le jeune peut introduire un recours contre la décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué auprès d'un organe de recours indépendant, que le Gouvernement institue et qui statue en dernier ressort.

Le recours est introduit par écrit dans les sept jours qui suivent le jour de la réception de la copie de la décision visée à l'article 87, alinéa 4, et mentionne de manière aussi précise que possible ses motifs.

Art. 91. Les articles 81, 83, 84, 85, 86 et 88 s'appliquent par analogie au recours contre la décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué.

Art. 92. L'organe de recours statue dans les meilleurs délais et au plus tard dans les dix jours ouvrables qui suivent l'introduction du recours.

Une copie de la décision est adressée sans délai et gratuitement au directeur de l'institution publique, au jeune et, le cas échéant, à son avocat.

Art. 93. Les membres de l'organe de recours sont désignés par le parlement à la majorité des deux tiers, sur présentation du Gouvernement pour la moitié, pour un terme de six ans, renouvelable une fois.

Ils sont choisis sur la base de leur connaissance ou de leur expérience de la problématique de la privation de liberté ou de la protection de la jeunesse et des garanties d'indépendance qu'ils offrent.

L'organe de recours est présidé par un membre effectif de la magistrature assise, disposant d'une expérience en matière de protection de la jeunesse.

Art. 94. Le Gouvernement détermine les autres règles relatives à la composition et au fonctionnement de l'organe de recours, en ce compris les incompatibilités destinées à garantir l'indépendance de ses membres, la procédure de nomination, les modalités de rétribution et les causes de révocation de ces derniers, ainsi que les autres règles relatives à la procédure de recours.

6.3. Titre 3. — Les offres restauratrices et les mesures relevant de la compétence du ministère public

6.3.1. Chapitre 1^{er}. — La lettre d'avertissement et le rappel à la loi

Art. 95. Le ministère public peut adresser au jeune soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction une lettre d'avertissement dans laquelle il indique qu'il a pris connaissance des faits, qu'il estime ces faits établis à sa charge et qu'il a décidé de classer le dossier sans suite.

Une copie de la lettre d'avertissement est transmise aux personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune ou aux personnes qui l'hébergent en droit ou en fait.

Art. 96. Le ministère public peut convoquer le jeune soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction et les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et leur notifier un rappel à la loi et les conséquences possibles d'un fait qualifié infraction.

Une copie de la convocation est transmise aux personnes qui hébergent le jeune en droit ou en fait.

6.3.2. — Chapitre 2. — L'offre restauratrice de médiation

Art. 97. § 1^{er}. La médiation permet au jeune soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes qui l'hébergent en droit ou en fait ainsi qu'à la victime d'envisager, ensemble et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles du fait qualifié infraction.

Une médiation ne peut être mise en œuvre que si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, tout au long du processus.

Lorsqu'une victime est identifiée, à la demande de celle-ci ou du jeune ou s'il l'estime opportun, le ministère public propose, par écrit, aux personnes visées à l'alinéa 1^{er} de participer à une médiation.

§ 2. Le ministère public informe le jeune et les autres personnes concernées par la proposition de médiation qu'elles ont le droit de se faire assister par un avocat à tout moment.

§ 3. Le ministère public désigne le service agréé chargé d'organiser la médiation et adresse une copie des propositions écrites au service désigné.

Si les personnes concernées ne prennent pas contact, dans les huit jours ouvrables de la réception des propositions écrites du ministère public, avec le service désigné, celui-ci prend contact avec elles, par tous les moyens.

Dans les deux mois de sa désignation, le service désigné établit un rapport succinct relatif à l'état d'avancement de la médiation.

§ 4. Si la médiation mène à un accord, celui-ci est signé par le jeune, par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ainsi que par la victime.

Si l'accord comporte des dispositions relatives à l'indemnisation de la victime, il est signé en présence des avocats des personnes signataires.

L'accord est approuvé par le ministère public. Celui-ci ne peut modifier son contenu et ne peut refuser d'approuver l'accord que s'il est contraire à l'ordre public.

Le service désigné établit un rapport sur l'exécution de l'accord et l'adresse au ministère public.

Ce rapport est joint au dossier de la procédure.

Lorsque le jeune a exécuté l'accord de médiation selon les modalités prévues, le ministère public en dresse procès-verbal et, si la médiation a été proposée à son initiative, met fin à l'action publique.

Une copie du procès-verbal est remise au jeune, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, à la victime, au service désigné et, le cas échéant, à l'avocat du jeune. Au cas où cette remise n'a pu avoir lieu, la copie du procès-verbal est envoyée par voie postale.

§ 5. Si la médiation ne mène pas à un accord, ni la reconnaissance de la matérialité du fait qualifié infraction, ni le déroulement ou le résultat de la médiation ne peuvent être utilisés par les autorités judiciaires ni par toute autre personne au préjudice du jeune.

§ 6. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service chargé de la médiation sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 7. Si le ministère public ne propose pas de médiation, il motive spécialement sa décision à cet égard. L'absence d'une telle motivation entraîne la nullité de la saisine du tribunal de la jeunesse.

6.4. — Titre 4. — Les offres restauratrices et les mesures relevant de la compétence du tribunal de la jeunesse

6.4.1. — Chapitre 1^{er}. — Les facteurs à prendre en compte et les investigations préalables

Art. 98. Pour proposer une offre restauratrice au jeune ou ordonner une mesure à son égard, le tribunal de la jeunesse prend en compte les facteurs suivants :

- 1° l'intérêt du jeune;
- 2° sa personnalité et son degré de maturité;
- 3° son milieu de vie;
- 4° la gravité des faits, leur répétition et leur ancienneté, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis, les dommages et les conséquences pour la victime;
- 5° les mesures antérieures prises à l'égard du jeune et son comportement durant l'exécution de celles-ci;
- 6° la sécurité publique.

La disponibilité des moyens en matière d'éducation et de traitement et de toutes autres ressources envisagées est également prise en compte.

Art. 99. Le tribunal de la jeunesse fait procéder à toutes les investigations utiles pour connaître la personnalité du jeune et son milieu de vie, déterminer son intérêt et les moyens appropriés à sa réinsertion sociale et à son éducation ou à son traitement.

Il peut demander au service de la protection de la jeunesse, par l'intermédiaire du directeur, de réaliser une étude sociale, sauf lorsque le jeune est confié à une institution publique.

Il peut également soumettre le jeune à un examen médico-psychologique ou à un examen médical.

Lorsque le tribunal fait procéder à une étude sociale, il ne peut, sauf en cas d'extrême urgence, prendre ou modifier sa décision, qu'après avoir pris connaissance de cette étude, à moins qu'elle ne lui parvienne pas dans les quarante-cinq jours.

Le Gouvernement détermine les rubriques que comprend l'étude sociale.

Art. 100. Lorsque le tribunal de la jeunesse envisage une mesure impliquant l'intervention d'un service public ou agréé, il consulte l'administration compétente, qui l'informe des disponibilités de prises en charge et le conseille quant au type de prise en charge approprié.

Le Gouvernement détermine les modalités de la consultation visée à l'alinéa 1^{er} et les modalités de la communication des services publics et agréés avec l'administration compétente.

6.4.2. — Chapitre 2. — Les offres restauratrices et mesures provisoires

Art. 101. § 1^{er}. Pendant la phase préparatoire, c'est-à-dire à partir de sa saisine jusqu'à la décision au fond, le tribunal de la jeunesse peut, à titre de mesure de garde ou d'investigation :

- 1° soumettre le jeune, par l'intermédiaire du directeur, à la surveillance du service de la protection de la jeunesse;
- 2° imposer au jeune d'effectuer une prestation d'intérêt général en rapport avec son âge et ses capacités, de trente heures au plus, organisée par un service agréé;
- 3° soumettre le jeune à un accompagnement ou à une guidance aux fins d'observation, mis en place en vertu de l'article 120, alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4°;
- 4° soumettre le jeune à des conditions en vue de son maintien dans son milieu de vie, conformément à l'article 121;
- 5° éloigner le jeune de son milieu de vie, en respectant la hiérarchie prévue à l'article 122.

Les mesures visées aux 1° à 4° de l'alinéa 1^{er} sont privilégiées par rapport à la mesure d'éloignement du milieu de vie.

Aucune mesure provisoire ne peut être prise en vue d'exercer une sanction immédiate.

Une mesure provisoire ne peut être prise que si sa finalité ne peut être atteinte d'une autre manière et pour une durée aussi brève que possible.

Le tribunal de la jeunesse détermine la durée de toute mesure provisoire qu'il ordonne.

Lorsqu'il prend une mesure provisoire, le tribunal tient compte des facteurs visés à l'article 98.

§ 2. La prestation d'intérêt général ne peut être ordonnée à titre de mesure provisoire que dans le but de permettre la réalisation des investigations visées à l'article 99.

§ 3. Le tribunal peut également pendant la phase préparatoire proposer une offre restauratrice conformément aux articles 115 à 117 et examiner la faisabilité d'un projet écrit proposé par le jeune conformément à l'article 118.

§ 4. Seules les mesures provisoires de surveillance, d'accompagnement et de guidance sont applicables aux jeunes âgés de moins douze ans au moment de la commission des faits.

§ 5. Le tribunal peut, même si la réquisition du ministère public est postérieure à la date à laquelle le jeune a atteint l'âge de dix-huit ans, prendre ou maintenir des mesures provisoires jusqu'à ce que le jeune ait atteint l'âge de vingt ans, sans préjudice de l'article 103.

Art. 102. Lorsque le tribunal de la jeunesse prend une mesure provisoire, il peut, pour les nécessités de l'information ou de l'instruction, interdire au jeune de communiquer librement avec les personnes nommément désignées autres que son avocat, pour une période de trente jours au plus, renouvelable plusieurs fois.

Art. 103. La durée de la phase préparatoire ne peut excéder neuf mois.

A l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, les mesures provisoires cessent de plein droit.

La phase préparatoire peut être exceptionnellement prolongée d'une durée de trois mois, renouvelable, si cette prolongation est nécessaire pour déterminer les faits qualifiés infractions ou pour connaître la personnalité du jeune et son milieu de vie.

Dans le cadre de la prolongation visée à l'alinéa 3, des mesures provisoires peuvent être prises ou maintenues si des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique le nécessitent.

Le tribunal de la jeunesse motive spécialement sa décision de prolonger la phase préparatoire ainsi que sa décision de prendre ou maintenir des mesures provisoires dans le cadre de cette prolongation au regard des conditions prévues aux alinéas 3 et 4.

Lorsqu'une décision prise dans le cadre de la phase préparatoire est frappée d'appel, les délais visés aux alinéas 1^{er} et 3 sont suspendus à partir du jour de l'acte d'appel jusqu'au jour de l'arrêt rendu par la juridiction d'appel. La durée de cette suspension ne peut excéder deux mois.

Art. 104. A partir de la communication du dossier, le ministère public dispose d'un délai de deux mois pour citer le jeune à comparaître devant le tribunal de la jeunesse ou l'informer de sa décision de classer l'affaire sans suite.

Art. 105. L'hébergement en institution publique en régime fermé ne peut être ordonné à titre de mesure provisoire que lorsque les conditions suivantes sont rencontrées :

1° le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux faits qualifiés infractions, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers.

La durée de cette mesure provisoire ne peut excéder trois mois.

En outre, le tribunal de la jeunesse peut, pour des raisons identiques et pour la même durée, interdire au jeune toute sortie de l'institution.

Ces mesures peuvent être prolongées de mois en mois, si des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique nécessitent le maintien de ces mesures, sur la base du rapport établi par l'institution en vertu de l'article 65, alinéa 2. Le jeune est préalablement entendu.

En cas d'appel, à l'expiration d'un délai de quinze jours ouvrables à compter du jour de l'acte d'appel, la mesure provisoire cesse de plein droit.

Art. 106. Le juge d'instruction n'est saisi par réquisition du ministère public ou ne se saisit d'office en cas de flagrant délit que dans des circonstances exceptionnelles et en cas de nécessité absolue.

S'il y a urgence, le juge d'instruction peut prendre des mesures provisoires conformément aux articles 101 à 105.

Dans ce cas, il communique sa décision immédiatement, par écrit, au tribunal de la jeunesse, qui exerce dès lors ses attributions et statue dans les deux jours ouvrables.

Le ministère public peut saisir le tribunal de la jeunesse d'une réquisition visant au dessaisissement prévu à l'article 125 même si l'instruction n'est pas terminée. Le tribunal statue en l'état de la procédure.

Art. 107. La juridiction d'appel peut prendre des mesures provisoires prévues à l'article 101, dans les limites prévues par l'article 103.

Les mesures provisoires prises antérieurement par le tribunal de la jeunesse sont maintenues tant qu'elles ne sont pas modifiées par la juridiction d'appel, dans les limites prévues par l'article 103.

6.4.3. — Chapitre 3. — Les offres restauratrices et mesures au fond

Art. 108. Le tribunal de la jeunesse, statuant au fond, envisage prioritairement une offre restauratrice et examine ensuite la faisabilité d'un projet écrit proposé par le jeune.

Si l'offre restauratrice et le projet écrit s'avèrent irréalisables ou inappropriés ou si l'offre restauratrice s'avère insuffisante, le tribunal peut, à titre de mesure d'éducation :

1° réprimander le jeune;

2° soumettre le jeune, par l'intermédiaire du directeur, à la surveillance du service de la protection de la jeunesse;

3° lui imposer d'effectuer une prestation éducative et d'intérêt général en rapport avec son âge et ses capacités, de 150 heures au plus, organisée par un service agréé;

4° soumettre le jeune à un accompagnement ou à une guidance, conformément à l'article 120;

5° soumettre le jeune à des conditions en vue de son maintien dans son milieu de vie, conformément à l'article 121;

6° éloigner le jeune de son milieu de vie, en respectant la hiérarchie prévue à l'article 122.

Les mesures visées aux 1° à 5° de l'alinéa 2 sont privilégiées par rapport à la mesure d'éloignement du milieu de vie.

Art. 109. Seule la réprimande est applicable aux jeunes âgés de moins de douze ans au moment de la commission des faits.

En l'absence de mesures appropriées à l'égard d'un jeune âgé de moins de douze ans, le tribunal de la jeunesse renvoie l'affaire au ministère public, lequel peut signaler la situation individuelle au conseiller ou au directeur si celui-ci est déjà saisi sur la base de l'article 53, § 1^{er}.

Art. 110. § 1^{er}. Le tribunal de la jeunesse détermine la durée de toute mesure qu'il ordonne au fond, à l'exception de la réprimande.

§ 2. Les mesures prennent fin lorsque le jeune atteint l'âge de dix-huit ans.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, sur réquisition du ministère public, en cas de mauvaise conduite persistante ou de comportement dangereux du jeune, le tribunal peut prolonger ces mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt ans. Dans ce cas, le tribunal est saisi de la réquisition dans les trois mois précédant le jour où le jeune atteint l'âge de dix-huit ans.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 2, lorsque le fait qualifié infraction a été commis après l'âge de seize ans, le tribunal peut prendre ou maintenir des mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt ans.

6.4.4. — Chapitre 4. — Les dispositions communes aux mesures provisoires et mesures au fond

6.4.4.1. — Section 1ère. — Les règles en matière de cumul des mesures

Art. 111. Le tribunal de la jeunesse peut cumuler plusieurs mesures, sous réserve des limites suivantes :

1° la réprimande ne peut pas être cumulée avec d'autres mesures;

2° le projet écrit ne peut être cumulé qu'avec une offre restauratrice.

L'offre restauratrice est proposée préalablement à l'examen de la faisabilité d'un projet écrit et ne peut plus être proposée après l'approbation d'un projet écrit.

6.4.4.2. Section 2. — Les obligations de motivation spéciale

Art. 112. Le tribunal de la jeunesse motive spécialement sa décision au regard des facteurs visés à l'article 98 et au regard de la hiérarchie prévue aux articles 101, § 1^{er}, alinéa 2, 108 et 122.

En cas de cumul de mesures, le tribunal motive sa décision spécialement à cet égard.

6.4.4.3. — Section 3. — La modification des mesures

Art. 113. § 1^{er}. Le tribunal de la jeunesse peut, en tout temps, rapporter ou modifier la mesure, soit d'office, soit à l'initiative du ministère public ou du directeur de l'établissement auquel le jeune est confié.

§ 2. Le tribunal peut être saisi aux mêmes fins par requête du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou des personnes qui l'hébergent en droit ou en fait, après l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour du jugement.

Le requérant ne peut introduire une nouvelle requête portant sur le même objet avant l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour de la dernière décision de rejet de sa demande.

Dans le cas prévu à l'article 117, § 1^{er}, alinéa 6, le premier délai d'attente ne s'applique pas.

§ 3. Le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et les personnes qui l'hébergent en droit ou en fait peuvent demander au tribunal, par requête motivée, de rapporter ou modifier la mesure provisoire visée à l'article 105 après l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour du jugement.

Le tribunal entend le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et, le cas échéant, les personnes qui l'hébergent en droit ou en fait ainsi que le ministère public si celui-ci le demande.

Le requérant ne peut introduire une nouvelle requête portant sur le même objet avant l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour de la dernière décision de rejet de sa demande.

§ 4. Toute mesure prise au fond, à l'exception de la réprimande et de la mesure d'éloignement du milieu de vie, est réexaminée en vue d'être confirmée, rapportée ou modifiée avant l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour du jugement.

Toute mesure d'éloignement du milieu de vie prise au fond est réexaminée en vue d'être confirmée, rapportée ou modifiée avant l'expiration du délai de six mois à compter du jour du jugement.

§ 5. Lorsque le directeur de l'établissement auquel le jeune est confié en vue de son traitement demande au tribunal de confirmer, rapporter ou modifier la mesure, il transmet au ministère public un rapport pédopsychiatrique circonstancié.

6.4.4.4. — Section 4. — La communication des décisions

Art. 114. Le tribunal de la jeunesse communique immédiatement au service de la protection de la jeunesse, par l'intermédiaire du directeur, toute décision par laquelle il prend une ou plusieurs mesures.

Le cas échéant, le directeur met à disposition du tribunal une personne de la section sociale du service de la protection de la jeunesse pour assurer l'exécution de la décision du tribunal.

6.4.5. — Chapitre 5. — Les offres restauratrices, le projet écrit et les autres mesures de protection

6.4.5.1. — Section 1ère. — Les offres restauratrices

Art. 115. § 1^{er}. La médiation permet au jeune qui est soupçonné ou qui a commis un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes qui l'hébergent en droit ou en fait ainsi qu'à la victime d'envisager, ensemble et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles du fait qualifié infraction.

La concertation restauratrice en groupe permet au jeune qui est soupçonné ou qui a commis un fait qualifié infraction, à la victime, à leur entourage social ainsi qu'à toutes personnes utiles, d'envisager, en groupe et avec l'aide d'un médiateur neutre, des solutions concertées sur la manière de résoudre le conflit résultant du fait qualifié infraction, notamment en tenant compte des conséquences relationnelles et matérielles de ce fait.

§ 2. Une offre restauratrice ne peut être mise en œuvre que si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, et ce, tout au long de la médiation ou de la concertation restauratrice en groupe.

§ 3. Lorsqu'une victime est identifiée, à la demande de celle-ci ou du jeune ou s'il l'estime opportun, le tribunal de la jeunesse propose, par écrit, aux personnes visées au paragraphe 1^{er} de participer à une médiation ou à une concertation restauratrice en groupe.

Les propositions visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être adressées aux personnes concernées à tout moment de la procédure.

Art. 116. § 1^{er}. Le tribunal de la jeunesse désigne le service agréé chargé d'organiser l'offre restauratrice et adresse une copie de ses propositions écrites au service désigné.

§ 2. Si les personnes concernées ne prennent pas contact, dans les huit jours ouvrables de la réception des propositions écrites du tribunal, avec le service désigné, celui-ci prend contact avec elles, par tous les moyens.

§ 3. En cas de médiation, le service désigné peut, moyennant l'accord des personnes concernées, impliquer d'autres personnes ayant un intérêt direct à la médiation.

En cas de concertation restauratrice en groupe, le service désigné prend contact, en concertation avec les personnes concernées, avec les personnes de leur entourage social et toutes autres personnes utiles.

Art. 117. § 1^{er}. Si l'offre restauratrice mène à un accord, celui-ci est signé par le jeune, par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ainsi que par la victime et est joint au dossier judiciaire.

Si l'accord comporte des dispositions relatives à l'indemnisation de la victime, il est signé en présence des avocats des personnes signataires.

En cas de concertation restauratrice en groupe, une déclaration d'intention du jeune est également insérée. Il y explique les démarches concrètes qu'il entreprendra en vue de réparer les dommages relationnels et matériels et les dommages subis par la communauté et d'empêcher d'autres faits dans le futur.

L'accord est homologué par le tribunal de la jeunesse. Celui-ci ne peut modifier son contenu et ne peut refuser l'homologation que si l'accord est contraire à l'ordre public.

Le service chargé de l'offre restauratrice établit un rapport sur l'exécution de l'accord et l'adresse au tribunal de la jeunesse.

Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient avant le jugement, le tribunal tient compte de cet accord et de son exécution.

Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient après le jugement, le tribunal peut être saisi sur la base de l'article 113 en vue d'alléger ou de rapporter la ou les mesures ordonnées au fond.

§ 2. Si l'offre restauratrice ne mène pas à un accord, ni la reconnaissance de la matérialité du fait qualifié infraction, ni le déroulement ou le résultat de l'offre restauratrice ne peuvent être utilisés par les autorités judiciaires ni par toute autre personne au préjudice du jeune.

Le service désigné établit un rapport succinct sur le déroulement de l'offre restauratrice et sur son résultat.

Ce rapport est soumis à l'avis des personnes concernées et est joint au dossier judiciaire.

§ 3. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service chargé de l'offre restauratrice sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités communautaires et judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

6.4.5.2. — Section 2. — Le projet écrit

Art. 118. Dès le début de la procédure, le tribunal de la jeunesse informe le jeune de la possibilité de proposer un projet écrit portant notamment sur l'un ou plusieurs des engagements suivants :

- 1° formuler des excuses écrites ou orales;
- 2° réparer lui-même et en nature les dommages causés, si ceux-ci sont limités, ou accomplir un travail rémunéré en vue de l'indemnisation de la victime;
- 3° participer à une offre restauratrice visée aux articles 115 à 117;
- 4° participer à un programme de réinsertion scolaire;
- 5° participer à des activités précises dans le cadre d'un projet d'apprentissage et de formation, à raison de 45 heures de prestation au plus;
- 6° se soumettre à la guidance d'un centre de santé mentale, d'un professionnel ou d'un service psycho-médico-social ou y suivre un traitement ambulatoire;
- 7° se présenter auprès d'un service agréé.

Le projet écrit est remis au plus tard le jour de l'audience au fond.

Si le tribunal approuve le projet, il confie le contrôle de son exécution au service de la protection de la jeunesse, par l'intermédiaire du directeur, et informe le jeune des conséquences possibles de la non-exécution de ses engagements.

Le service de la protection de la jeunesse, par l'intermédiaire du directeur, informe régulièrement le tribunal sur l'exécution et le respect des engagements du jeune.

Si le projet n'a pas été exécuté ou a été exécuté de manière insuffisante, le tribunal peut prendre une autre mesure lors d'une audience ultérieure.

6.4.5.3. — Section 3. — La surveillance

Art. 119. Lorsque le tribunal de la jeunesse soumet le jeune à la surveillance du service de la protection de la jeunesse, il en précise l'objet.

Le service de la protection de la jeunesse, par l'intermédiaire du directeur, informe régulièrement le tribunal sur l'exécution de la mesure.

6.4.5.4. — Section 4. — L'accompagnement et la guidance

Art. 120. Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de soumettre le jeune à un accompagnement ou une guidance, il peut :

1° le soumettre à un accompagnement éducatif intensif, mis en place selon les modalités fixées par le Gouvernement;

2° le soumettre à un accompagnement post-institutionnel, mis en place selon les modalités fixées par le Gouvernement;

3° lui imposer de se soumettre à la guidance d'ordre psychologique, social ou éducatif d'un service d'accompagnement familial agréé;

4° lui imposer de se soumettre à la guidance d'un centre de santé mentale, d'un professionnel ou d'un service psycho-médico-social agréé, sur la base d'un rapport médical ou psychologique circonstancié établissant, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, la nécessité thérapeutique de la guidance;

5° lui imposer de participer à un ou plusieurs modules de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et à leur impact sur les victimes, organisé par un service agréé;

6° lui imposer de participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées;

7° lui imposer de fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial.

Le tribunal peut prévoir que l'exécution de la mesure d'accompagnement ou de guidance est une condition au maintien du jeune dans son milieu de vie.

6.4.5.5. — Section 5. — Le maintien dans le milieu de vie sous conditions

Art. 121. Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de soumettre le jeune à des conditions en vue de son maintien dans son milieu de vie, il peut lui imposer les conditions suivantes, le cas échéant de façon cumulative :

1° ne pas fréquenter certaines personnes ou certains lieux déterminés qui ont un rapport avec le fait qualifié infraction qui a été commis, pendant une période déterminée;

2° ne pas exercer une ou plusieurs activités déterminées au regard des circonstances de l'espèce, pendant une période déterminée;

3° respecter l'interdiction de sortir dont la durée ne peut excéder trois mois et dont il précise les modalités;

4° respecter d'autres conditions ou interdictions ponctuelles dont il précise la durée et les modalités.

Le tribunal peut confier le contrôle du respect de ces conditions au service de la protection de la jeunesse, par l'intermédiaire du directeur.

Le tribunal peut confier à un service de police le contrôle de l'exécution de l'interdiction de fréquenter certaines personnes ou certains lieux déterminés et l'interdiction de sortir. Si le service de la protection de la jeunesse intervient également dans l'exécution de la décision du tribunal, celui-ci l'informe régulièrement des résultats de ce contrôle.

6.4.5.6. — Section 6. — L'éloignement du milieu de vie

Art. 122. Lorsque le tribunal de la jeunesse décide d'éloigner le jeune de son milieu de vie, il envisage de le confier dans l'ordre de priorité suivant :

1° à un membre de sa famille ou à un de ses familiers;

2° à un accueillant familial qui n'est ni un membre de sa famille ni un de ses familiers;

3° à un établissement approprié en vue de son éducation ou de son traitement;

4° à une institution publique.

Le jeune ne peut être confié à une institution publique s'il souffre d'un handicap mental ou d'un trouble mental établi par un rapport médical circonstancié.

L'hébergement en institution publique en régime ouvert est privilégié par rapport à l'hébergement en institution publique en régime fermé.

Conformément à l'article 111, une mesure d'éloignement du milieu de vie peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

Art. 123. Le tribunal de la jeunesse ne peut confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement que sur la base d'un rapport pédopsychiatrique circonstancié établissant, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, la nécessité thérapeutique de cette mesure.

En cas d'urgence, le tribunal de la jeunesse peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1^{er} sur base d'un rapport médical circonstancié, à condition que la nécessité thérapeutique de la mesure soit confirmée par un rapport pédopsychiatrique circonstancié dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

Le tribunal applique les dispositions du présent livre, sans préjudice de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

En cas d'application de la loi du 26 juin 1990 précitée à un jeune ayant commis un fait qualifié infraction avant l'âge de dix-huit ans par le tribunal, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le tribunal en est informé. Dans ce délai et sans pouvoir le prolonger, le tribunal statue sur toute autre mesure visée à l'article 108 qu'il juge utile.

Art. 124. § 1^{er}. Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique, sa décision détermine la durée de la mesure, qui ne peut être prolongée que pour des raisons exceptionnelles liées au comportement dangereux du jeune pour lui-même ou pour autrui, ainsi que le caractère ouvert ou fermé du régime.

§ 2. Le tribunal ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui :

1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principal de cinq ans ou une peine plus lourde, autre qu'un fait qualifié de vol ou de recèlement sans circonstance aggravante et autre qu'un fait qualifié de fraude informatique;

2° soit a commis un fait qualifié de coups et blessures, avec circonstance aggravante;

3° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction;

4° soit fait l'objet d'une révision de la mesure, conformément à l'article 113, pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures, provisoires ou au fond, imposées précédemment.

La durée de la mesure ordonnée en application de l'alinéa 1^{er}, 4°, ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée.

§ 3. Le tribunal ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime fermé qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui :

1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de cinq ans à dix ans ou une peine plus lourde;

2° soit a commis un fait qualifié de violation grave du droit international humanitaire ou un fait qualifié infraction terroriste;

3° soit a commis un fait qualifié d'attentat à la pudeur avec violence ou menaces, de coups et blessures ayant entraîné soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité de travail personnel de plus de quatre mois, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave, d'association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des crimes ou de menace, verbale ou écrite, d'attentat contre les personnes, punissable d'une peine criminelle;

4° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction visé au paragraphe 2, 1°, 2° ou 3°;

5° soit fait l'objet d'une révision de la mesure au fond ou provisoire, conformément à l'article 113, pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures imposées précédemment en vertu du paragraphe 2 ou pour le motif qu'il n'a pas respecté une autre mesure, imposée précédemment, et qu'il a commis un nouveau fait qualifié infraction visé au paragraphe 2, 1°, 2° ou 3°.

La durée de la mesure ordonnée en application de l'alinéa 1^{er}, 5°, ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée.

§ 4. Sans préjudice des conditions énumérées aux paragraphes 2 et 3, le tribunal peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux.

6.5. — Titre 5. — Le dessaisissement

Art. 125. § 1^{er}. Si le jeune déféré au tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction était âgé de seize ans ou plus au moment de ce fait et que le tribunal estime inadéquate une mesure de protection, il peut se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de poursuite devant les juridictions compétentes s'il y a lieu.

Le tribunal ne peut toutefois se dessaisir que si les deux conditions suivantes sont rencontrées :

1° d'une part, le jeune a déjà fait l'objet d'une mesure d'hébergement en institution publique en régime fermé pour un fait antérieur déclaré établi par jugement définitif;

2° d'autre part, le fait pour lequel le jeune est poursuivi est :

a) soit un fait consistant en une atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'autrui, qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principal de cinq ans ou une peine plus lourde;

b) soit un fait qualifié de violation grave du droit international humanitaire ou un fait qualifié infraction terroriste, qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principal de cinq ans ou une peine plus lourde.

Par dérogation à l'alinéa 2, le tribunal peut se dessaisir sans respecter la condition visée à l'alinéa 2, 1°, dans les cas suivants :

1° le fait pour lequel le jeune est poursuivi est un fait qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de dix à quinze ans ou une peine plus lourde;

2° le jeune ne collabore pas aux mesures provisoires ou s'y soustrait;

3° l'âge du jeune au moment du jugement, qui n'est pas dû à la durée anormalement longue de la procédure, rend inopérant le recours à une mesure de protection.

La motivation porte sur la personnalité du jeune et sur son degré de maturité.

La nature, la fréquence et la gravité du ou des faits qui lui sont reprochés sont prises en considération dans la mesure où elles sont pertinentes pour l'évaluation de sa personnalité.

§ 2. Le tribunal ne peut se dessaisir d'une affaire qu'après avoir fait procéder à l'étude sociale et à l'examen médico-psychologique prévus à l'article 99, alinéas 2 et 3.

Le tribunal peut se dessaisir d'une affaire sans disposer du rapport de l'examen médico-psychologique, lorsqu'il constate que le jeune se soustrait à cet examen ou refuse de s'y soumettre.

Le tribunal peut se dessaisir d'une affaire sans disposer de l'étude sociale et de l'examen médico-psychologique s'il s'agit d'un fait qualifié de crime punissable d'une peine supérieure à la réclusion de vingt ans et que le jeune n'est poursuivi qu'après avoir atteint l'âge de dix-huit ans.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles l'examen médico-psychologique a lieu.

7. — Livre VI. — Les instances d'avis et les instances de concertation

7.1. — Titre 1^{er}. — Le conseil communautaire

Art. 126. Il est institué un conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Le conseil communautaire est un organe de réflexion qui a une compétence générale pour émettre, d'initiative ou à la demande du gouvernement, des avis et propositions sur toutes matières intéressant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse, en ce compris l'aide aux enfants victimes de maltraitance et à l'exception de l'adoption.

Cette compétence comporte notamment les missions suivantes :

1° donner un avis sur tout avant-projet de décret et tout projet d'arrêté réglementaire relatif à la prévention, à l'aide à la jeunesse ou à la protection de la jeunesse;

2° formuler toutes propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur l'orientation générale de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

3° faire rapport tous les trois ans sur la réglementation relative aux institutions publiques et sur le type et le nombre de places nécessaires au sein de celles-ci;

4° organiser chaque année, en son sein, un débat relatif aux relations entre les familles et les différents acteurs du secteur et en faire rapport;

5° interpeller les autorités publiques de tous les niveaux de pouvoir et les services publics ou privés, agréés ou non, à propos de toute situation défavorable au développement personnel des enfants ou des jeunes et à leur insertion sociale sur le territoire de la Communauté française.

Art. 127. Le conseil communautaire se compose des membres suivants :

1° un représentant des chargés de prévention, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

2° un représentant de chaque organisation ou fédération de services agréés, présenté par celle-ci;

3° un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs du secteur privé, présenté par celle-ci;

4° un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs du secteur public, présenté par celle-ci;

5° un représentant du Conseil de la Jeunesse;

6° un représentant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, présenté par son conseil d'administration;

7° un représentant des équipes SOS Enfants, présenté par la fédération des équipes SOS Enfants;

8° un représentant de l'administration compétente en matière de jeunesse, présenté par son fonctionnaire dirigeant;

9° le coordonnateur de l'équipe des facilitateurs au sens du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation;

10° un représentant du Conseil supérieur de l'adoption, présenté par son président;

11° deux conseillers, présentés par le fonctionnaire dirigeant;

12° deux directeurs, présentés par le fonctionnaire dirigeant;

13° un représentant des délégués des services de l'aide à la jeunesse et des services de la protection de la jeunesse, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

14° un directeur des institutions publiques, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

15° un représentant des centres publics d'action sociale, présenté par l'Union des Villes et des Communes de Wallonie;

16° un représentant des centres publics d'action sociale, présenté par l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

17° un représentant du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, présenté par celui-ci;

18° un représentant du Forum Bruxelles contre les inégalités, présenté par celui-ci;

19° deux représentants de l'Union francophone des magistrats de la jeunesse, l'un du siège et l'autre du ministère public, présentés par cette union;

20° un membre du parquet général, présenté collégalement par les procureurs généraux des Cours d'appel de Bruxelles, Liège et Mons;

21° un conseiller d'une chambre de la jeunesse d'une cour d'appel, présenté collégalement par les conseillers des chambres de la jeunesse des Cours d'appel de Bruxelles, Liège et Mons;

22° deux avocats spécialisés dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, présentés par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone;

23° quatre personnes du secteur de la recherche scientifique, présentées par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

24° un représentant désigné par chaque ministre ayant dans ses attributions une ou plusieurs des compétences suivantes : la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse, l'enfance, la jeunesse, l'éducation;

25° le fonctionnaire dirigeant ou son délégué;

26° le délégué général ou son représentant;

27° un membre du personnel de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse.

Les membres du conseil communautaire sont nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Les membres du conseil communautaire visés à l'alinéa 1^{er}, 23° à 27°, assistent aux réunions avec voix consultative.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre du conseil communautaire ayant voix délibérative, un membre suppléant, selon la même procédure que pour les membres effectifs.

Le Gouvernement désigne un président et deux vice-présidents parmi les membres du conseil communautaire ayant voix délibérative.

Le secrétariat du conseil communautaire est assuré par l'administration compétente.

Le conseil communautaire peut entendre et inviter à ses travaux, d'initiative ou à leur demande, toute personne physique ou morale susceptible de l'éclairer dans l'exercice de ses missions.

Art. 128. Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement du conseil communautaire et la procédure de nomination de ses membres.

Le Gouvernement fixe les délais dans lesquels les avis sont rendus et détermine la procédure à suivre si ceux-ci ne sont pas respectés.

7.2. — Titre 2. — Le conseil de concertation intra-sectorielle

Art. 129. Il est institué un conseil de concertation intra-sectorielle dans chaque division ou dans chaque arrondissement qui n'est pas composé de divisions.

Le conseil de concertation intra-sectorielle a pour missions de :

1° favoriser la concertation et la collaboration de l'ensemble des acteurs de la prévention, de l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse de la division ou de l'arrondissement en vue d'améliorer leurs pratiques;

2° remettre au ministre, chaque année, un avis sur les besoins de la division ou de l'arrondissement en matière de services agréés en vertu de l'article 139, conformément aux principes de programmation visés à l'article 140;

3° répondre aux demandes d'avis de la commission d'agrément sur l'opportunité des demandes d'agrément des services situés sur le territoire de la division ou de l'arrondissement.

Art. 130. Le conseil de concertation intra-sectorielle se compose des membres suivants :

1° un représentant de chaque service de la division ou de l'arrondissement, agréé en vertu de l'article 139;

2° un représentant de chaque service d'accrochage scolaire de la division ou de l'arrondissement, agréé en vertu du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation;

3° le chargé de prévention de l'arrondissement ou son représentant;

4° le conseiller ou son représentant;

5° le directeur ou son représentant;

6° un magistrat de la jeunesse du siège, désigné par le président du tribunal de première instance de la division ou de l'arrondissement;

7° un représentant du ministère public, désigné par le procureur du Roi auprès du tribunal de première instance de la division ou de l'arrondissement.

Le conseil de concertation intra-sectorielle est présidé par le conseiller ou son représentant.

Le secrétariat du conseil de concertation intra-sectorielle est assuré par la section administrative du service de l'aide à la jeunesse.

Art. 131. Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement du conseil de concertation intra-sectorielle et la procédure de nomination de ses membres.

7.3. — Titre 3. — La commission de déontologie

Art. 132. Il est institué une commission de déontologie de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

La commission de déontologie a pour mission de remettre des avis sur toutes les questions de déontologie en matière de prévention, d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse, en ce compris celles qui résultent de l'application du code de déontologie arrêté par le Gouvernement.

L'avis de la commission de déontologie est remis soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, soit à la demande des personnes concernées par une question de déontologie.

Art. 133. La commission de déontologie se compose des membres suivants :

1° un conseiller, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

2° un directeur, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

3° un magistrat de la jeunesse;

4° un membre de la Ligue des Droits de l'Homme, présenté par le conseil d'administration de celle-ci;

5° quatre personnes licenciées ou titulaires d'un master en droit, en criminologie, en psychologie clinique, en sociologie, en philosophie ou d'un doctorat en psychiatrie, pouvant attester d'une expérience professionnelle en matière de prévention, d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse, présentées par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

6° une personne issue du secteur des services résidentiels agréés et mandatés, présentée par les organisations et fédérations concernées;

7° une personne issue du secteur des services non résidentiels agréés et mandatés, présentée par les organisations et fédérations concernées;

8° une personne issue du secteur des services agréés en vertu de l'article 139 et non mandatés, présentée par les organisations et fédérations concernées;

9° le délégué général ou son représentant;

10° deux membres de l'administration compétente, dont un représentant du service en charge des institutions publiques, présentés par le fonctionnaire dirigeant.

Les membres de la commission de déontologie sont nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Les membres de la commission de déontologie visés à l'alinéa 1^{er}, 9° et 10°, assistent aux réunions avec voix consultative.

Le Gouvernement désigne un président et un vice-président parmi les membres de la commission de déontologie ayant voix délibérative.

Art. 134. Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement de la commission de déontologie et la procédure de nomination de ses membres.

7.4. — Titre 4. — La commission de concertation relative à la formation

Art. 135. Il est institué une commission de concertation relative à la formation qui a pour missions de :

1° assurer une concertation permanente entre les services de formation de l'administration compétente, les services de formation agréés et les services agréés en vertu de l'article 139;

2° remettre au ministre et au conseil communautaire, tous les trois ans, un avis sur les enjeux en matière de formation dans le secteur de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Art. 136. La commission de concertation relative à la formation se compose des membres suivants :

1° un représentant de chaque organisation ou fédération de services agréés, présenté par celle-ci;

2° un représentant de chaque service de formation agréé, présenté par celui-ci;

3° un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs du secteur privé, présenté par celle-ci;

4° un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs du secteur public, présenté par celle-ci;

5° un représentant des chargés de prévention, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

6° un représentant des conseillers, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

7° un représentant des directeurs, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

8° le fonctionnaire dirigeant ou son délégué;

9° un représentant du ministre.

Les membres de la commission de concertation relative à la formation sont nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Le membre de la commission de concertation relative à la formation visé à l'alinéa 1^{er}, 9°, assiste aux réunions avec voix consultative.

La commission de concertation relative à la formation est présidée par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Art. 137. Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement de la commission de concertation relative à la formation et la procédure de nomination de ses membres.

7.5. — Titre 5. — L'union des conseillers et directeurs

Art. 138. § 1^{er}. Il est institué une union des conseillers et directeurs qui a pour missions :

1° de veiller aux intérêts professionnels communs de ses membres;

2° de donner aux conseillers et directeurs, à leur demande, des conseils relatifs à leur pratique professionnelle;

3° d'adresser aux conseillers et directeurs, d'initiative ou à leur demande, des avis portant sur des questions de principe relatives à leur pratique professionnelle;

4° de proposer au fonctionnaire dirigeant les conseillers et les directeurs à désigner au sein des différentes instances d'avis et instances de concertation institués par le présent livre.

§ 2. L'union des conseillers et directeurs est composée de l'ensemble des conseillers et directeurs et de leurs adjoints, en exercice, sous réserve de leur adhésion.

§ 3. Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement de l'union des conseillers et directeurs.

8. — Livre VII. — L'agrément des services, les subventions et l'évaluation

8.1. — Titre 1^{er}. — L'agrément des services et les subventions

Art. 139. Toute personne morale qui organise un service visant à réaliser des actions de prévention en faveur des enfants ou des jeunes ou à aider ou protéger des enfants ou des jeunes, de manière habituelle, en vertu du présent code, doit avoir été agréée à cette fin par le Gouvernement.

Art. 140. Les personnes morales visées à l'article 139 sont agréées, pour les services qu'elles organisent, sur la base de principes de programmation.

Les principes de programmation sont établis par le Gouvernement et visent à permettre à toute personne visée à l'article 2, 13°, 15°, 16° et 19°, de bénéficier d'une prise en charge adaptée par un service agréé.

Art. 141. Le Gouvernement arrête les conditions générales d'agrément des services agréés en vertu de l'article 139.

Ces conditions concernent :

1° la forme juridique et l'objet de la personne morale qui organise le service;

2° les droits et obligations des enfants ou des jeunes, de leurs familles et de leurs familiers;

3° le projet éducatif et le règlement d'ordre intérieur applicables aux enfants ou aux jeunes, en ce compris l'encadrement en termes de personnel, les modalités de participation et de recueil de la parole des enfants ou des jeunes, de leurs familles et de leurs familiers et, le cas échéant, les modalités de maintien des relations personnelles et contacts directs entre l'enfant ou le jeune et ses parents;

4° la mise en place d'un conseil éducatif;

5° les membres du personnel;

6° la salubrité et la sécurité des locaux et leur adéquation à l'exécution de la mission;

7° les responsabilités à faire couvrir par une assurance;

8° la périodicité et le contenu des informations relatives aux normes se rapportant à la sécurité, aux bâtiments et installations, à la comptabilité et à la gestion, qui sont communiquées à l'administration;

9° la périodicité et le contenu des informations relatives à l'aide ou à la protection qui sont communiquées aux autorités qui ont décidé de la mesure à l'égard de l'enfant ou du jeune et à celles qui appliquent cette mesure

10° la tenue des documents administratifs et comptables.

Art. 142. Toute personne morale qui organise un service visant à réaliser des actions de prévention, est agréée en vertu de l'article 139 et entend réaliser de telles actions également en faveur de jeunes âgés de plus de dix-huit ans et de moins de vingt-deux ans, en vertu du présent code, doit avoir été agréée spécifiquement à cette fin par le Gouvernement.

Les services visés à l'alinéa 1^{er} travaillent en collaboration avec les services relevant de l'aide sociale générale dans un but d'autonomisation du jeune.

Art. 143. Le Gouvernement arrête les conditions particulières d'agrément propres à chaque type de mission.

Art. 144. Le Gouvernement fixe la procédure d'agrément des services agréés en vertu de l'article 139 et de l'article 142.

Le Gouvernement statue sur les demandes d'agrément des services agréés en vertu de l'article 139 et de l'article 142 après avoir pris l'avis de la commission d'agrément visée à l'article 146.

Art. 145. Le Gouvernement arrête les conditions d'agrément et fixe la procédure d'agrément des services qui ont pour mission d'assurer la formation et le perfectionnement du personnel des différents secteurs, public et privé, de la prévention, de l'aide à la jeunesse, de la protection de la jeunesse et de l'aide sociale générale et ce, sans préjudice des formations à destination du personnel du service public organisées par l'administration compétente.

Le Gouvernement statue sur les demandes d'agrément des services de formation visés à l'alinéa 1^{er} après avoir pris l'avis de la commission d'agrément visée à l'article 146.

Art. 146. § 1^{er}. Il est institué une commission d'agrément chargée d'émettre des avis sur l'opportunité des demandes d'agrément, basés sur les principes de programmation établis par le Gouvernement en vertu de l'article 140, et sur les retraits d'agrément.

§ 2. La commission d'agrément se compose des membres suivants :

1° un conseiller, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

2° un directeur, présenté par le fonctionnaire dirigeant;

3° un représentant de chaque organisation ou fédération de services agréés, présenté par celle-ci;

4° un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs du secteur privé, présenté par celle-ci;

5° un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs du secteur public, présenté par celle-ci;

6° un magistrat de la jeunesse;

7° un représentant du ministre;

8° le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Les membres de la commission d'agrément sont nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Les membres de la commission d'agrément visés à l'alinéa 1^{er}, 7° et 8°, assistent aux réunions avec voix consultative.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre de la commission d'agrément ayant voix délibérative, un membre suppléant, selon la même procédure que pour les membres effectifs.

Les représentants des fédérations de services de formation n'assistent aux réunions de la commission d'agrément avec voix délibérative que lorsqu'il s'agit de rendre un avis sur une demande d'agrément concernant un service de formation.

La commission d'agrément est présidée par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Le secrétariat de la commission d'agrément est assuré par l'administration compétente.

§ 3. Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement de la commission d'agrément et la procédure de nomination de ses membres.

Le Gouvernement fixe les délais dans lesquels les avis sont rendus et détermine la procédure à suivre si ceux-ci ne sont pas respectés.

Art. 147. § 1^{er}. Lorsqu'elle est amenée à examiner une demande d'agrément pour un service visé à l'article 139 ou à l'article 142, la commission d'agrément se fonde sur les avis des conseils de concertation intra-sectorielle concernés et de l'administration compétente concernant l'opportunité de la mise en œuvre du projet basés sur les principes de programmation fixés par le Gouvernement en vertu de l'article 140.

Ne peut participer à la délibération relative à l'avis à remettre sur l'opportunité d'une demande d'agrément le membre de la commission d'agrément qui est membre du conseil de concertation intra-sectorielle qui a déjà remis un avis sur la même demande.

Lorsque la commission d'agrément constate que tous les avis reçus sont favorables, elle rend un avis favorable.

§ 2. Lorsqu'elle est amenée à examiner une demande d'agrément pour un service visé à l'article 145, la commission d'agrément se fonde sur l'avis de l'administration compétente concernant l'opportunité de la mise en œuvre du projet.

Art. 148. Lorsqu'il est constaté que le service agréé ne satisfait plus aux conditions d'agrément, le Gouvernement peut, après l'avoir mis en demeure et demandé l'avis de la commission d'agrément, retirer l'agrément, selon les modalités qu'il détermine.

Dans des circonstances urgentes et impérieuses, lorsqu'il est manifeste que le service ne peut plus remplir ses obligations, le Gouvernement peut prendre des mesures de préservation dûment motivées pouvant aller jusqu'à procéder sans mise en demeure au retrait immédiat de l'agrément, dans l'intérêt des enfants ou des jeunes pris en charge. Les mesures de préservation ne peuvent être prises que sur la base d'un rapport de l'administration compétente, reprenant les circonstances urgentes et impérieuses justifiant ces mesures ainsi que les observations émises par le service lors de son audition.

Le Gouvernement détermine les modalités de la procédure urgente visée à l'alinéa 2.

Art. 149. § 1^{er}. Les services agréés bénéficient de subventions destinées à couvrir les frais suivants :

- 1° les frais de personnel;
- 2° les frais de fonctionnement;
- 3° les frais individuels.

§ 2. Une subvention pour frais de personnel est allouée aux services agréés, sur la base au moins des éléments suivants :

- 1° les normes en matière d'effectif de personnel déterminées par le Gouvernement pour chaque type de mission;
- 2° les conditions de qualification et les échelles barémiques de rémunération du personnel déterminées par le Gouvernement;
- 3° les modalités de calcul de l'ancienneté prise en compte pour le calcul de la rémunération, déterminées par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement détermine, s'il échet, la nature des données provenant du cadastre de l'emploi tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française et qui sont transmises à l'administration compétente en vue de la fixation des frais de personnel. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution.

§ 4. Une subvention pour frais de fonctionnement est octroyée aux services agréés afin de couvrir les dépenses déterminées par le Gouvernement.

Le montant de la subvention pour frais de fonctionnement est déterminé par le Gouvernement pour chaque type de mission.

§ 5. La subvention pour frais de personnel peut également couvrir les dépenses de fonctionnement et inversement, dans les limites déterminées par le Gouvernement.

§ 6. Une subvention pour frais individuels est allouée aux services agréés dont la mission consiste en l'hébergement collectif ou individuel, en la mise en autonomie ou en l'accompagnement des accueillants familiaux afin de couvrir les frais journaliers d'entretien et d'éducation des enfants et des jeunes qui leur sont confiés, tels que déterminés par le Gouvernement.

§ 7. Les accueillants familiaux, s'ils ne sont pas accompagnés par un service agréé à cet effet, bénéficient d'interventions destinées à couvrir les frais journaliers d'entretien et d'éducation des enfants et des jeunes qui leur sont confiés, tels que déterminés par le Gouvernement.

§ 8. Les personnes morales non agréées et les personnes qui apportent occasionnellement leur concours à l'application du présent code peuvent bénéficier de subventions et interventions destinées à couvrir les frais journaliers de prise en charge des enfants et des jeunes qui leur sont confiés, tels que déterminés par le Gouvernement.

§ 9. Le Gouvernement détermine les modalités de calcul et d'octroi des subventions et interventions.

8.2. — Titre 2. — L'évaluation

8.2.1. — Chapitre 1^{er}. — L'évaluation à usage interne des services

Art. 150. Au moins tous les deux ans, chaque service agréé procède à une évaluation de son projet éducatif.

Cette évaluation a pour but d'ancrer le service dans un processus d'amélioration continue de la qualité de la prévention, de l'aide et de la protection apportées aux personnes visées à l'article 2, 13°, 15°, 16° et 19°.

Les résultats de cette évaluation sont exclusivement réservés à l'usage interne du service.

Cette évaluation porte au moins sur les dimensions suivantes :

- 1° la garantie des droits des personnes visées à l'article 2, 13°, 15°, 16° et 19°, la prise en compte de leur parole et la personnalisation de leur accompagnement;
- 2° la mise en œuvre des missions confiées au service et de son projet éducatif.

8.2.2. — Chapitre 2. — L'évaluation de la mise en œuvre des principes du Code

Art. 151. Le Gouvernement fait procéder, en collaboration avec l'administration compétente, à une évaluation externe de la pertinence et de l'efficacité des mesures mises en œuvre par l'ensemble du secteur pour rencontrer les principes visés au Titre préliminaire.

Pour réaliser cette évaluation, des chercheurs sont désignés à la suite d'un appel d'offres rendu public.

Dans ce cadre, un comité chargé d'accompagner cette évaluation est mis en place selon les modalités fixées dans l'appel d'offres.

Le comité d'accompagnement se compose au moins d'un représentant du ministre, de représentants de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, d'un représentant de l'administration compétente et d'un représentant des services et institutions agréés.

Le rapport final est remis au Gouvernement au plus tard au milieu de la législature.

Dans les trois mois qui suivent la réception du rapport, le Gouvernement le transmet pour information au conseil communautaire et au parlement.

9. — Livre VIII. — Les dispositions financières, générales, pénales et finales**9.1. — Titre 1^{er}. — Les dispositions financières**

Art. 152. L'administration compétente reçoit notification de toute décision prise en vertu du présent code lorsqu'elle entraîne des dépenses à charge du budget de la Communauté française.

Art. 153. La participation des personnes qui doivent des aliments à l'enfant aux frais résultant des mesures prises en application des articles 35, § 4, 37, 51, 52, 101 et 108 est fixée par le conseiller ou par le directeur suivant les critères et modalités arrêtés par le Gouvernement.

La fixation d'une participation aux frais dans le chef d'un débiteur d'aliments autre qu'un ascendant au premier degré n'exclut pas l'octroi de subventions à ce débiteur d'aliments lorsque l'aide ou la protection est dispensée par son intermédiaire.

Le tribunal de la jeunesse statue sur les recours introduits contre ces fixations.

Le recouvrement des frais mis à charge des intéressés est poursuivi par le Gouvernement.

En cas d'exécution forcée, le recouvrement de ces frais est confié à l'administration de l'enregistrement et des domaines, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

9.2. — Titre 2. — Les dispositions générales

Art. 154. Le Gouvernement fait inspecter par les fonctionnaires qu'il délègue à cet effet :

1° les services agréés;

2° les services de l'aide à la jeunesse ainsi que les services de la protection de la jeunesse;

3° les institutions publiques, à régime ouvert et à régime fermé;

4° les personnes morales non agréées et les personnes qui apportent occasionnellement leur concours à l'application du présent code.

Art. 155. Sauf en cas de contre-indication médicale, les enfants et les jeunes confiés à un service agréé résidentiel ou à une institution publique en vertu d'une mesure d'aide ou de protection peuvent être soumis à des vaccinations et inoculations préventives, selon les règles fixées par le Gouvernement.

Art. 156. Les protocoles de collaboration sont conclus entre le secteur de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse et d'autres secteurs dans le but d'améliorer la prévention et la prise en charge des enfants, des jeunes et des familles visés par le présent code.

9.3. — Titre 3. — Les dispositions pénales

Art. 157. Toute personne qui apporte son concours à l'application du présent code est, de ce fait, dépositaire des secrets qui lui sont confiés dans l'exercice de sa mission et qui se rapportent à celle-ci et se voit appliquer les dispositions du Code pénal relatives au secret professionnel.

Art. 158. Celui qui héberge habituellement des enfants ou des jeunes sous le couvert de l'application du présent code sans avoir obtenu l'agrément ou en contravention avec une décision de refus ou de retrait d'agrément est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six euros à cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement.

Art. 159. La violation des obligations imposées par les décisions prises en application de l'article 153 est punie conformément aux dispositions du Code pénal relatives à l'abandon de famille.

9.4. — Titre 4. — Les dispositions finales

Art. 160. Dans le décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. Le délégué général préside la commission de surveillance instituée auprès de lui en vertu de l'article 73 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. ».

Art. 161. A l'article 2 du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, les mots « de l'aide à la jeunesse » sont supprimés et les mots « en vertu du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse » sont remplacés par les mots « en vertu du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ».

Art. 162. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° un membre du conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse; »;

2° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° un délégué des conseillers de l'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse; ».

Art. 163. A l'article 15, alinéa 3, 2°, du même décret, les mots « la commission d'agrément visée à l'article 46 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse » sont remplacés par les mots « la commission d'agrément visée au Livre VII du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ».

Art. 164. Dans l'article 1^{er} du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° conseiller : le conseiller de l'aide à la jeunesse au sens du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse; »;

2° le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° directeur : le directeur de la protection de la jeunesse au sens du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse; »;

3° est inséré le 12° rédigé comme suit :

« 12° arrondissement : tout arrondissement judiciaire situé dans la région de langue française et l'arrondissement judiciaire de Bruxelles limité au territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale; »;

4° est inséré le 13° rédigé comme suit :

« 13° division : la division du tribunal de première instance telle que définie par les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 186 du Code judiciaire. ».

Art. 165. L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Il est institué une commission de coordination de l'aide aux enfants victimes de maltraitance dans chaque division ou dans chaque arrondissement qui n'est pas composé de divisions.

Toutefois, une commission de coordination peut être instituée pour plusieurs divisions. ».

Art. 166. A l'article 6, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° un représentant de l'équipe ou des équipes SOS Enfants qui travaillent dans la division ou dans l'arrondissement si celui-ci n'est pas composé de divisions; »;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° le conseiller de la division ou de l'arrondissement; »;

3° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° le directeur de la division ou de l'arrondissement; »;

4° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° le ou les juges de la jeunesse de la division ou de l'arrondissement si celui-ci n'est pas composé de divisions; »;

5° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° le ou les magistrats du parquet de la jeunesse de la division ou de l'arrondissement si celui-ci n'est pas composé de divisions; ».

Art. 167. A l'article 6, alinéa 3, du même décret, les mots « par arrondissement judiciaire concerné » sont remplacés par les mots « par division concernée ».

Art. 168. A l'article 9, 1°, du même décret, les mots « par le conseiller de l'aide à la jeunesse en référence à l'article 36, § 3, du décret du 4 mars 1991 ou par le directeur en application d'une décision judiciaire en vertu de l'article 38 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse; » sont remplacés par les mots « par le conseiller, dans le cadre de sa mission d'aide, ou par le directeur, en application d'une décision judiciaire; ».

Art. 169. A l'article 9, 5°, du même décret, les mots « et aux CAAJ » sont supprimés.

Art. 170. A l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots « sur l'ensemble des arrondissements judiciaires » sont remplacés par les mots « sur l'ensemble des divisions et arrondissements » et les mots « tout arrondissement judiciaire » sont remplacés par les mots « toute division ou tout arrondissement qui n'est pas composé de divisions »;

2° au § 2, les mots « par arrondissement judiciaire » sont remplacés par les mots « par division ou par arrondissement qui n'est pas composé de divisions ».

Art. 171. A l'article 13, § 2, alinéa 4, du même décret, les mots « un arrondissement judiciaire » sont chaque fois remplacés par les mots « une division, un arrondissement qui n'est pas composé de divisions ».

Art. 172. Dans l'article 1^{er} du décret du 21 novembre 2013 organisant les politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° Aide à la jeunesse : les dispositifs visés par les Livres I à IV du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse »;

2° le 5°, g) est remplacé par ce qui suit :

« g) le conseiller de l'aide à la jeunesse et le directeur de la protection de la jeunesse, au sens du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, en tant qu'autorités mandantes »;

3° le 5°, h) est remplacé par ce qui suit :

« h) les services d'actions en milieu ouvert, agréés sur la base du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse »;

4° le 5°, i), premier tiret est remplacé par ce qui suit :

« - les services mandatés agréés sur la base du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse »;

5° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° Conseil de prévention : le conseil institué par l'article 6 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse »;

6° le 16° est remplacé par ce qui suit :

« 16° Conseil communautaire : le conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, institué par l'article 126 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse »;

7° le 17° est remplacé par ce qui suit :

« 17° décret « Aide à la Jeunesse » : le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ».

Art. 173. Dans l'article 4, § 5, du même décret, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° un représentant du conseiller de l'aide à la jeunesse ou du directeur de la protection de la jeunesse de la division ou de l'arrondissement, si celui-ci n'est pas composé de divisions, dans lequel est situé l'établissement scolaire ».

Art. 174. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « visées au Titre préliminaire, 1°, du décret « Aide à la jeunesse » » sont supprimés;

2° les mots « le conseiller ou le directeur de l'Aide à la Jeunesse » sont remplacés par les mots « le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de la protection de la jeunesse »;

3° les mots « et aux jeunes » sont supprimés;

4° les mots « visés par l'article 2 du même décret » sont remplacés par les mots « visés par les articles 20 et 38 du décret « Aide à la Jeunesse » ».

Art. 175. Dans l'article 7, 3°, 6° et 10°, du même décret, les mots « Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse » sont remplacés par les mots « conseil de prévention ».

Art. 176. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° huit représentants du ou des conseils de prévention compétents pour la zone concernée, dont au moins un représentant des conseillers de l'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse et un représentant des services d'actions en milieu ouvert situés dans la zone concernée »;

2° est inséré le 8° rédigé comme suit :

« 8° un représentant des services d'accrochage scolaire œuvrant dans la zone concernée ».

Art. 177. Dans l'article 13, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 11° est remplacé par ce qui suit : « 11° un représentant des directeurs de la protection de la jeunesse »;

2° le 13° est remplacé par ce qui suit : « 13° trois représentants des conseils de prévention, dont un de l'arrondissement de Bruxelles ».

Art. 178. Dans l'article 34 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots « Directeur de l'Aide à la Jeunesse » sont remplacés par les mots « directeur de la protection de la jeunesse »;

2° au § 4, les mots « sur base de l'article 2, § 2, du décret relatif à l'Aide à la Jeunesse du 4 mars 1991 » sont remplacés par les mots « au sens du décret « Aide à la Jeunesse » et les mots « directeur de l'Aide à la Jeunesse » sont remplacés par les mots « directeur de la protection de la jeunesse ».

Art. 179. Dans l'article 38, § 1^{er}, dernier alinéa, du même décret, les mots « directeur de l'Aide à la Jeunesse » sont remplacés par les mots « directeur de la protection de la jeunesse ».

Art. 180. Dans l'article 4 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° conseiller de l'aide à la jeunesse : le conseiller au sens du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse; »;

2° le 16° est remplacé par ce qui suit :

« 16° directeur de la protection de la jeunesse : le directeur au sens du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse; ».

Art. 181. Dans l'article 31, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 3, du même décret, les mots « directeur de l'Aide à la jeunesse » sont remplacés par les mots « directeur de la protection de la jeunesse ».

Art. 182. Dans l'article 32, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 4, du même décret, les mots « directeur de l'Aide à la jeunesse » sont remplacés par les mots « directeur de la protection de la jeunesse ».

Art. 183. Dans l'article 33, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 3, du même décret, les mots « directeur de l'Aide à la jeunesse » sont remplacés par les mots « directeur de la protection de la jeunesse ».

Art. 184. Sont abrogées les dispositions suivantes de la loi du 8 avril 1965 :

1° l'article 29bis;

2° l'article 36, 4°;

3° l'article 36bis, alinéas 1^{er} et 2°;

4° l'article 37, à l'exception du § 3, alinéa 5°;

5° l'article 37bis;

6° l'article 37ter;

7° l'article 37quater;

8° l'article 37quinquies;

9° l'article 39;

10° l'article 41;

11° l'article 42;

12° l'article 43;

13° l'article 45bis;

14° l'article 45ter;

15° l'article 45quater;

16° l'article 49, alinéa 1^{er};

17° la première phrase de l'article 49, alinéa 2, commençant par les mots « S'il y a urgence » et finissant par les mots « conformément aux articles 52ter et 52quater »;

18° l'article 49, alinéa 5;

19° l'article 50;

20° l'article 52;

21° l'article 52bis;

22° l'article 52quater, alinéas 1^{er} à 8, et la phrase suivante de l'alinéa 10 : « Passé ce délai, la mesure cesse d'être d'application. »;

23° l'article 52quinquies;

24° l'article 57bis, § 1^{er}, à l'exception des mots « devant, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un délit ou crime correctionnalisable, une chambre spécifique au sein du tribunal de la jeunesse qui applique le droit pénal commun et la procédure pénale commune, s'il y a lieu, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable, une cour d'assises composée conformément aux dispositions de l'article 119, alinéa 2, du Code Judiciaire, s'il y a lieu » à l'alinéa 1^{er}, § 2, § 4 et § 5;

25° l'article 59;

26° l'article 60, à l'exception de :

a) la phrase suivante de l'alinéa 3 : « Le greffe adresse sans délai une copie de la requête au ministère public »;

b) la phrase suivante de l'alinéa 4 : « Cette procédure est introduite par le ministère public selon les formes prévues à l'article 45, 2 b) et c);

c) la phrase suivante de l'alinéa 5 : « Cette procédure est introduite dans les formes prévues à l'alinéa 4 »;

27° l'article 69;

28° l'article 72;

29° l'article 74;

30° l'article 78;

31° l'article 79;

32° l'article 85;

33° l'article 89.

Art. 185. Le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les décrets des 16 mars 1998, 6 avril 1998, 30 juin 1998, 5 mai 1999, 29 mars 2001, 31 mars 2004, 12 mai 2004, 19 mai 2004, 1^{er} juillet 2005, 16 juin 2006, 19 octobre 2007, 7 décembre 2007, 19 février 2009, 30 avril 2009, 29 novembre 2012 et 21 novembre 2013, est abrogé.

Les dispositions suivantes sont abrogées :

1° les articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juillet 1998 fixant les modalités de la consultation des pièces du dossier du conseiller ou du directeur de l'aide à la jeunesse;

2° l'article 1^{er}, 11°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

3° les articles 25 et 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2004 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services privés de formation et de perfectionnement visés à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

4° les articles 10, 40, alinéas 1^{er} et 2, 41, alinéas 1^{er} et 2, 42, 43, 52, 53, 54, 55, 57, 58, 61, 62, 63 et 80 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2014 relatif au code des institutions publiques de protection de la jeunesse visé à l'article 19bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Art. 186. Le présent code entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour chacune de ses dispositions.

Si, en vertu de l'alinéa 2, le Gouvernement fixe plusieurs dates d'entrée en vigueur différentes, il précise les dispositions du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse qui sont abrogées suite à l'entrée en vigueur des dispositions correspondantes du présent code.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,

I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 467-1. – Amendements de commission, n° 467-2 - Rapport de commission, n° 467-3 – Texte adopté en commission, n° 467-4 – Amendements de séance, n° 467-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 467-6

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 17 janvier 2018.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/11568]

18 JANUARI 2018. — Decreet houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

1. Inleidend boek. — Basisbeginselen, fundamentele rechten en definities

1.1 Titel 1. — Basisbeginselen en fundamentele rechten

Artikel 1. De volgende rechten en plichten zijn algemeen van toepassing :

1° Preventiebeleid is een prioriteit. De nadruk wordt gelegd op gespecialiseerde preventie, met overleg en ter aanvulling van andere preventiestelsels die binnen de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of die van andere bevoegde overheden afhangen.

2° De gespecialiseerde hulpverlening en de gespecialiseerde bescherming vullen de algemene maatschappelijke hulpverlening aan of kunnen die vervangen.

3° Kinderen, jongeren en hun gezin hebben recht op preventie, gespecialiseerde hulpverlening en gespecialiseerde bescherming die in het kader van dit wetboek worden georganiseerd. Ze hebben tot doel het kind of de jongere de mogelijkheid te verschaffen om zichzelf te ontwikkelen, in het kader van gelijke kansen, met het oog op zijn toegang tot een leven waarin de menselijke waardigheid wordt geëerbiedigd.

4° Wie deelneemt aan de toepassing van dit wetboek moet het hoger belang van het kind of van de jongere en de rechten en vrijheden die hem worden toegekend, in acht nemen.

Tot die rechten en vrijheden behoren, deze die vermeld zijn in het internationaal verdrag inzake de rechten van het kind en in de Grondwet.

5° Alle al dan niet erkende openbare of private diensten, bepaald in dit wetboek, met inbegrip van de maatschappelijke administratieve overheden, alsook de natuurlijke en rechtspersonen die hun medewerking verlenen aan de toepassing van dit wetboek zijn ertoe gehouden de rechten van het kind of van de jongere te eerbiedigen, zonder enige discriminatie op grond van onder meer nationaliteit, vermeend ras, huidskleur, voorgeslacht of nationale of etnische oorsprong, leeftijd, geslacht, seksuele geaardheid, godsdienstige of filosofische overtuiging, politieke overtuiging, syndicale overtuiging, burgerlijke stand, geboorte, fortuin, sociale afkomst, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, handicap, lichamelijk of genetisch kenmerk van het kind of zijn ouders.

Alle al dan niet erkende openbare of private diensten, bepaald in dit wetboek, met inbegrip van de maatschappelijke administratieve overheden en de personeelsleden van de erkende diensten, zijn er bovendien toe gehouden de door de Regering vast te stellen deontologische code na te leven.

6° Preventie, hulpverlening en bescherming streven de volgende doelstellingen na : opvoeding, responsabilisering, emancipatie en maatschappelijke inschakeling.

7° Hulpverlening en bescherming worden georganiseerd in het kader van dejudicialisering en subsidiariteit van verplichte hulpverlening tegenover vrijwillige hulpverlening.

8° Hulpverlening en bescherming worden georganiseerd om zo spoedig mogelijk moeilijkheden van het gezin vanaf de jongste leeftijd van het kind te verhelpen.

9° Elke beschermingsmaatregel ten aanzien van een kind in gevaar of van een jongere die een als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd, wordt door de Franse Gemeenschap in het kader van een gerechtelijke beslissing uitgevoerd.

Minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, kunnen geenszins met meerderjarigen worden gelijkgesteld betreffende hun aansprakelijkheidsgraad en de gevolgen van hun handelingen.

10° Hulpverlening en bescherming geschieden prioritair in de leefomgeving, waarbij de verwijdering uit deze uitzonderlijk moet zijn.

Als het kind of de jongere wordt verwijderd, moet, behalve als dit in strijd is met zijn belang, worden gezorgd voor de eerbiediging van zijn recht persoonlijke betrekkingen en rechtstreekse contacten met zijn ouders te onderhouden, en wordt de mogelijkheid om bij zijn ouders terug te keren regelmatig geëvalueerd, om de duur van de verwijdering zoveel mogelijk te verminderen.

Via hulpverlening en bescherming moeten ouders worden bijgestaan bij de uitoefening van hun opvoedingsrecht en -plicht.

11° De tenlastenemingen door al dan niet erkende diensten en overheidsinstellingen beantwoorden aan erkende behoeften inzake jeugddelinquentie, hebben tot doel de jongere in de samenleving weer in te schakelen en zijn gericht op opvoeding en herstel.

12° De erkende en openbare diensten alsook de bevoegde administratie dragen bij tot de voortdurende verbetering van de kwaliteit van preventie, hulpverlening en bescherming voor kinderen, jongeren en hun gezin, inzonderheid door de deelneming van de begunstigden, evaluatie en innovatie.

13° Er wordt gestreefd naar de coördinatie en het overleg tussen de verschillende sectoren en instanties die bijdragen tot de toepassing van dit wetboek.

14° De Franse Gemeenschap waarborgt de informatie alsook de opleiding tot uitoefening van het ambt en de voortgezette opleiding van het personeel van de erkende diensten en openbare diensten die bijdragen tot de toepassing van dit wetboek.

15° De bevoegde administratie waarborgt de informatie aan alle burgers inzake preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

16° Alle beslissingen die worden genomen ten aanzien van het kind of de jongere en alle inlichtingen die hem worden meegedeeld in het kader van dit wetboek, worden hem in een verstandelijke taal meegedeeld.

1.2 Titel 2. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit wetboek, dient te worden verstaan onder :

1° post-institutionele begeleiding : educatieve begeleiding in de leefomgeving van de jongere, uitgevoerd na het vertrek uit de overheidsinstelling;

2° pleegzorger : de natuurlijke persoon die vrijwillig, in het kader van een hulpverlenings- of beschermingsmaatregel, een kind of een jongere opvangt wiens moeder of vader hij niet is;

3° bevoegde administratie : de administratie van de Franse Gemeenschap bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

4° hulpverlening : gespecialiseerde hulpverlening in het kader van Boek III;

5° arrondissement : elk in het Franse taalgebied gelegen gerechtelijk arrondissement en het gerechtelijk arrondissement Brussel, beperkt tot het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

6° deontologische commissie : deontologische commissie voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

7° gemeenschapsraad : de gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

8° adviseur : adviseur voor hulpverlening aan de jeugd;

9° algemeen afgevaardigde : algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind;

10° directeur : directeur voor de jeugdbescherming;

11° directeur van de overheidsinstelling : de persoon die de leiding van de overheidsinstelling heeft of de persoon aan wie hij de uitoefening van dat ambt delegeert;

12° afdeling : de afdeling van de rechtbank van eerste aanleg zoals bepaald bij de koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 186 van het Gerechtelijk Wetboek;

13° kind :

a) voor de toepassing van Boek III : de persoon die jonger dan achttien jaar is of deze die jonger dan twintig jaar is, voor wie een begeleidingsmaatregel vóór de leeftijd van achttien jaar wordt aangevraagd;

b) voor de toepassing van Boek IV : de persoon die minder dan achttien jaar oud is;

14° team SOS Kinderen ("équipe SOS Enfants") : team SOS Kinderen in de zin van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen;

15° leefgenoten : de personen met wie het kind of de jongere affectieve of sociale banden heeft, zoals bepaald door de adviseur, de directeur of de jeugdrechtbank, in overleg met het kind of de jeugdrechtbank en zijn gezin; pleegouders zijn zonder uitzondering leefgenoten;

16° gezin : personen met wie het kind of de jongere zich in een afstammingsband bevindt, alsook de voogd en de plaatsvervangende voogd;

17° leidend ambtenaar : ambtenaar die de leiding van de bevoegde administratie heeft;

18° overheidsinstelling : de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap, belast met de opvang, in een open en een gesloten regime, van jongeren die worden vervolgd wegens een feit dat als misdrijf wordt omschreven en tegen wie een maatregel tot verwijdering uit de leefomgeving wordt uitgesproken;

19° jongere :

a) voor de toepassing van Boek I : de persoon die minder dan achttien jaar oud is of die minder dan tweeëntwintig jaar oud is wanneer hij zich tot een krachtens artikel 142 erkende dienst richt;

b) voor de toepassing van Boek V : de persoon die wordt vervolgd wegens een feit dat als misdrijf wordt omschreven en dat voor de leeftijd van achttien jaar wordt gepleegd;

20° werkdag : dag buiten een zaterdag, een zondag of een feestdag;

21° wet van 8 april 1965 : wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

22° opdracht : de beslissing waarbij de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur van jeugdbescherming of de jeugdrechtsbank een opdracht tot hulpverlening of bescherming van een kind of een jongere aan een persoon of een dienst toevertrouwt in het kader van zijn erkenning;

23° minister : de minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

24° ordonnantie van 29 april 2004 : ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

25° personen die het ouderlijk gezag uitoefenen : vader en moeder, voogd of plaatsvervangende voogd;

26° preventie : gespecialiseerde preventie, georganiseerd in het kader van Boek I;

27° bescherming : gespecialiseerde bescherming, georganiseerd in het kader van de Boeken IV en V;

28° plaatsvervangende voogd : de persoon die door de bevoegde autoriteit overeenkomstig de wet van 8 april 1965 wordt aangesteld, om bepaalde rechten waarvan de ouders of een van hen ontzet zijn, uit te oefenen, en de overeenkomstige verplichtingen na te komen;

29° erkende dienst : de krachtens dit wetboek door de Regering erkende dienst;

30° actiedienst in open milieu : dienst waarvan de hoofdplicht erin bestaat acties te voeren inzake sociale en educatieve preventie ten gunste van jongeren van een bepaalde actiezone, in hun leefomgeving en in hun betrekkingen met hun sociale omgeving, bij gebrek aan een administratieve of gerechtelijke opdracht;

31° opdrachtdienst : dienst waaraan de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor jeugdbescherming of de jeugdrechtsbank een opdracht tot hulpverlening of bescherming van een kind of een jongere, in het kader van zijn erkenning toevertrouwt;

32° residentiële dienst : de opdrachtdienst die het kind of de jongere die een hulpverlenings- of beschermingsmaatregel geniet, huisvest;

33° voogd : voogd van de minderjarige in de zin van het Burgerlijk Wetboek of voogd van de niet-begeleide minderjarige vreemdeling in de zin van de programmawet van 24 december 2002.

2 Boek I. — Preventie

2.1 Titel 1. — Doel en beginselen

Art. 3. Preventie is een geheel van individuele en collectieve acties, ten gunste van kwetsbare jongeren, hun gezin en hun leefgenoten, die de emancipatie, autonomisering, socialisering, erkenning, valorisatie, responsabilisering, deelneming en verwerving of herstel van zelfvertrouwen van jongeren, hun gezin en hun leefgenoten, bevorderen, om de risico's van moeilijkheden te beperken en om de zichtbare of niet zichtbare gewelddaden die ten aanzien van de jongere of door de jongere worden gepleegd, te verminderen.

De acties inzake preventie worden gevoerd op een grondgebied waar ze samen met bestaande sociale acties werken en vloeien vooral voort uit het driejaarlijkse actieplan, opgemaakt op grond van een sociale beoordeling van de bepaalde zone.

Preventie bestaat uit een educatieve preventie en een sociale preventie.

Art. 4. Educatieve preventie kan verschillende vormen aannemen, inzonderheid :

1° de educatieve begeleiding van de jongere, zijn gezin en zijn leefgenoten;

2° de educatieve begeleiding van een jongerengroep;

3° de ondersteuning van projecten die door, met en voor jongeren worden uitgevoerd;

4° de verwezenlijking van collectieve acties gericht op problemen die specifiek voor jongeren zijn.

Sociale preventie neemt vooral de vorm van collectieve acties aan, inzonderheid :

1° acties betreffende de instellingen en de leefomgeving van de jongere;

2° de interpellatie van, onder meer, de politieke en administratieve overheden.

Art. 5. De acties inzake preventies moeten de volgende beginselen naleven :

1° het gebrek aan een administratieve of gerechtelijke opdracht;

2° de vrije deelneming van het betrokken publiek;

3° de anonimiteit van jongeren en hun gezin waarborgen.

2.2 Titel 2. — Preventieraad

Art. 6. Er wordt een raad voor preventie ingesteld in elke afdeling of elk arrondissement dat niet uit afdelingen bestaat.

In de arrondissementen die niet uit afdelingen bestaan, kan de Regering verschillende raden voor preventie instellen indien de bevolkingsdichtheid of de geografische geaardheid dit vereist.

Art. 7. De raad voor preventie moedigt preventie aan en coördineert die op het grondgebied van de afdeling of het arrondissement of op het grondgebied dat krachtens artikel 6, tweede lid wordt bepaald.

De raad voor preventie heeft, op zijn grondgebied, de volgende opdrachten :

- 1° een sociale beoordeling uitvoeren, op grond van het project van de preventieverantwoordelijke;
- 2° op grond van de sociale beoordeling, een voorstel van driejaarlijks actieplan en bestemming van de beschikbare begroting opmaken;
- 3° overleg en medewerking van alle actoren inzake preventie aanmoedigen;
- 4° de overheden op alle niveaus informeren, en, in voorkomend geval, interpellieren over elke omstandigheid die nadelig is voor de persoonlijke ontwikkeling van jongeren en hun inschakeling in de maatschappij;
- 5° om de drie jaar een balans opmaken van de acties die worden gevoerd en de preventie beoordelen;
- 6° de sociale beoordeling en de driejaarlijkse evaluatie voorleggen aan de Regering, het college voor preventie, de provincieraden, de gemeenteraden en de raden voor sociale actie.

Art. 8. De preventieraad is samengesteld uit :

- 1° de preventieverantwoordelijke van het arrondissement;
- 2° een vertegenwoordiger van elke actiedienst in een open milieu waarvan de erkende actiezone op zijn grondgebied gelegen is;
- 3° een vertegenwoordiger van elke andere erkende dienst zonder opdracht dan een actiedienst in een open milieu waarvan de erkende actiezone op zijn grondgebied gelegen is;
- 4° een vertegenwoordiger van de erkende residentiële diensten die een opdracht hebben, waarvan de erkende actiezone op zijn grondgebied gelegen is;
- 5° een vertegenwoordiger van de erkende niet residentiële opdrachtdiensten waarvan de erkende actiezone op zijn grondgebied gelegen is;
- 6° de adviseur of diens vertegenwoordiger;
- 7° de directeur of diens vertegenwoordiger;
- 8° een facilitator in de zin van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;
- 9° een vertegenwoordiger van jeugdhuizen, ontmoetings- en huisvestigingscentra en informatiecentra voor jongeren in de zin van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestigingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties;
- 10° een subregionale coördinator van de “Office de la Naissance et de l’Enfance” of diens vertegenwoordiger;
- 11° een vertegenwoordiger van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 12° een vertegenwoordiger van de gemeentelijke regelingen inzake maatschappelijke cohesie bedoeld bij het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld en bij het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang;
- 13° een vertegenwoordiger van het overlegplatform geestelijke gezondheid;
- 14° twee jeugdmagistraten, de ene van het gerecht, aangewezen door de rechtbank van eerste aanleg van de afdeling of van het arrondissement, de andere van het openbaar ministerie, aangewezen door de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg van de afdeling of het arrondissement;
- 15° een advocaat, gespecialiseerd op het gebied van hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, aangewezen door de stafhouder van de Orde van advocaten van de afdeling of van het arrondissement.

Het in het eerste lid bedoelde lid, 13°, van de preventieraad woont de vergaderingen met adviserende stem bij.

De algemeen afgevaardigde of diens vertegenwoordiger wordt als vast lid uitgenodigd voor de vergaderingen van de preventieraad.

De leden van de preventieraad worden door de Regering voor een periode van zes jaar benoemd.

De Regering benoemt een plaatsvervangend lid voor elk werkend lid van de preventieraad, volgens dezelfde procedure.

De preventieraad wordt gezamenlijk voorgezeten door de preventieverantwoordelijke en door een vertegenwoordiger van zijn leden, door de raad verkozen.

Het secretariaat van de preventieraad wordt door de administratieve afdeling van de preventiedienst waargenomen.

Art. 9. De Regering bepaalt :

- 1° de regels voor de werking van de preventieraad en voor de procedure betreffende de benoeming van zijn leden;
- 2° de nadere regels voor de sociale beoordelingen en driejaarlijkse actieplannen;
- 3° de criteria voor de verdeling van de preventiebegroting over de afdelingen, arrondissementen en grondgebieden bepaald krachtens artikel 6, tweede lid;
- 4° de nadere regels volgens welke de preventieraad de bestemming van de op zijn grondgebied beschikbare begroting voorstelt.

2. 3 Titel 3. — Preventieverantwoordelijke

Art. 10. In elk arrondissement wordt een preventieverantwoordelijke aangesteld.

Hij staat onder het hiërarchische gezag van de leidend ambtenaar.

Hij heeft de leiding van de preventiedienst die hem ter beschikking wordt gesteld om hem bij de uitoefening van zijn bevoegdheden bij te staan.

De ter beschikking van de preventieverantwoordelijke gestelde preventiedienst bestaat uit :

1° een preventieafdeling;

2° een administratieve afdeling.

Art. 11. De preventieverantwoordelijke heeft de volgende opdrachten :

1° om de drie jaar, de preventieraden een ontwerp van sociale beoordeling voor hun grondgebied meedelen, dat hij opstelt op grond van de sociale beoordelingen van de actiediensten in een open milieu en van de vaststellingen die door de andere leden van de preventieraad worden voorgesteld;

2° een permanente analyse uitvoeren van sociale feiten betreffende de jeugd die op het grondgebied van het arrondissement plaatsvinden en deze meedelen aan de preventieraden met het oog op eventuele bijwerkingen van hun sociale beoordelingen en actieplannen;

3° om de drie jaar de preventieraden een balans van gevoerde acties voorstellen, opdat ze het preventiebeleid zouden evalueren;

4° de preventieraden attent maken op elke toestand die nadelig kan zijn voor de persoonlijke ontwikkeling van jongeren en hun sociale inschakeling;

5° de beslissingen van de preventieraad uitvoeren, inzonderheid door de verwezenlijking van het driejaarlijkse actieplan te begeleiden;

6° zijn steun verlenen aan de actiediensten in een open milieu bij de verwezenlijking van hun sociale beoordeling;

7° in voorkomend geval, de bemiddeling tussen de actiediensten in een open milieu en de plaatselijke autoriteiten organiseren.

Art. 12. De Regering bepaalt de nadere regels voor het opstellen van de ontwerpen van sociale beoordelingen.

2. 4 Titel 4. — Preventiecollege

Art. 13. Er wordt een preventiecollege ingesteld, dat de volgende opdrachten uitoefent :

1° de sociale beoordelingen van de afdelingen, arrondissementen en grondgebieden bepaald krachtens artikel 6, tweede lid, coördineren, en het resultaat van zijn werkzaamheden meedelen aan de Regering en aan de gemeenschapsraad;

2° de uitwisseling en de harmonisering van goede praktijken binnen de afdelingen en de arrondissementen aanmoedigen, waarbij de kenmerken van elk van die in acht moeten worden genomen, onder meer door het ontwikkelen van gemeenschappelijke preventie-instrumenten;

3° om de drie jaar, een verslag over de preventie en de aanbevelingen voor de Regering en de gemeenschapsraad opmaken.

De Regering deelt het Parlement het in het eerste lid, 3° bedoelde verslag mee.

Art. 14. Het preventiecollege is samengesteld uit :

1° de leidende ambtenaar of diens afgevaardigde;

2° preventieverantwoordelijken;

3° de coördinator van de het team van facilitatoren in de zin van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, of diens vertegenwoordiger;

4° een vertegenwoordiger van het bestuur bevoegd in jeugdzaken;

5° een vertegenwoordiger van het bestuur bevoegd in sportzaken;

6° een vertegenwoordiger van de "Office de la naissance et de l'enfance";

7° een vertegenwoordiger van elk gewestelijk bestuur bevoegd inzake sociale cohesie;

8° een vertegenwoordiger van elk gewestelijk bestuur bevoegd inzake tewerkstelling en opleiding;

9° een vertegenwoordiger van elk gewestelijk bestuur bevoegd inzake gezondheid;

10° een vertegenwoordiger van de provinciale besturen;

11° een vertegenwoordiger van de federatie van openbare centra voor maatschappelijk welzijn van elk gewest;

12° een vertegenwoordiger van elke federatie die actiediensten in een open milieu vertegenwoordigt;

13° de algemeen afgevaardigde of diens vertegenwoordiger.

De het in het eerste lid, 7°, 8° en 9° bedoelde leden van het preventiecollege wonen de vergaderingen met adviserende stem bij.

Het preventiecollege wordt door de leidende ambtenaar of diens afgevaardigde voorgezeten.

Het secretariaat van het preventiecollege wordt door de bevoegde administratie waargenomen.

De Regering stelt de criteria vast waarmee kan worden bepaald dat een federatie de actiediensten in een open milieu vertegenwoordigt.

Art. 15. De Regering stelt de regels voor de werking van het preventiecollege en de procedure voor de benoeming van zijn leden vast.

3 Boek II. — Sociale administratieve autoriteiten

3.1 Titel 1. — Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd

Art. 16. Er wordt een adviseur voor hulpverlening aan de jeugd aangesteld in elke afdeling of in elk arrondissement dat niet uit afdelingen samengesteld is.

Eén of meer adjunct-adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd kunnen worden aangesteld om de adviseur bij te wonen.

Tenzij anders wordt bepaald, heeft de adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd dezelfde bevoegdheden en verplichtingen als de adviseur, met uitzondering van de leiding van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd.

Art. 17. De adviseur staat onder het hiërarchische gezag van de leidende ambtenaar.

De adviseur en zijn adjuncten oefenen hun bevoegdheden inzake individuele hulpverlening in volle onafhankelijkheid uit.

De adviseur heeft de leiding van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd die hem ter beschikking wordt gesteld om hem bij de uitoefening van zijn bevoegdheden bij te staan.

De dienst voor hulpverlening aan de jeugd die ter beschikking van de adviseur wordt gesteld, bestaat uit :

1° een sociale afdeling;

2° een administratieve afdeling.

De sociale afdeling van de dienst hulpverlening aan de jeugd omvat ten minste één ambtenaar belast met transversale en intersectorale opdrachten.

3.2 Titel 2. — Directeur voor jeugdbescherming

Art. 18. Er wordt een directeur voor jeugdbescherming aangesteld in elke afdeling of elk arrondissement dat niet uit afdelingen samengesteld is.

Eén of meer adjunct-directeurs voor jeugdbescherming kunnen worden aangesteld om de directeur bij te staan.

Tenzij anders wordt bepaald, heeft de adjunct-directeur voor jeugdbescherming dezelfde bevoegdheden en verplichtingen als de directeur, met uitzondering van de leiding van de dienst voor jeugdbescherming.

Art. 19. De directeur staat onder het hiërarchische gezag van de leidende ambtenaar.

De directeur en zijn adjuncten oefenen hun bevoegdheden inzake individuele bescherming in volle onafhankelijkheid uit.

De directeur heeft de leiding van de dienst voor jeugdbescherming die hem ter beschikking wordt gesteld om hem bij de uitoefening van zijn bevoegdheden bij te staan.

De dienst voor jeugdbescherming die ter beschikking van de directeur wordt gesteld, bestaat uit :

1° een sociale afdeling;

2° een administratieve afdeling.

4 Boek III. — Hulpverlening aan kinderen en hun gezin

4.1 Titel 1. — Toepassingsgebied

Art. 20. De bepalingen van Boek III zijn van toepassing :

1° op kinderen in moeilijkheden alsook op personen die moeilijkheden ondervinden bij de naleving van hun ouderplichten;

2° op elk kind wiens gezondheid, veiligheid of opvoedingsvoorwaarden worden bedreigd door zijn gedrag, dat van zijn gezin of van zijn leefgenoten.

Ze zijn ook van toepassing op natuurlijke en rechtspersonen die hun medewerking verlenen aan de uitvoering van individuele beslissingen die worden genomen door gemeenschaps- of gerechtelijke autoriteiten inzake hulpverlening en bescherming voor de in het eerste lid bedoelde kinderen.

4.2 Titel 2. — Rechten van kinderen, hun gezin en hun leefgenoten

4.2.1 Hoofdstuk 1. — Algemene beginselen

Art. 21. De adviseur informeert het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten over hun rechten en plichten, inzonderheid de in de artikelen 27, 29 en 36 bedoelde rechten.

Elk voorstel van de adviseur wordt met redenen omkleed.

In geen geval kan de adviseur de hulpverleningsmaatregel baseren op een gegeven of een inlichting dat/die niet ter kennis van het kind, zijn gezin en deze onder zijn leefgenoten die bij de maatregel wordt getroffen, werd gebracht.

Om zijn voorstellen en beslissingen te staven en te motiveren, neemt de adviseur de persoonlijkheid van het kind, zijn rijpheidsgraad en zijn leefomgeving alsook de beschikbaarheid van opvoedings- en behandelingsmiddelen en van alle andere beoogde hulpmiddelen in aanmerking.

De toestemming die wordt verleend of de beslissing die wordt genomen door de adviseur leidt tot het opstellen van een schriftelijke akte waarin het doel en de redenen van de toestemming of de beslissing en waarin de tekst van de artikelen 27 en 36 en de nadere regels voor de indiening van het bezwaar worden vermeld.

Die akte wordt meegedeeld aan het kind, aan de personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen, een aan de personen die het kind in rechte of in feite huisvesten, binnen tien werkdagen te rekenen vanaf de dag van het gesprek gedurende hetwelk de toestemming wordt verleend of de beslissing wordt meegedeeld.

Indien het kind door een advocaat wordt bijgestaan, wordt een afschrift van de akte aan deze overgezonden.

Art. 22. De adviseur neemt geen maatregel of beslissing tot individuele hulpverlening, zonder de personen op wie de hulpverlening betrekking heeft vooraf te hebben opgeroepen en gehoord, behalve in geval van behoorlijk vastgestelde verhindering.

De betrokken personen hebben de mogelijkheid om een andere meerderjarige persoon naar hun keuze af te waardigen indien ze door hun gezondheidstoestand verhinderd worden om te worden gehoord.

De door de adviseur gehoorde personen hebben het recht zich te laten bijstaan door de meerderjarige persoon van hun keuze en door een advocaat.

De adviseur roept de advocaat van het kind op ter voorbereiding van hun onderhoud met het kind.

In het belang van het kind kan een afzonderlijk onderhoud plaatsvinden met het kind of de personen die hem begeleiden.

De schriftelijke akte vermeldt en synthetiseert het verhoor van de in het eerste lid vermelde personen of vermeldt de redenen waarom het onmogelijk is om die te horen.

Het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten nemen deel aan de beslissingen die het kind betreffen en aan de uitvoering ervan, behalve in geval van behoorlijk vastgestelde verhindering.

Art. 23. Geen maatregel tot individuele hulpverlening kan door de adviseur worden genomen zonder de schriftelijke toestemming van :

1° het kind dat ten minste veertien jaar oud is;

2° het kind dat ten minste twaalf jaar oud is, bijgestaan door een van ambtswege toegekende advocaat, in voorkomend geval, op aanvraag van de adviseur;

3° personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen.

De toestemming van de personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen is niet vereist indien het onmogelijk is om die te horen.

Art. 24. De adviseur stelt voor elk kind dat een maatregel tot individuele hulpverlening geniet een project voor het kind vast met het oog op zijn lichamelijke, psychische, affectieve, intellectuele en sociale ontplooiing, dat hem begeleidt gedurende zijn gehele traject in het kader van de hulpverlening aan de jeugd of van de jeugdbescherming.

Het project voor het kind en de eventuele wijziging ervan worden door de in artikel 23 bedoelde personen schriftelijk goedgekeurd, onverminderd de in dit artikel bedoelde uitzondering.

Het project voor het kind wordt aan de jeugdrechtbank meegedeeld, als deze een zaak wordt voorgelegd op grond van artikel 37, artikel 51 of artikel 56, eerste lid, en, in voorkomend geval, aan de directeur.

Wanneer de adviseur een voorlopige maatregel overeenkomstig artikel 37, § 2, tweede lid uitvoert, maakt hij het project voor het kind alleen op indien hij de toestemming daartoe krijgt.

De Regering bepaalt de rubrieken die het project voor het kind inhoudt.

Art. 25. De door de adviseur genomen maatregelen hebben prioritair tot doel de ontplooiing van het kind in zijn leefomgeving te bevorderen.

Als het echter in het belang van het kind vereist is hem daaruit te verwijderen, kan het kind door hulpverlening levensomstandigheden en ontwikkelingsvoorwaarden genieten die aan zijn behoeften en aan zijn leeftijd beantwoorden.

Wanneer de adviseur voorstelt het kind buiten zijn levensomgeving te huisvesten, vertrouwt hij hem in de volgende prioriteitsvolgorde toe :

1° aan een lid van zijn gezin of aan één van zijn leefgenoten;

2° aan een pleegzorger die geen lid van zijn gezin of geen leefgenoot is;

3° aan een geschikte inrichting met het oog op zijn opvoeding of zijn behandeling.

De adviseur zorgt er eveneens voor, behalve als dit niet mogelijk is of als dit in strijd is met het belang van het kind, dat het kind niet van zijn broers en zussen gescheiden wordt.

Art. 26. De duur van elke maatregel tot individuele hulpverlening die ter uitvoering van artikel 35 wordt genomen, wordt tot hoogstens één jaar beperkt te rekenen vanaf de dag van de ondertekening door de personen bedoeld in artikel 23 van de schriftelijke akte bedoeld in artikel 21, vijfde lid, of van de dag waarop deze wordt meegedeeld.

De maatregel kan ettelijke keren worden hernieuwd, voor een maximumduur van één jaar, en te allen tijde worden ingetrokken of gewijzigd door de adviseur, in het belang van het kind :

1° ofwel op verzoek van een lid van het gezin of van één van zijn leefgenoten;

2° ofwel op verzoek van het kind dat minstens veertien jaar oud is;

3° ofwel op verzoek van het kind dat minstens twaalf jaar oud is, bijgestaan door een advocaat, die, op verzoek van de adviseur, van ambtswege wordt toegekend;

4° ofwel op verzoek van de dienst die wordt aangesteld om een kind ten laste te nemen;

5° ofwel op initiatief van de adviseur.

Art. 27. Te allen tijde kunnen het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten die door de maatregel worden getroffen alsook hun advocaat kennis nemen van alle stukken van het dossier van de adviseur, volgens door de Regering nader te bepalen regels, met uitzondering van stukken die de vermelding "vertrouwelijk" dragen, aan de adviseur meegedeeld door de gerechtelijke overheden.

De adviseur kan echter de raadpleging of de mededeling van één of meer stukken van het dossier weigeren indien dit in het belang van het kind vereist is. In dit geval vermeldt de beslissing de mogelijkheid om het advies te vragen van de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten en een beroep voor de Raad van State in te dienen, overeenkomstig het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur.

Bij de mededeling van de stukken, geeft de adviseur of het daartoe aangestelde personeelslid van zijn dienst de nodige uitleg en commentaar aan de verzoeker en zorgt er inzonderheid voor aan het kind dat de stukken van zijn dossier raadpleegt een geschikte begeleiding te verlenen, rekening houdend met zijn rijpheidsgraad en de informatie vermeld in zijn dossier.

De in het eerste lid bedoelde personen kunnen kosteloos een afschrift van de door hen geraadpleegde stukken krijgen, volgens door de Regering nader bepaalde regels.

Elk afschrift van een stuk uit het dossier vermeldt dat het alleen met inachtneming van het eerste lid en het tweede lid kan worden meegegeeld en dat het in geen andere procedure dan deze die betrekking heeft op de hulpverleningsmaatregel voor het dossier waaruit het komt, kan worden gebruikt.

Art. 28. Het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten hebben het recht zich te laten begeleiden door de meerderjarige persoon van hun keuze en door een advocaat, als ze zich tot de bevoegde administratie, een erkende dienst of de algemeen afgevaardigde richten.

In het belang van het kind, kan een afzonderlijk onderhoud plaatsvinden met het kind of de personen die hem begeleiden.

Art. 29. Het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten hebben het recht zich tot de bevoegde administratie te richten bij niet-naleving van hun rechten, bij een brief die aan de leidend ambtenaar wordt gericht. Die briefwisseling kan elektronisch geschieden.

4. 2.2 Hoofdstuk — 2. Rechten van kinderen ten aanzien van wie een maatregel tot huisvesting buiten hun leefomgeving wordt genomen

Art. 30. § 1. Het kind dat krachtens een hulpverleningsmaatregel buiten zijn leefomgeving wordt gehuisvest, heeft het recht met elke persoon van zijn keuze te communiceren.

§ 2. Elk kind dat krachtens een hulpverleningsmaatregel aan een erkende residentiële dienst wordt toevertrouwd, wordt, zodra het wordt opgenomen, in kennis gesteld van zijn recht op communiceren met een advocaat en met de algemeen afgevaardigde.

Daartoe verzoekt de verantwoordelijke voor de erkende residentiële dienst het minder dan twaalf jaar oude kind om reeds bij zijn aankomst een document te ondertekenen waarmee het verklaart van dat recht in kennis te zijn gesteld en geeft hij er hem een afschrift van. Hij moet de werkelijke uitoefening van dat recht aan.

§ 3. Elk kind dat krachtens een hulpverleningsmaatregel aan een residentiële dienst wordt toevertrouwd alsook de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, krijgen een afschrift van het huishoudelijk reglement van de dienst, zodra het aankomt.

Art. 31. De adviseur brengt minstens één keer per semester een bezoek aan elk kind dat krachtens een hulpverleningsmaatregel buiten zijn leefomgeving wordt gehuisvest en minstens één keer per trimester wanneer het minder dan drie jaar oud is.

Daartoe kan hij een persoon afvaardigen die hem een verslag meedeelt.

Art. 32. Het kind dat krachtens een huisvestingsmaatregel buiten zijn leefomgeving wordt gehuisvest, krijgt zakgeld onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die door de Regering worden bepaald.

Art. 33. Elke beslissing waarbij een kind van een erkende residentiële dienst naar een andere wordt overgedragen, wordt door de adviseur genomen, op grond van een omstandig verslag van de dienst.

Er wordt een afschrift van het verslag van de dienst aan de bevoegde administratie verzonden.

Behoudens om medische redenen of om veiligheidsredenen kan de overdracht van het kind alleen met de toestemming van de in artikel 23 bedoelde personen plaatsvinden, onverminderd de bij dit artikel bedoelde uitzondering.

Het kind wordt in kennis gesteld van de redenen voor zijn overdracht en van de kenmerken van zijn nieuwe opvangmilieu.

4.3 Titel 3. — Hulpverleningsmaatregelen

4.3.1 Hoofdstuk 1. — Hulpverleningsmaatregelen waarvoor de adviseur bevoegd is

Art. 34. De territoriale bevoegdheid van de adviseur wordt bepaald door de verblijfplaats van de personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen of, als dit gezag door gescheiden personen gezamenlijk wordt uitgeoefend, door de verblijfplaats van de persoon bij wie het kind gewoon verblijft.

Bij gelijke huisvesting door de ouders, is de bevoegde adviseur die van de plaats waar het kind hoofdzakelijk wordt ingeschreven in het bevolkingsregister.

Wanneer de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van het kind uitoefenen geen verblijfplaats in België hebben of wanneer hun verblijfplaats onbekend of onzeker is, is de bevoegde adviseur die van de plaats waar het kind zich bevindt.

Bij verandering van verblijfplaats, zendt de adviseur zijn dossier over aan de adviseur van de afdeling of het arrondissement van de nieuwe verblijfplaats en blijft bevoegd totdat de nieuwe bevoegde adviseur ontvangst van dat dossier heeft gemeld.

Art. 35. § 1. De adviseur onderzoekt de aanvragen om hulpverlening betreffende het kind en de personen bedoeld in artikel 20, eerste lid.

§ 2. Met inachtneming van zijn bevoegdheid inzake aanvullende en vervangende hulpverlening :

1° verwijst de adviseur de betrokkenen naar elke particuliere of naar elke geschikte dienst, waaronder inzonderheid het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een dienst voor hulpverlening aan gehandicapte personen, een team SOS Kinderen, een actiedienst in open milieu of een andere erkende dienst zonder opdracht;

2° staat de adviseur de betrokkenen bij voor de vervulling van hun stappen met het oog op het verkrijgen van de aangevraagde hulpverlening.

§ 3. Wanneer de adviseur op de hoogte is van mishandeling, ontberingen of nalatigheid waarvan een kind het slachtoffer is of wanneer hij dit vermoedt, kan hij een team SOS Kinderen vragen om op te treden.

Het team SOS Kinderen brengt de adviseur op de hoogte van de evolutie van de toestand en brengt verslag uit.

§ 4. Wanneer de in artikel 23 bepaalde voorwaarden vervuld zijn, kan de adviseur, nadat hij heeft vastgesteld dat geen andere particulier of dienst op dat ogenblik een gepaste hulp kan verlenen, uitzonderlijk en voorlopig, zolang de in paragraaf 2 bepaalde stappen geen resultaat hebben opgeleverd, een al dan niet erkende dienst of een pleegzorger verzoeken om de gepaste hulp gedurende de nodige tijd te verlenen.

In dat geval beslist de adviseur, binnen de door de Regering vast te stellen perken, over de uitgaven die worden gedaan met het oog op de vervangende persoonlijke hulp die met toepassing van dit boek wordt verleend, en reikt de bewijsstukken uit aan al dan niet erkende diensten en aan pleegzorgers.

Hulp kan alleen worden verleend aan een begunstigde die meer dan achttien jaar oud is indien deze vóór de leeftijd van achttien jaar werd aangevraagd en kan alleen een begeleidingsmaatregel zijn. Die maatregel eindigt wanneer de begunstigde de leeftijd van twintig jaar heeft bereikt.

§ 5. De adviseur brengt het openbaar ministerie op de hoogte van de toestanden bedoeld in de artikelen 37 en 51 of in de artikelen 8 en 9 van de ordonnantie van 29 april 2004.

§ 6. In geval van ontzetting uit het ouderlijk gezag, wordt de rechtstreekse hulpverlening van de Franse Gemeenschap aan de minderjarige wiens vader en moeder of één van hen uit het ouderlijk gezag ontzet zijn, afhankelijk gemaakt van de beslissing van de jeugdrechtbank hem aan de adviseur toe te vertrouwen overeenkomstig de wet van 8 april 1965 of van een aanvraag om optreden van de vervangende voogd aan de adviseur.

§ 7. De adviseur coördineert de acties die worden ondernomen ten gunste van de personen waarvoor zijn optreden wordt aangevraagd, onder meer door de samenwerking aan te moedigen tussen de verschillende al dan niet erkende diensten, die zullen moeten optreden.

§ 8. Op verzoek van het kind, een lid van zijn gezin, één van zijn leefgenoten of de algemeen afgevaardigde, interpelleert de adviseur elke al dan niet erkende dienst die voor het kind zorgt, om hem inlichtingen te vragen over zijn optreden of zijn weigering van optreden ten gunste van dat kind.

4.3.2 Hoofdstuk 2. — Betwisting van de beslissingen van de adviseur

Art. 36. De jeugdrechtbank neemt kennis van de betwistingen betreffende de toekenning, de weigering en de nadere regels voor de toepassing van een maatregel tot individuele hulpverlening, die hem worden voorgelegd :

- 1° door een persoon die het ouderlijk gezag over het kind uitoefent;
- 2° door een persoon die het kind in rechte of in feite huisvest;
- 3° door een persoon die het recht heeft persoonlijk contact met het kind te onderhouden krachtens artikel 375 bis van het burgerlijk wetboek;
- 4° door het kind dat minder dan veertien jaar oud is;
- 5° door het kind dat minstens twaalf jaar oud is, bijgestaan door een advocaat die, in voorkomend geval, van ambtswege wordt aangesteld op aanvraag van de adviseur;
- 6° ingeval de in 1°, 2° en 3° bedoelde personen, betreffende een kind dat minder dan twaalf jaar oud is, de zaak niet aan de rechtbank voorleggen :
 - a) ofwel door het kind zelf;
 - b) ofwel door een ad-hocvoogd die door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg wordt aangesteld op verzoek van elke betrokkene en, in voorkomend geval, door de procureur des Konings;
 - c) ofwel door een ad-hocvoogd, aan te stellen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg op verzoek van dezelfde personen, indien blijkt dat het minder dan twaalf jaar oude kind niet het voldoende onderscheidingsvermogen heeft om te oordelen over het vraagstuk waarop de betwisting betrekking heeft; in dit geval neemt de jeugdrechtbank geen beslissing voordat de ad-hocvoogd wordt aangesteld.

Bij de inleidende zitting, brengt de rechtbank de verzoeker op de hoogte van het feit dat deze kan vragen om het geschil door middel van de verzoening te regelen.

Op aanvraag van de verzoeker probeert de rechtbank de partijen te verzoenen.

De rechtbank onderneemt de verzoening binnen de veertien dagen na de inleidende zitting.

Indien de poging tot verzoening tot een afspraak leidt, neemt de rechtbank die afspraak in een proces-verbaal op dat door de betrokken partijen wordt ondertekend en waarvan de verzending de formule inhoudt die de afspraak uitvoerbaar verklaart.

Indien de poging tot verzoening faalt, beslecht de rechtbank de betwisting binnen de maand volgend op het proces-verbaal dat vaststelt dat geen verzoening werd bereikt.

Indien geen verzoening wordt aangevraagd, beslecht de rechtbank de betwisting binnen de maand volgend op de indiening ervan.

De beslissing van de rechtbank doet geen afbreuk aan de afsluiting en de uitvoering van een afspraak die afwijkt van de gerechtelijke beslissing, die later tussen de partijen wordt afgesloten. Die afspraak wordt aan de rechtbank meegedeeld.

4.3.3 Hoofdstuk 3. — Optreden van de jeugdrechtbank

Art. 37. § 1. Bij dringende noodzakelijkheid, wanneer een ernstig gevaar thans de lichamelijke en psychische integriteit van het kind rechtsreeks bedreigt, kan de jeugdrechtbank, zonder de toestemming van de bij artikel 23 bedoelde personen, voorlopig, voor een periode die niet langer dan dertig dagen mag zijn, de in artikel 51, eerste lid, 2° bedoelde maatregel nemen.

Wanneer een zaak niet op initiatief van de adviseur bij de rechtbank aanhangig wordt gemaakt, vergewist het openbaar ministerie zich vooraf bij deze van het gebrek aan toestemming van de in artikel 23 bedoelde personen of van de onmogelijkheid om die toestemming te verkrijgen.

De beslissing van de rechtbank wordt onmiddellijk aan de directeur meegedeeld, om overeenkomstig artikel 53 te worden uitgevoerd.

De beslissing van de rechtbank bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de voorlopige maatregel die van toepassing zijn totdat de directeur, in voorkomend geval, andere nadere uitvoeringsregels neemt of in samenspraak met de in artikel 23 bedoelde personen een andere maatregel neemt, overeenkomstig artikel 53, § 5.

§ 2. Het openbaar ministerie kan de zaak bij de rechtbank uitzonderlijk rechtsreeks aanhangig maken wanneer het aantoonbaar is dat de adviseur niet kon worden bereikt en dat het in het belang van het kind niet mogelijk is om de organisatie en de uitvoering van de vrijwillige hulpverlening af te wachten.

In de in het eerste lid bedoelde gevallen, wordt de beslissing van de rechtbank onmiddellijk meegedeeld aan de adviseur, die in dat geval de opdrachten uitvoert in verband met de uitvoering van een voorlopige maatregel bedoeld bij artikel 53, §§ 1, 2, 3, en 5, en probeert de toestemming van de in artikel 23 bedoelde personen te verkrijgen betreffende de maatregel(en) die door de rechtbank worden genomen of betreffende hun wijziging.

§ 3. Overeenkomstig artikel 53, § 5, derde lid, kan de voorlopige maatregel één keer worden verlengd met een periode van hoogstens vijftien dagen.

5 Boek IV. Maatregelen tot bescherming van kinderen in gevaar

5.1 Titel 1. — Toepassingsgebied

Art. 38. De bepalingen van Boek IV zijn van toepassing op elk kind waarvan de gezondheid of de veiligheid wordt bedreigd of waarvan de opvoedingsvoorwaarden in het gedrang komen door zijn gedrag, dat van zijn gezin of van zijn leefgenoten, alsook op de personen die zodanig moeilijkheden ondervinden bij de uitvoering van hun ouderlijke verplichtingen dat ze hun kind ernstig in gevaar brengen.

Ze zijn eveneens van toepassing op de natuurlijke en rechtspersonen die hun medewerking verlenen aan de uitvoering van maatregelen die door de gemeenschaps- of gerechtelijke overheden worden genomen inzake bescherming van de kinderen bedoeld in het eerste lid.

5.2 Titel 2. — Rechten van kinderen, hun gezin en hun leefgenoten

5.2.1 Hoofdstuk 1. — Algemene beginselen

Art. 39. De directeur informeert het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten over hun rechten en plichten, inzonderheid de in de artikelen 44, 46 en 54 bedoelde rechten.

Elke beslissing van de directeur wordt met redenen omkleed.

De directeur kan geenszins zijn beslissing staven op een gegeven of een inlichting die niet ter kennis werd gebracht van het kind, zijn gezin en die van zijn leefgenoten op wie de maatregel betrekking heeft.

Om zijn voorstellen en beslissingen te staven en te motiveren, neemt de directeur de personaliteit van het kind, zijn rijpheidsgraad en zijn leefomgeving alsook de beschikbaarheid van de middelen inzake opvoeding en behandeling en van alle andere geplande hulpmiddelen in aanmerking.

Elke beslissing die door de directeur wordt genomen, geeft aanleiding tot het opstellen van een schriftelijke akte houdende vermelding van het doel en de redenen van de beslissing en waarbij de tekst van de artikelen 44 en 54 en de nadere regels voor de indiening van de betwisting wordt weergegeven.

Die akte wordt overgezonden aan het kind, de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen en aan de personen die het kind in rechte en in feite huisvesten, binnen de tien werkdagen te rekenen vanaf de dag van het onderhoud gedurende hetwelk de beslissing wordt overgezonden.

Een afschrift van de akte wordt aan de advocaat van het kind overgezonden.

Art. 40. De directeur neemt geen beslissing tot individuele bescherming zonder de betrokken personen te hebben opgeroepen en gehoord, behalve als behoorlijk wordt vastgesteld dat dit onmogelijk is.

De directeur roept in ieder geval het kind, als dit minder dan twaalf jaar oud is, op, en hoort elk kind dat dit aanvraagt, ongeacht zijn leeftijd.

De directeur roept de advocaat van het kind op met het oog op een onderhoud met het kind.

In het belang van het kind, kan een afzonderlijk onderhoud plaatsvinden met het kind of de personen die hem begeleiden.

De betrokken personen kunnen een persoon van hun keuze afvaardigen indien hun gezondheidstoestand hen belet te worden gehoord.

De personen die door de directeur worden gehoord, hebben het recht zich te laten begeleiden door de meerderjarige persoon van hun keuze en door een advocaat.

De schriftelijke akte vermeldt het verhoor van de in het eerste lid vermelde personen en maakt er een kort verslag van op of vermeldt de redenen waarom het onmogelijk is om die te horen.

Het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten worden betrokken bij de beslissingen die het kind aangaan en bij de uitvoering ervan, behalve als het behoorlijk wordt aangetoond dat niet mogelijk is.

Art. 41. Indien een project voor het kind nog niet bestaat wanneer de toestand van een kind hem wordt voorgelegd en wanneer hij niet optreedt in het kader van de uitvoering van een voorlopige maatregel, maakt de directeur dat project op dat tot doel heeft zijn lichamelijke, geestelijke, affectieve, intellectuele en sociale ontwikkeling van het kind te waarborgen en dat hem begeleidt gedurende zijn traject in het kader van de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdbescherming.

In overleg met het kind en de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, maakt de directeur het project op of wijzigt hij dit.

Het project voor het kind, dat door de directeur kan worden gewijzigd, wordt aan de adviseur overgezonden, wanneer deze de toestand van het kind moet behandelen ingevolge de homologatie van de toestemming die door de directeur wordt verkregen, en aan de jeugdrechtbank, wanneer deze de zaak moet behandelen op grond van artikel 56, eerste lid.

Art. 42. § 1. De maatregelen en de beslissingen die door de jeugdrechtbank en door de directeur worden genomen streven er bij voorrang naar de ontplooiing van het kind in zijn leefomgeving aan te moedigen.

Als het in het belang van het kind echter vereist is dat het kind daaruit wordt verwijderd, waarborgt de bescherming die aan het kind wordt verleend in ieder geval de levens- en ontwikkelingsvoorwaarden die aan zijn behoeften en zijn leeftijd beantwoorden.

§ 2. In het kader van de uitvoering van de maatregel bedoeld in artikel 51, eerste lid, 2°, kan de directeur het kind toevertrouwen, in de volgende prioriteitsvolgorde :

1° aan een lid van zijn gezin of aan één van zijn leefgenoten;

2° aan een pleegzorger die geen lid van zijn gezin of geen leefgenoot is;

3° aan een geschikte inrichting met het oog op zijn opvoeding of zijn behandeling.

§ 3. Behalve als dit niet mogelijk is of als dit in strijd is met het belang van het kind, zorgen de rechtbank en de directeur ervoor dat het kind niet van zijn broers en zussen wordt gescheiden.

Art. 43. § 1. De duur van elke maatregel tot individuele bescherming die ter uitvoering van artikel 51 ten aanzien van een kind in gevaar wordt genomen, wordt tot hoogstens één jaar beperkt vanaf de dag waarop het eerste onderhoud bij de directeur plaatsvindt.

Op initiatief van de directeur, kan de maatregel ettelijke keren worden hernieuwd, voor een maximumduur van één jaar, en te allen tijde door de jeugdrechtbank worden ingetrokken of gewijzigd, in het belang van het kind.

Indien de maatregel wordt hernieuwd, wordt de periode van één jaar vanaf de dag van het vonnis berekend.

§ 2. Wanneer de directeur vraagt dat de rechtbank de beschermingsmaatregel hernieuwt, intrekt of wijzigt, zendt hij het openbaar ministerie een verslag over de huidige toestand van het kind, waarbij hij aantoont dat zijn vraag verantwoord is, alsook het project voor het kind.

Wanneer de directeur de hernieuwing van de maatregel aanvraagt, deelt hij zijn verslag uiterlijk twee maanden vóór de termijn van de maatregel mee.

§ 3. Als er een nieuw gegeven is, deelt de directeur een bijgewerkt verslag aan het openbaar ministerie mee.

§ 4. Als een aanvraag om hernieuwing, intrekking of wijziging van de beschermingsmaatregel bij de rechtbank ahangig wordt gemaakt, deelt de directeur hem, op zijn aanvraag, de stukken in verband met de in de paragrafen 2 en 3 bedoelde verslagen mee.

Art. 44. Te allen tijde kunnen het kind, zijn gezin en de leefgenoten op wie de maatregel betrekking heeft, alsook hun advocaat, kennis nemen van alle stukken van het dossier van de directeur volgens door de Regering nader te bepalen regels, met uitzondering van de stukken met de vermelding "vertrouwelijk" die door de gerechtelijke overheid aan de directeur worden meegedeeld.

De directeur kan echter de raadpleging of de mededeling van één of meer stukken van het dossier weigeren, indien dit in het belang van het kind vereist is. In dit geval vermeldt de beslissing dat het mogelijk is om het advies van de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten aan te vragen en een beroep vóór de Raad van State in te dienen, overeenkomstig het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur.

Bij de mededeling van de dossiers bezorgt de directeur of het daartoe aangestelde personeelslid van zijn dienst de nodige uitleg en commentaar aan de verzoeker en zorgt er inzonderheid voor het kind dat de stukken van zijn dossier raadpleegt een geschikte begeleiding te verlenen rekening houdend met zijn rijpeheidsgraad en met de in zijn dossier vervatte informatie.

De in het eerste lid bedoelde personen kunnen een afschrift van de stukken die ze raadplegen, gratis bekomen, volgens door de Regering nader te bepalen regels.

In elk afschrift van een stuk van het dossier wordt vermeld dat het enkel met inachtneming van het eerste lid en het tweede lid kan worden meegedeeld en dat het in geen andere procedure kan worden gebruikt dan deze die betrekking heeft op de beschermingsmaatregel waarop het dossier waarvan het een uittreksel is, betrekking heeft.

Art. 45. Het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten hebben het recht zich te laten begeleiden door de meerderjarige persoon van zijn keuze en door een advocaat, wanneer ze zicht tot de bevoegde administratie, een erkende dienst of de algemeen afgevaardigde richten.

In het belang van het kind kan een afzonderlijk onderhoud plaatsvinden met het kind of de personen die hem begeleiden.

Art. 46. Indien hun rechten niet in acht worden genomen, hebben het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten het recht de zaak aan de bevoegde administratie voor te leggen bij een brief die aan de leidend ambtenaar wordt gericht. Die brief kan elektronisch zijn.

5.2.2 Hoofdstuk 2. — Rechten van kinderen ten aanzien van wie een maatregel wordt genomen voor een huisvesting buiten hun leefomgeving

Art. 47. § 1. Elk kind dat buiten zijn leefomgeving krachtens een beschermingsmaatregel wordt gehuisvest, heeft het recht met elke persoon van zijn keuze te communiceren, tenzij de jeugdrechtbank daarover anders beslist.

§ 2. Elk kind dat krachtens een beschermingsmaatregel aan een erkende residentiële dienst wordt toevertrouwd, wordt, zodra het ten laste wordt genomen, geïnformeerd over zijn recht te communiceren met zijn advocaat en met de algemeen afgevaardigde.

Daartoe verzoekt de verantwoordelijke voor de erkende residentiële dienst het kind dat minstens twaalf jaar oud is, reeds vanaf zijn opname, een document te ondertekenen waarmee hij verklaart over dat recht te zijn geïnformeerd en geeft hij hem een afschrift ervan. Hij moedigt de werkelijke uitoefening van dat recht aan.

§ 3. Elk kind dat krachtens een beschermingsmaatregel aan een erkende residentiële dienst wordt toevertrouwd en de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, krijgen een afschrift van het huishoudelijk reglement van de dienst, zodra het kind wordt opgenomen.

Art. 48. De directeur brengt minstens één keer per jaar een bezoek aan elk kind dat krachtens een beschermingsmaatregel buiten zijn leefomgeving wordt gehuisvest en minstens één keer per trimester, wanneer het minder dan drie jaar oud is.

Hij kan een persoon daartoe afvaardigen die bij hem verslag uitbrengt.

Art. 49. Het kind dat krachtens een beschermingsmaatregel buiten zijn leefomgeving wordt gehuisvest, krijgt zakgeld onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die door de Regering vast te stellen zijn.

Art. 50. Elke beslissing tot overdracht van een kind van een erkende residentiële dienst naar een andere wordt door de directeur genomen op grond van een omstandig verslag van de dienst en na het kind te hebben gehoord.

Een afschrift van het verslag van de dienst wordt aan de bevoegde administratie overgezonden.

Het kind wordt geïnformeerd over de redenen van de overdracht en de kenmerken van zijn nieuwe opvangmilieu.

5.3 Titel 3. — Beschermingsmaatregelen

5.3.1 Hoofdstuk 1. — Beschermingsmaatregelen die behoren tot de bevoegdheid van de jeugdrechtbank

Art. 51. Nadat de jeugdrechtbank heeft vastgesteld dat de gezondheid of de veiligheid van een kind thans ernstig wordt bedreigd en dat de betrokken personen weigeren de vrijwillige hulpverlening, die door de adviseur vooraf werd gepland, in het werk te stellen, of dit niet doen, kan hij, in voorkomend geval, op cumulatieve wijze :

1° het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten of één van hen onderwerpen aan richtlijnen of aan een begeleiding van psychologische, sociale of educatieve aard;

2° in uitzonderlijke omstandigheden beslissen dat het kind buiten zijn leefomgeving zal worden gehuisvest met het oog op zijn opvoeding of van zijn behandeling;

3° het kind, indien het meer dan zestien jaar oud is, de mogelijkheid geven om zich te gaan vestigen in een autonoom of gesuperviseerd verblijf en zich te laten inschrijven in het bevolkingsregister van de plaats van dat verblijf.

De gezondheid of de veiligheid van een kind wordt beschouwd als thans ernstig bedreigd wanneer zijn lichamelijke of geestelijke gezondheid wordt bedreigd, ofwel omdat hij gewoon of herhaaldelijk gedragingen heeft die ze werkelijk en rechtstreeks bedreigen, ofwel omdat hij het slachtoffer is van ernstige nalatigheden, mishandeling, gezagsmisbruik of seksueel misbruik die ze rechtstreeks of werkelijk bedreigen.

De beslissing van de rechtbank wordt onmiddellijk aan de directeur meegedeeld om overeenkomstig artikel 53 te worden toegepast.

Indien een door de adviseur genomen hulpverleningsmaatregel in uitvoering is, heeft ze verder uitwerking, met de toestemming van de in artikel 23 bedoelde personen, totdat de beslissing van de rechtbank door de directeur wordt uitgevoerd.

Art. 52. Bij dringende noodzakelijkheid, wanneer de lichamelijke of geestelijke gezondheid van het kind thans rechtstreeks wordt bedreigd door een ernstig gevaar, en als er geen toestemming is van de in artikel 23 bedoelde personen, kan de jeugdrechtbank tijdelijk, voor niet meer dan dertig dagen, de maatregel bedoeld in artikel 51, eerste lid, 2° nemen.

Wanneer een zaak niet op initiatief van de directeur bij de rechtbank aanhangig wordt gemaakt, vergewist het openbaar ministerie zich bij deze ervan dat de in artikel 23 bedoelde personen hun toestemming niet hebben verleend of dat het onmogelijk was om die toestemming te krijgen.

Het openbaar ministerie kan een zaak uitzonderlijk bij de rechtbank aanhangig maken, wanneer het aantoont dat de directeur niet kon worden bereikt en dat het in het belang van het kind niet mogelijk was om het optreden van de directeur af te wachten.

De beslissing van de jeugdrechtbank wordt onmiddellijk aan de directeur overgezonden om overeenkomstig artikel 53 te worden uitgevoerd.

De beslissing van de rechtbank bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de voorlopige maatregel die van toepassing zijn totdat de directeur, in voorkomend geval, andere uitvoeringsregels vaststelt of samen met de in artikel 23 bedoelde personen een andere maatregel neemt, overeenkomstig artikel 53, § 5.

Overeenkomstig artikel 53, § 5, derde lid, kan de voorlopige maatregel één keer worden verlengd met een periode van hoogstens vijfenveertig dagen.

5.3.2 Hoofdstuk 2. — Bevoegdheid van de directeur betreffende de beschermingsmaatregelen

Art. 53. § 1. De directeur stelt de nadere regels vast ter uitvoering van de maatregel die door de jeugdrechtbank krachtens artikel 51 wordt genomen, en bepaalt, in voorkomend geval, de nadere uitvoeringsregels die door de rechtbank krachtens artikel 37 of artikel 52 worden vastgesteld.

§ 2. Hij beslist, binnen de door de Regering vast te stellen perken, over de uitgaven die kunnen worden gedaan met het oog op de bescherming die met toepassing van de artikelen 37, 51 en 52 wordt verleend.

Hij reikt de verantwoordingsstukken uit aan de al dan niet erkende betrokken diensten en aan de pleegzorgers.

§ 3. Op aanvraag van het kind, een lid van zijn gezin, één van zijn leefgenoten of de algemeen afgevaardigde, interpelleert de directeur elke al dan niet erkende dienst die zich met het kind bezighoudt om hem inlichtingen te vragen over zijn optreden of zijn weigering van optreden ten gunste van dat kind.

§ 4. In het kader van de beschermingsmaatregelen die door de rechtbank worden beslist, in voorkomend geval, op cumulatieve wijze, op grond van artikel 51, kan de directeur een of meer maatregelen nemen met de toestemming van de in artikel 23 bedoelde personen. Hij kan eveneens een einde maken aan de maatregel of de maatregelen, met de toestemming van de in artikel 23 bedoelde personen, indien hij vaststelt dat de gezondheid of de veiligheid van het kind niet meer ernstig wordt bedreigd.

Indien hij de toestemming verkrijgt van de in artikel 23 bedoelde personen over de maatregel(en) die worden genomen door de rechtbank, over hun wijziging of hun einde, vraagt de directeur de homologatie van het na toestemming bereikte akkoord aan de rechtbank.

De homologatie van het na toestemming bereikte akkoord door de rechtbank maakt een einde aan de gevolgen van de rechterlijke beslissing.

De rechtbank kan de homologatie alleen weigeren als het na toestemming bereikte akkoord in strijd is met de openbare orde.

De directeur deelt het na toestemming gehomologeerde bereikte akkoord mee aan de adviseur, die, in voorkomend geval, het uitvoert. Als de maatregelen worden gecumuleerd, deelt de directeur het gehomologeerde akkoord aan de adviseur alleen mee als het over alle maatregelen betrekking heeft.

§ 5. In het kader van een voorlopige maatregel die door de rechtbank op grond van artikel 37 of artikel 52 wordt beslist, kan de directeur met de toestemming van de in artikel 23 bedoelde personen één of andere maatregelen nemen.

Indien de directeur, op het einde van de door de rechtbank besliste maatregel, niet tot een akkoord met de betrokken personen heeft kunnen komen, kan de rechtbank de voorlopige maatregelen één keer met hoogstens vijfenveertig dagen verlengen.

5.3.3 Hoofdstuk 3. — Betwisting van de beslissingen van de directeur

Art. 54. De jeugdrechtbank neemt kennis van de betwistingen betreffende de beslissingen in het kader van de uitvoering van de beslissingen van de rechtbank, die hem worden voorgelegd :

1° door een persoon die de ouderlijke macht over het kind uitoefent;

2° door een persoon die het kind in rechte of in feite huisvest;

3° door een persoon die het recht heeft persoonlijk contact met het kind te onderhouden krachtens artikel 375bis van het Burgerlijk Wetboek;

4° door het kind dat minder dan veertien jaar oud is;

5° door het kind dat minstens twaalf jaar oud is, bijgestaan door een advocaat die, in voorkomend geval, van ambtswege wordt toegekend op aanvraag van de adviseur;

6° ingeval de in 1°, 2° en 3° bedoelde personen, betreffende een kind dat minder dan twaalf jaar oud is, de zaak niet aan de rechtbank voorleggen :

a) ofwel door het kind zelf;

b) ofwel door een ad-hocvoogd die door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg wordt aangesteld op verzoek van elke betrokkene en, in voorkomend geval, door de procureur des Konings;

c) ofwel door een ad-hocvoogd, aan te stellen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg op verzoek van dezelfde personen, indien blijkt dat het minder dan twaalf jaar oude kind niet het voldoende onderscheidingsvermogen heeft om te oordelen over het vraagstuk waarop de betwisting betrekking heeft; in dit geval neemt de jeugdrechtbank geen beslissing voordat de ad-hocvoogd wordt aangesteld.

Bij de inleidende zitting, brengt de rechtbank de verzoeker op de hoogte van het feit dat deze kan vragen om het geschil door middel van de verzoening te regelen.

Op aanvraag van de verzoeker probeert de rechtbank de partijen te verzoenen.

De rechtbank onderneemt de verzoening binnen de veertien dagen na de inleidende zitting.

Indien de poging tot verzoening tot een afspraak leidt, neemt de rechtbank die afspraak in een proces-verbaal op dat door de betrokken partijen wordt ondertekend en waarvan de verzending de formule inhoudt die de afspraak uitvoerbaar verklaart.

Indien de poging tot verzoening faalt, beslecht de rechtbank de betwisting binnen de maand volgend op het proces-verbaal dat vaststelt dat geen verzoening werd bereikt.

Indien geen verzoening wordt aangevraagd, beslecht de rechtbank de betwisting binnen de maand volgend op de indiening ervan.

De beslissing van de rechtbank doet geen afbreuk aan de afsluiting en de uitvoering van een afspraak die afwijkt van de gerechtelijke beslissing, die later tussen de partijen wordt afgesloten. Die afspraak wordt aan de rechtbank meegedeeld.

6 Boek V. — Maatregelen tot bescherming van jongeren die vervolgd worden wegens een feit dat als misdrijf wordt omschreven en dat voor de leeftijd van achttien jaar wordt gepleegd

6.1 Titel 1. — Toepassingsgebied

Art. 55. De bepalingen van Boek V zijn van toepassing op elke jongere die vervolgd wordt wegens een feit dat als misdrijf wordt omschreven en dat voor de leeftijd van achttien jaar wordt gepleegd.

Ze zijn ook van toepassing op de natuurlijke en rechtspersonen die bijdragen tot de uitvoering van de maatregelen uitgaande van de gemeenschaps-of rechterlijke overheden inzake bescherming van de jongeren bedoeld bij het eerste lid.

Wanneer de jongere meer dan achttien jaar oud is op het ogenblik van het vonnis, wordt hij gelijkgesteld met een minderjarige voor de toepassing van de bepalingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de procedure.

Art. 56. De jeugdrechtbank neemt kennis van de vorderingen van het openbaar ministerie ten opzichte van de jongeren die vervolgd worden wegens een feit dat als misdrijf wordt omschreven en dat voor de leeftijd van achttien jaar wordt gepleegd.

In afwijking van het eerste lid en behoudens in geval van samenhang met de vervolgingen als gevolg van andere misdrijven dan deze die hierna vermeld worden, neemt het gerecht dat bevoegd is krachtens het gemene recht kennis van de vorderingen van het openbaar ministerie ten opzichte van jongeren die meer dan zestien jaar oud zijn op het ogenblik van de feiten, en die vervolgd worden wegens:

1° overtreding van de bepalingen van de wetten en verordening op het wegverkeer;

2° onopzettelijke verwondingen en slagen en onopzettelijk doden in de zin van het Strafwetboek, voor zover de overtreding in samenhang is met een overtreding bedoeld bij punt 1°;

3° overtreding van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Als de debatten voor het gerecht bedoeld bij het tweede lid laten blijken dat een beschermingsmaatregel aangepaster zou zijn in deze zaak, kan dat gerecht de zaak uit handen geven en de zaak naar het openbaar ministerie doorverwijzen met het oog op vorderingen voor de jeugdrechtbank, desgevallend.

6.2. Titel 2. — Rechten van jongeren, hun familie en hun leefgenoten

6.2.1. Hoofdstuk 1. — Algemene beginsels

Art. 57. Wanneer een jongere door de dienst voor hulpverlening aan de jeugd verhoord moet worden, heeft hij het recht zich te laten bijstaan door een meerderjarige van zijn keuze.

De directeur roept de advocaat van de jongere op als hij met de jongere een onderhoud moet hebben.

In het belang van de jongere, kan een apart onderhoud plaatsvinden met de jongere of de personen die hem begeleiden.

Art. 58. De jongere die zich richt tot het bevoegde bestuur, een erkende dienst, een overheidsinstelling of de algemeen afgevaardigde heeft het recht zich te laten begeleiden door de meerderjarige die hij verkiest of door een advocaat.

In het belang van de jongere, kan een afzonderlijk onderhoud plaatsvinden met de jongere of de personen die hem begeleiden.

Art. 59. De jongere, zijn gezin en zijn leefgenoten hebben het recht het bevoegde bestuur in geval van niet-naleving van hun rechten bij de zaak te betrekken, door een brief te richten aan de leidend ambtenaar. Dit bericht kan ook elektronisch toegestuurd worden.

Nochtans, wanneer de jongere aan een overheidsinstelling toevertrouwd wordt, kunnen de beslissingen die hem betreffen en die door de directeur van de overheidsinstelling worden genomen, worden betwist overeenkomstig de artikelen 79 tot 94.

6.2.2. Hoofdstuk 2. — Rechten van de jongeren ten aanzien van wie een maatregel tot verwijdering uit hun leefomgeving wordt genomen

Art. 60. § 1. Iedere jongere die verwijderd wordt uit zijn leefomgeving krachtens een beschermingsmaatregel heeft het recht met elke persoon van zijn keuze te communiceren, tenzij de jeugdrechtbank anders beslist.

§ 2. Iedere jongere die aan een erkende residentiële dienst of een overheidsinstelling toevertrouwd wordt krachtens een beschermingsmaatregel wordt vanaf zijn tenlasteneming ingelicht over zijn recht om te communiceren met zijn advocaat en met de algemene afgevaardigde.

Daartoe, nodigt de verantwoordelijke van de dienst of van de instelling de jongere uit, bij zijn opname, een document te ondertekenen waarbij hij verklaart ingelicht te zijn geweest over dit recht en geeft er hem afschrift van. Hij moet dit het werkelijke uitoefenen van dit recht aan.

§ 3. Iedere jongere die aan een erkende residentiële dienst of een overheidsinstelling toevertrouwd wordt krachtens een beschermingsmaatregel alsook de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen krijgen een afschrift van het huishoudelijk reglement van de dienst of van de instelling, bij zijn aankomst.

Art. 61. Een magistraat van de jeugdrechtbank bezoekt minstens een keer per semester elke jongere die verwijderd is uit zijn leefomgeving krachtens een beschermingsmaatregel.

Art. 62. De jongere die verwijderd is uit zijn leefomgeving krachtens een beschermingsmaatregel krijgt zakgeld mits inachtneming van de voorwaarden en de nadere regels bepaald door de Regering.

6.2.3 Hoofdstuk 3. — De rechten van de jongeren toevertrouwd aan een overheidsinstelling

6.2.3.1 Afdeling 1. — Toegang tot een overheidsinstelling

Art. 63. § 1. De toegang tot een overheidsinstelling is beperkt tot de jongeren die, vervolgd zijnde wegens een feit dat als misdrijf wordt omschreven, het voorwerp uitmaken van een gerechtelijke beslissing waarbij het onderbrengen in een overheidsinstelling als beslissing genomen wordt overeenkomstig de artikelen 122 en 124.

§ 2. De opvang in gesloten stelsel mag enkel aan een overheidsinstelling toevertrouwd worden.

De toegang tot de overheidsinstellingen met gesloten stelsel wordt beperkt tot de jongeren die, vervolgd zijnde wegens een feit dat als misdrijf wordt omschreven, het voorwerp uitmaken van een gerechtelijke beslissing waarbij uitdrukkelijk een dergelijk stelsel wordt voorgedragen.

§ 3. De overheidsinstellingen kunnen een jongere bedoeld bij paragraaf 1 niet weigeren op te nemen om een andere reden dan de afwezigheid van vrije plaatsen.

De gerechtelijke beslissing en haar tenuitvoerlegging nemen het opvoedend project van de overheidsinstelling in aanmerking.

§ 4. De Regering bepaalt de middelen die toegekend moeten worden aan de overheidsinstellingen om ze toe te laten hun opvoedkundige ambten te verwezenlijken.

6.2.3.2 Afdeling 2. — Beslissingen van de directeur van een overheidsinstelling

Art. 64. De jongere kan zich tot de directeur van de overheidsinstelling richten omtrent elke beslissing die hem persoonlijk betreft.

De directeur van de overheidsinstelling overhandigt aan de jongere zijn beslissing binnen de 48 uren van de ontvangst van de geschreven aanvraag.

Wanneer de jongere zich van het gedrag van een personeelslid klaagt, hoort de directeur van de overheidsinstelling de betrokken partijen en deelt hen zijn beslissing mede.

6.2.3.3 Afdeling 3. — Verslagen die een de rechtbanken overgezonden worden

Art. 65. Iedere jongere die toevertrouwd wordt aan een overheidsinstelling maakt het voorwerp uit van een evaluatieverslag opgesteld door het pluridisciplinaire team van de instelling die hem opvangt en overgezonden aan de jeugdrechtbank binnen de 25 dagen na de datum van het begin van de tenlasteneming.

Er wordt tevens een evaluatie- en evolutieverslag aan de rechtbank overgezonden op het einde van de periode van drie maanden, desgevallend, en ten laatste vijf dagen voor het einde van de maatregel.

De jongere en zijn advocaat krijgen een afschrift van de verslagen binnen dezelfde termijn.

6.2.3.4 Afdeling 4. — Contacten van de jongere

Art. 66. De overheidsinstelling treft alle noodzakelijke maatregelen om het behoud van de contacten van de jongere met zijn familie en leefgenoten aan te moedigen, behoudens tegengestelde beslissing van de jeugdrechtbank.

De overheidsinstelling moedigt de contacten aan van de jongere met het geheel van personen en instellingen die de jongere zouden toelaten zijn herinschakelingsproject te bewerkstelligen.

Art. 67. In afwijking van artikel 60, § 1, wanneer deze acht dat de contacten van de jongere met een bepaalde persoon schade zouden kunnen berokkenen of een risico voor de veiligheid inhouden, kan de directeur van de overheidsinstelling deze contacten verbieden of beperken totdat de beslissing van de rechtbank, die hij contacteert in dit verband, bekend is, en dit gedurende maximum drie dagen.

6.2.3.5 Afdeling 5. — Fouillering

Art. 68. § 1. Het doorzoeken van de kamer mag nooit een vernederende behandeling met zich meebrengen en moet met eerbied voor de waardigheid van de jongere gebeuren.

De directeur van de overheidsinstelling mag enkel een fouillering van de kleding, de persoonlijke zaken of het doorzoeken van de kamer door daartoe gemandateerde personeelsleden laten gebeuren als er geïndividualiseerde vermoedens zijn dat de jongere voorwerpen of substanties in zijn bezit heeft die hij niet mag hebben.

De jongere wordt vooraf geïnformeerd van de fouillering.

§ 2. Als het doorzoeken van de kamer van de jongere toelaat voorwerpen of substanties te ontdekken die hij niet mag bezitten, kunnen deze in beslag genomen worden en, tegen afgifte van een ontvangstbewijs, door de overheidsinstelling en onder haar verantwoordelijkheid behouden worden, vernietigd worden met de instemming van de jongere, aan een persoon van buiten de instelling toevertrouwd worden of aan de bevoegde overheid afgegeven worden met als doel het voorkomen of vaststellen van strafbare feiten. In dat laatste geval, informeert de overheidsinstelling de rechtbank en de advocaat van de jongere.

§ 3. Elk ander type fouillering of doorzoeken als deze bedoeld bij paragraaf 1 is verboden.

Indien er vermoedens zijn dat de jongere voorwerpen in zijn bezit heeft die hij niet mag hebben, en die niet tijdens het doorzoeken van de kamer, de fouillering van de kleding of de persoonlijke zaken werden gevonden, kan de directeur van de overheidsinstelling een beroep doen op de politiediensten, mits hij er de rechtbank en de advocaat van de jongere er op de hoogte van brengt.

6.2.3.6 Afdeling 6. — Afzonderingsmaatregel

Art. 69. § 1. Een maatregel tot afzondering in de kamer van de jongere mag enkel door de directie van een overheidsinstelling voor jeugdbescherming ten opzichte van een jongere genomen worden wanneer de jongere zijn lichamelijke veiligheid of deze van andere personen in het gedrang brengt.

De afzonderingsmaatregel geschiedt enkel in specifieke lokalen als de afzondering in de kamer van de jongere niet toelaat voor de lichamelijke veiligheid van de jongere of deze van andere personen te zorgen.

De opsluiting van de jongere in zijn kamer is enkel een afzonderingsmaatregel als deze meer dan één uur bedraagt.

§ 2. De directie van de overheidsinstelling brengt onverwijld de rechter bevoegd voor het dossier op de hoogte van de afzonderingsplaatsing van de jongere. Ze informeert tevens er zijn advocaat van.

Een afschrift van het verslag betreffende de afzonderingsmaatregel wordt aan de bevoegde administratie toegestuurd.

§ 3. De afzonderingsmaatregel wordt opgeheven zodra de toestand die ze verantwoordt een eind heeft genomen en ten laatste binnen de 72 uur na het begin van de maatregel.

De directeur van de overheidsinstelling kan de afzonderingsmaatregel niet verlengen met meer dan 24 uur zonder de toestemming van de rechter bevoegd voor het dossier van de jongere.

De directeur van de overheidsinstelling informeert schriftelijk de rechter bevoegd voor het dossier van de jongere en de advocaat van deze van het einde van de afzonderingsmaatregel.

§ 4. De jongere die het voorwerp uitmaakt van een afzonderingsmaatregel krijgt het dagelijkse bezoek van de directeur van de overheidsinstelling en van een lid van het pluridisciplinaire team.

Het personeel zorgt voor een versterkt regelmatig toezicht om de veiligheid van de jongere te waarborgen.

Wanneer de jongere het voorwerp uitmaakt van een afzonderingsmaatregel omdat hij zijn eigen lichamelijke veiligheid in het gedrang heeft gebracht, krijgt hij het bezoek van een arts binnen de kortste termijnen en ten laatste binnen de 24 uur na het begin van de maatregel.

§ 5. Er wordt voor een opvoedende begeleiding gezorgd gedurende de hele duur van de afzonderingsmaatregel.

De jongere geniet de mogelijkheid minstens één uur per dag in de open lucht door te brengen.

De afzonderingsmaatregel ontnemt de jongere geenszins het recht contact te hebben met de buitenwereld, behoudens als deze contacten opgeschort worden of het voorwerp uitmaken van een met redenen omklede beperking als gevolg van de behoeften van het behoud van orde en veiligheid.

6. 2. 3. 7 Afdeling 7. — Sancties

Art. 70. § 1. Elke sanctie draagt bij tot de finaliteit inzake opvoeding en herinschakeling van de maatregel en kan enkel individueel opgelegd worden.

De sanctie mag noch vernederend noch tergend zijn.

De afzonderingsmaatregel mag niet als sanctie bedoeld worden.

§ 2. Om de aard en de duur van de sanctie te bepalen, houdt de directeur rekening met de aard en de ernst van het wangedrag van de jongere alsook de omstandigheden en wordt een herstelgerichte aanpak bevoorrecht.

§ 3. De uitvoering van een sanctie beneemt de jongere het recht niet contacten te hebben met de buitenwereld, behoudens als deze contacten opgeschort worden of het voorwerp uitmaken van een met redenen omklede beperking als gevolg van de behoeften van het behoud van orde en veiligheid.

6.2.3.8 Afdeling 8. — Algemeen reglement van de overheidsinstellingen

Art. 71. De overheidsinstellingen worden ertoe gehouden het algemeen reglement voor de overheidsinstellingen, vastgelegd door de Regering, in acht te nemen.

Het algemeen reglement bepaalt:

- 1° de inhoud en de nadere regels voor de goedkeuring van de opvoedende projecten van de overheidsinstellingen;
- 2° de samenstelling van het pluridisciplinaire team;
- 3° de rubrieken van de verslagen aan de jeugdrechtbank;
- 4° de nadere regels voor de opvang van de jongeren waaronder de opvang, de persoonlijke bezittingen waarover de jongere in het kader van de maatregel mag beschikken, de godsdienstige en filosofische praktijk, het onderwijs, de gezondheid en hygiëne, en het zakgeld;
- 5° de nadere regels voor de contacten van de jongeren met de buitenwereld, namelijk de correspondentie, bezoekrechten en telefonische communicaties;
- 6° de voorwaarden en nadere regels voor het verlaten van de instelling;
- 7° de procedure rond de afzonderingsmaatregel en de controle erover, de lokalen en de voorwaarden waaronder ze plaats moet vinden;
- 8° de gedragingen die aanleiding kunnen geven tot een sanctie alsook de procedure rond de sanctie en de controle erover;
- 9° de nadere regels voor de verzending van informatie betreffende niet-toegelaten afwezigheden alsook de termijn binnen welke de plaats van een jongere die afwezig is zonder toelating behouden blijft;
- 10° de elementen met betrekking tot de samenwerking van de overheidsinstellingen met de administratieve en gerechtelijke overheid en het geheel van de diensten van de sector voor hulpverlening aan de jeugd;
- 11° de elementen betreffende de evaluatie, de deelneming en de vernieuwende praktijken in de overheidsinstellingen;
- 12° de nadere regels voor de evaluatie van de inachtneming van de bepalingen van het algemeen reglement van de overheidsinstellingen.

Er wordt door de Regering, in een toegankelijke taal, een document opgesteld waarin de elementen van het algemeen reglement opgenomen worden die verband houden met de rechten en de plichten van de jongere gedurende zijn plaatsing en met het verloop van de maatregel die hem opgelegd wordt.

Aan iedere jongere wordt het document afgegeven bij zijn opname in de overheidsinstelling.

6.2.3.9 Afdeling 9. — Inspectie en toezicht op de overheidsinstellingen**6.2.3.9.1 Onderafdeling 1. — Inspectie van de overheidsinstellingen**

Art. 72. De bevoegde administratie gaat na of bij de verwezenlijking het geheel van de bepalingen bepaald bij dit wetboek of krachtens dit wetboek betreffende de overheidsinstellingen in acht wordt genomen, inzonderheid door een regelmatige aanwezigheid op het terrein.

6.2.3.9.2 Onderafdeling 2. — Toezicht op de overheidsinstellingen

Art. 73. Onverminderd de toezichtopdrachten toevertrouwd aan andere overheden, wordt het toezicht op de overheidsinstellingen door een commissie ingesteld bij de algemeen afgevaardigde, genoemd "commissie van toezicht".

Art. 74. De opdrachten van de commissie van toezicht zijn de volgende:

- 1° een onafhankelijk toezicht houden op de voorwaarden van de vrijheidsbeneming van de jongeren en op de waarborging van hun rechten binnen de overheidsinstellingen;
- 2° hetzij ambtshalve, hetzij op het verzoek van de Regering of van het parlement, adviezen of aanbevelingen verlenen betreffende de voorwaarden van de vrijheidsbeneming van de jongeren en over de waarborging van hun rechten binnen de overheidsinstellingen;
- 3° voor de verzoening zorgen tussen de jongere en de directeur, bedoeld bij artikel 79 of artikel 82 en, desnoods, de jongere aanmoedigen een procedure van bezwaar in te stellen bedoeld bij de artikelen 80 tot 89;
- 4° een jaarlijks verslag van haar activiteiten opstellen, dat ze aan het parlement en aan de Regering toestuur.

De adviezen en de aanbevelingen alsook het jaarlijks verslag worden op de website van de administratie bekendgemaakt.

Art. 75. Iedere overheidsinstelling maakt het voorwerp uit van een niet-aangekondigd bezoek van een lid van de commissie van toezicht minstens een keer om de maand, inzonderheid met als doel de opdracht bedoeld bij artikel 74, eerste lid, 1°, te verwezenlijken.

Art. 76. § 1. § 1. Voor zover dit voor de uitoefening van de opdrachten noodzakelijk is, hebben de leden van de commissie van toezicht vrije toegang tot de overheidsinstellingen en hebben zij het recht om ter plaatse alle op de overheidsinstelling betrekking hebbende boeken en documenten in te zien, met inbegrip van alle stukken die individuele gegevens van de jongeren bevatten.

§ 2. De leden van de commissie van toezicht hebben het recht zonder controle briefwisseling te voeren met de jongeren en zonder toezicht met hen in contact te treden.

Art. 77. De commissie van toezicht wordt door de algemeen afgevaardigde voorgezeten.

De leden van de commissie van toezicht worden aangewezen door het parlement bij tweederde meerderheid, op de voordracht door de Regering voor de helft van de leden, voor een één keer hernieuwbare termijn van zes jaar.

Ze worden gekozen op basis van hun kennis of hun ervaring inzake vrijheidsbeneming of jeugdbescherming en van de waarborgen inzake onafhankelijkheid die ze bieden.

De commissie van toezicht bevat onder haar leden minstens een magistraat, een advocaat, een arts, en psycholoog en een criminoloog.

De commissie van toezicht kan niet meer tellen dan twee derde leden van hetzelfde geslacht.

Art. 78. De Regering bepaalt de andere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van de commissie van toezicht, met inbegrip van de onverenigbaarheden bedoeld om de onafhankelijkheid van haar leden, van de procedure van benoeming, van de nadere regels tot retributie en de met redenen omklede redenen van deze laatsten te waarborgen.

6.2.3.10 Afdeling 10. — Betwisting van beslissingen genomen ten aanzien van de jongere door de directeur van de overheidsinstelling

6.2.3.10.1 Onderafdeling 1. — Verzoening

Art. 79. De jongere die een beslissing genomen ten aanzien van hem door de directeur van de overheidsinstelling wenst te betwisten kan op elk ogenblik de commissie van toezicht verzoeken een verzoening te organiseren.

Nochtans, indien de jongere ook een bezwaar indient bij de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde overeenkomstig artikel 80, vraagt hij ten laatste de dag van de indiening van het bezwaar een verzoening te organiseren. In dat geval, vermeldt het bezwaar tevens de aanvraag om verzoening.

In het geval bedoeld bij het tweede lid, kan het proces van verzoening niet meer dan dertig dagen bedragen en informeert de commissie van toezicht de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde van de uitkomst van het verzoeningsproces zodra dit proces beëindigd wordt.

6.2.3.10.2 Onderafdeling 2. — Intern beroep

Art. 80. § 1. De jongere kan een bezwaar indienen bij de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde tegen elke beslissing genomen ten aanzien van hem door de directeur van de overheidsinstelling die hij onwettelijk, onredelijk of onjuist acht.

Het verzuim van beslissing of de weigering om een beslissing te nemen binnen de termijn bedoeld bij artikel 64 worden gelijkgesteld met de beslissingen bedoeld bij het eerste lid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk binnen de zeven dagen na de dag waarop de jongere kennis heeft genomen van de beslissing ingediend worden.

Het na deze termijn ingediende bezwaar kan echter geldig worden geacht, rekening houdend met alle omstandigheden, als blijkt dat de jongere het bezwaar zo snel mogelijk heeft ingediend met inachtneming van wat van hem redelijk vereist kan worden.

§ 3. Het bezwaar vermeldt zo nauwkeurig mogelijk de beslissing die betwist wordt alsook de redenen die ten gronde liggen aan het bezwaar.

De jongere kan voor het opstellen van het bezwaar de bijstand genieten van zijn advocaat of van een externe dienst.

Art. 81. Zodra het bezwaar ontvangen wordt, wordt er een afschrift van aan de directeur van de overheidsinstelling overgezonden.

Ten laatste binnen de 48 uren na de ontvangst van het bezwaar, deelt de directeur van de overheidsinstelling schriftelijk aan de leidend ambtenaar of aan diens afgevaardigde de inlichtingen of op- of aanmerkingen die hij nuttig acht voor de beoordeling van de gegrondheid van het bezwaar, mee.

Deze inlichtingen en op- of aanmerkingen worden onmiddellijk aan de jongere schriftelijk meegedeeld, en desgevallend, aan zijn advocaat.

Art. 82. De leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde bij wie een bezwaar ingediend wordt, kan aan de jongere en aan de directeur van de overheidsinstelling voorstellen het bezwaar door te sturen aan de commissie van toezicht ter organisatie van een verzoening.

Art. 83. Behoudens als hij acht, zonder dat een diepgaander onderzoek noodzakelijk zou zijn, dat het bezwaar klaarblijkelijk onontvankelijk is, klaarblijkelijk niet-gegrond of gegrond is, biedt de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde aan de jongere en aan de directeur van de overheidsinstelling de mogelijkheid om mondelinge bemerkingen te verwoorden betreffende het bezwaar.

De leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde kan de jongere en de directeur van de overheidsinstelling horen in afwezigheid van de ene of de andere.

De leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde kan, ambtshalve of op verzoek van de jongere of de directeur van de overheidsinstelling, mondelinge of schriftelijke informatie bij derden inwinnen.

Art. 84. De jongere en de directeur van de overheidsinstelling hebben het recht de stukken van de vordering te raadplegen, overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Regering.

Art. 85. De jongere heeft het recht zich te laten bijstaan door een advocaat of een persoon die hij zelf kiest, met uitzondering van een andere jongere opgevangen in een overheidsinstelling.

Art. 86. In afwachting van zijn beslissing, kan de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde, op verzoek van de jongere en nadat de directeur van de overheidsinstelling gehoord werd, geheel of gedeeltelijk de uitvoering van de beslissing waarop het bezwaar betrekking heeft, opschorten.

Hij houdt rekening met het risico van schade voor de jongere en de vereisten inzake veiligheid.

Hij geeft er onmiddellijk bericht van aan de jongere en de directeur van de overheidsinstelling.

Art. 87. De leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde neemt een beslissing over het bezwaar binnen de kortste termijnen en ten laatste binnen de tien werkdagen na de indiening van het bezwaar.

De verzoening aangevraagd door de jongere krachtens artikel 79 of door de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde krachtens artikel 82 schort de termijn bedoeld bij het eerste lid op.

De beslissing vermeldt de nadere regels voor de indiening van een extern beroep.

Onverwijld en gratis wordt een afschrift van de beslissing aan de directeur van de overheidsinstelling, aan de jongere, en desgevallend, aan zijn advocaat, afgegeven.

Art. 88. Het bezwaar wordt gegrond verklaard wanneer de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde acht dat de beslissing waarop ze steunt onwettelijk, onredelijk of onbillijk is.

In dat geval, vernietigt de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde, geheel of gedeeltelijk, de beslissing en neemt, desgevallend, een nieuwe beslissing die de vernietigde beslissing vervangt.

In geval van vernietiging van de beslissing, worden voor zover mogelijk de gevolgen van de vernietigde beslissing afgeschaft of in overeenstemming gebracht met de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde.

Indien de gevolgen van de genomen beslissing niet verholpen kunnen worden, nadat hij de jongere en de directeur van de overheidsinstelling gehoord heeft, bepaalt de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde of de jongere een compensatie verdient, met uitsluiting van elke geldvergoeding.

Art. 89. De Regering bepaalt de andere regels betreffende de bezwaarprocedure.

6.2.3.10.3 Onderafdeling 3. — Extern beroep

Art. 90. De jongere kan een beroep instellen tegen de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde bij een onafhankelijk beroepsorgaan, dat door de Regering ingesteld wordt en dat een beslissing neemt als laatste instantie.

Het beroep wordt schriftelijk ingediend binnen de zeven dagen na de dag van de ontvangst van het afschrift van de beslissing bedoeld bij artikel 87, vierde lid, en vermeldt zo nauwkeurig mogelijk zijn redenen.

Art. 91. De artikelen 81, 83, 84, 85, 86 en 88 zijn van overeenkomstige toepassing op het beroep tegen de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde.

Art. 92. Het beroepsorgaan beslist binnen de beste termijn en ten laatste binnen de tien werkdagen na de indiening van het beroep.

Onverwijld en gratis wordt een afschrift van de beslissing aan de directeur van de overheidsinstelling, aan de jongere, en desgevallend, aan zijn advocaat, afgegeven.

Art. 93. De leden van het beroepsorgaan worden benoemd door het parlement bij een tweederde meerderheid, op de voordracht van de Regering voor de helft van de leden, voor een een keer hernieuwbare termijn van zes jaar.

Ze worden gekozen op basis van hun kennis of hun ervaring inzake vrijheidsbeneming of jeugdbescherming en van de waarborgen inzake onafhankelijkheid die ze bieden.

Het beroepsorgaan wordt voorgezeten door een werkend lid van de zittende magistratuur, dat ervaring geniet inzake jeugdbescherming.

Art. 94. De Regering bepaalt de andere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van de commissie van toezicht, met inachtneming van de onverenigbaarheden bedoeld om de onafhankelijkheid van haar leden, van de procedure van benoeming, van de nadere regels tot retributie en de met redenen omklede redenen van deze laatsten te waarborgen.

6.3. Titel 3. — Herstelgericht aanbod en maatregelen die onder de bevoegdheid van het openbaar ministerie ressorteren

6.3.1 Hoofdstuk 1. — Waarschuwingsbrief en herinnering aan de wet

Art. 95. Het openbaar ministerie kan de jongere die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd een waarschuwingsbrief toesturen waarin het vermeldt van de feiten kennis te hebben genomen, dat het acht dat deze feiten hem ten laste worden gelegd en dat het besloten heeft het dossier zonder gevolg te rangschikken.

Een afschrift van de waarschuwingsbrief wordt aan de personen overgezonden die het ouderlijk gezag uitoefenen ten aanzien van de jongere of aan de personen die hem in rechte of in feite opvangen.

Art. 96. Het openbaar ministerie kan de jongere die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd en de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, oproepen en hun kennis geven van een herinnering aan de wet en aan de mogelijke gevolgen van een als misdrijf omschreven feit.

Aan de personen die hem in rechte of in feite opvangen wordt een afschrift van de oproepingsbrief gestuurd.

6.3.2 Hoofdstuk 2. — Herstelgericht bemiddelingsaanbod

Art. 97. § 1. De bemiddeling laat de jongere toe die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen ten aanzien van de jongere of de personen die hem in rechte of in feite dak verlenen alsook het slachtoffer te bedenken, samen en met de hulp van een neutrale bemiddelaar, welke mogelijkheden er bestaan om de gevolgen, hetzij inzake relaties en materieelgericht, van het als misdrijf omschreven feit te verhelpen.

Een bemiddeling kan enkel ingesteld worden als de personen die eraan deelnemen ermee uitdrukkelijk en zonder voorbehoud akkoord gaan gedurende het hele proces.

Wanneer het slachtoffer bekend is, op zijn aanvraag of op aanvraag van de jongere of indien het openbaar ministerie het nuttig acht, stelt het openbaar ministerie, schriftelijk, aan de personen bedoeld bij het eerste lid voor aan een bemiddeling deel te nemen.

§ 2. Het openbaar ministerie informeert de jongere en de andere personen betrokken bij het voorstel tot bemiddeling ervan dat ze zich kunnen laten bijstaan door een advocaat op elk ogenblik.

§ 3. Het openbaar ministerie wijst de erkende dienst aan die belast wordt met de bemiddeling en stuurt een afschrift van de geschreven voorstellen aan de gekozen dienst.

Als de betrokken personen geen contact opnemen, binnen de acht werkdagen van de ontvangst van de geschreven voorstellen van het openbaar ministerie, met de gekozen dienst, neemt deze contact met ze, en dit door alle middelen.

Binnen de twee maanden dat de dienst gekozen wordt, stelt deze laatste een beknopt verslag op betreffende de vorderingsstaat van de bemiddeling.

§ 4. Als de bemiddeling tot een akkoord leidt, wordt het door de jongere, de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen alsook door het slachtoffer ondertekend.

Als het akkoord bepalingen bevat betreffende de vergoeding van het slachtoffer, wordt het ondertekend in aanwezigheid van de advocaten van de ondertekenaars.

Het akkoord wordt door het openbaar ministerie goedgekeurd.

Het openbaar ministerie kan de inhoud van het akkoord niet wijzigen en kan niet weigeren het akkoord goed te keuren behoudens als het tegen de openbare orde indruist.

De gekozen dienst stelt een verslag op over de uitvoering van het akkoord en stuurt het aan het openbaar ministerie.

Dit verslag wordt bij het proceduredossier toegevoegd.

Wanneer de jongere het bemiddelingsakkoord uitgevoerd heeft volgens de nadere regels die bepaald werden, stelt het openbaar ministerie een proces-verbaal op, en indien de bemiddeling op zijn initiatief werd voorgesteld, stelt het een einde aan de openbare vordering.

Er wordt een afschrift van het proces-verbaal overhandigd zowel aan de jongere, de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, het slachtoffer, de gemachtigde dienst en, desgevallend, aan de advocaat van de jongere. Als dat niet kon gebeuren, wordt het afschrift van het proces-verbaal langs de post gestuurd.

§ 5. Indien de bemiddeling niet tot een akkoord leidt, kunnen noch de erkenning van de materialiteit van het als misdrijf omschreven feit, noch het verloop noch het resultaat van de bemiddeling benuttigd worden door de gerechtelijke overheid of elke andere persoon ten nadele van de jongere.

§ 6. De documenten opgesteld en de communicaties gevoerd in het kader van een optreden van de dienst bevoegd voor de bemiddeling blijven vertrouwelijk, met uitzondering van wat de partijen aanvaarden ter kennis te brengen van de gerechtelijke overheid. Ze kunnen noch gebruikt worden in een strafrechtelijke, burgerlijke, administratieve of arbitrale procedure of in elke andere procedure om betwistingen op te lossen, noch gebruikt worden als bewijs, noch als extra-rechterlijke bekentenis.

§ 7. Indien het openbaar ministerie geen bemiddeling wenst, omkleedt het specifiek met redenen zijn beslissing in verband daarmee. De afwezigheid van een dergelijke motivering brengt de nietigverklaring van het aanhangig maken bij de jeugdrechtbank met zich mee.

6. 4 Titel 4. — Herstelgericht aanbod en maatregelen die verband houden met de bevoegdheid van de jeugdrechtbank

6. 4. 1 Hoofdstuk 1. — Factoren die in aanmerking moeten worden genomen en voorafgaandelijk onderzoek

Art. 98. Om een herstelgericht aanbod aan de jongere voor te stellen of een maatregel ten aanzien van de jongere voor te dragen, houdt de jeugdrechtbank rekening met de volgende factoren:

- 1° het belang van de jongere;
- 2° zijn persoonlijkheid en zijn maturiteitsgraad;
- 3° zijn leefomgeving;
- 4° de ernst van de feiten, hun herhaling en hun anciënniteit, de omstandigheden waarin welke de feiten gebeurden, de schade en de gevolgen voor het slachtoffer;
- 5° de maatregelen die vooraf genomen werden ten aanzien van de jongere en zijn gedrag gedurende de uitvoering van deze;
- 6° de openbare veiligheid.

De beschikbaarheid van de middelen inzake opvoeding en behandeling en andere bronnen zoals voorgenomen, wordt ook in aanmerking genomen.

Art. 99. De jeugdrechtbank verricht al het nuttig onderzoek om de persoonlijkheid te kennen van de jongere en zijn leefomgeving, zijn belang te bepalen en de middelen aangepast aan zijn sociale herinschakeling en aan zijn opvoeding of aan zijn behandeling.

Hij kan aan de dienst voor jeugdbescherming, via de directeur, vragen een sociale studie te verwezenlijken, behoudens wanneer de jongere aan een overheidsinstelling wordt toevertrouwd.

Hij kan ook de jongere een medisch-psychologisch onderzoek of een medisch onderzoek laten ondergaan.

Wanneer de rechtbank een sociale studie laat gebeuren, kan hij, behoudens gevallen van hoogdringendheid, enkel zijn beslissing nemen of wijzigen na kennis van deze studie te hebben genomen, behoudens als deze studie hem niet toekomt binnen de 45 dagen.

De Regering bepaalt de rubrieken van de sociale studie.

Art. 100. Wanneer de jeugdrechtbank zich voorneemt een maatregel te treffen waarbij het optreden van een openbare of erkende dienst betrokken wordt, raadpleegt hij de bevoegde administratie die hem inlicht over de mogelijkheden inzake opvang en hem raadt geeft wat betreft het aangepaste type opvang.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de raadpleging bedoeld bij het eerste lid en de nadere regels voor de communicatie van de openbare en erkende diensten met de bevoegde administratie.

6. 4. 2 Hoofdstuk 2. — Herstelgericht aanbod en voorlopige maatregelen

Art. 101. § 1. Gedurende de voorbereidingsperiode, d.w.z. vanaf het ogenblik waarop de zaak bij de rechtbank aanhangig wordt gemaakt tot de beslissing ten gronde, kan deze jeugdrechtbank, als bewaring of onderzoek:

- 1° de jongere, via de directeur, aan het toezicht van de dienst voor jeugdbescherming onderwerpen;
- 2° de jongere opleggen een prestatieverlening van algemeen belang in verband met zijn leeftijd en zijn vermogen, van maximum dertig uur, te verrichten georganiseerd door een erkende dienst;
- 3° de jongere een begeleiding of een gespecialiseerde begeleiding met het oog op observatie, ingesteld krachtens artikel 120, eerste lid, 1°, 3° en 4° opleggen;
- 4° de jongere voorwaarden opleggen opdat hij in zijn leefomgeving zou kunnen blijven, overeenkomstig artikel 121;
- 5° de jongere verwijderen uit zijn leefomgeving, mits inachtneming van de hiërarchie bedoeld bij artikel 122.

De maatregelen bedoeld bij de punten 1° en 4° van het eerste lid krijgen de voorrang op de maatregel tot verwijdering uit de leefomgeving.

Geen voorlopige maatregel kan genomen worden om een rechtstreekse sanctie te vermijden.

Een voorlopige maatregel kan enkel genomen worden als er geen ander middel bestaat om het doel te verwezenlijken en voor de kortst mogelijke duur.

De rechtbank bepaalt de duur van iedere voorlopige maatregel die hij treft.

Wanneer hij een voorlopige maatregel treft, houdt hij rekening met de factoren bedoeld bij artikel 98.

§ 2. De prestatieverlening in het algemeen belang kan enkel opgelegd worden als het doel is de verwezenlijking van het onderzoek bedoeld bij artikel 99 te bewerkstelligen.

§ 3. Tijdens de voorbereidingsfase kan de rechtbank een herstelgericht aanbod voorstellen overeenkomstig de artikelen 115 tot 117 en de haalbaarheid van een schriftelijk project voorgedragen door de jongere overeenkomstig artikel 118 onderzoeken.

§ 4. Zijn enkel van toepassing op de jongeren van minder dan twaalf jaar op het ogenblik van het begaan van de feiten, de voorlopige maatregelen tot toezicht, begeleiding en gespecialiseerde begeleiding.

§ 5. De rechtbank kan, zelfs als de vordering van het openbaar ministerie na de datum gebeurt waarop de jongere de leeftijd van 18 jaar bereikt heeft, voorlopige maatregelen nemen of behouden totdat de jongere de leeftijd van twintig jaar heeft bereikt, onverminderd artikel 103.

Art. 102. Wanneer de jeugdrechtbank een voorlopige maatregel neemt, kan hij voor de behoeften van de informatie of van het onderzoek, de jongere verbieden in alle vrijheid te communiceren met de personen die bij hun naam genoemd worden ander dan zijn advocaat, voor een periode van maximum dertig dagen, die een keer vernieuwd kan worden.

Art. 103. De duur van de voorbereidingsfase kan niet negen maanden overschrijden.

Bij het verstrijken van de termijn bepaald bij het eerste lid, houden de voorlopige maatregelen van rechtswege op uitwerking te hebben.

De voorbereidingsfase kan uitzonderlijk verlengd worden voor een periode van drie maanden, die hernieuwd kan worden, indien deze verlenging noodzakelijk is om de als misdrijf omschreven feiten te bepalen of om de persoonlijkheid te leren kennen van de jongere en de leden van zijn leefomgeving.

In het kader van de verlenging bedoeld bij het derde lid, kunnen de voorlopige maatregelen genomen of behouden worden als ernstige en uitzonderlijke omstandigheden in verband met de vereisten van de openbare veiligheid het vergen.

De rechtbank kleedt specifiek zijn beslissing met redenen om, om de voorbereidingsfase te verlengen alsook zijn beslissing om voorlopige maatregelen te treffen of te behouden in het kader van de verlenging in verband met de voorwaarden bepaald bij lid drie en vier.

Wanneer een beroep ingesteld wordt tegen een beslissing genomen in het kader van de voorbereidingsfase, worden de termijnen bedoeld bij lid 1 en 3 opgeschort vanaf de dag van de indiening van het beroep tot de dag van het arrest verleend door de beroepsinstantie. De duur van deze opschorting kan niet twee maanden overschrijden.

Art. 104. Vanaf de mededeling van het dossier, beschikt het openbaar ministerie over een termijn van twee maanden om de jongere voor de rechtbank te laten verschijnen of hem van zijn beslissing de zaak zonder gevolg te laten, kennis te geven.

Art. 105. De opvang in een overheidsinstelling met gesloten stelsel kan enkel als voorlopige maatregel uitgesproken worden als aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

1° de jongere heeft een gedrag dat gevaarlijk is voor hemzelf of andere personen;

2° er bestaan ernstige redenen om te vrezen dat de jongere, indien hij vrijgelaten zou worden, nieuwe als misdrijf omschreven feiten zou plegen, zich aan de actie van de justitie zou onttrekken, proberen zou bewijzen te doen verdwijnen of collusie zou plegen met derden.

De duur van deze voorlopige maatregel kan niet drie maanden overschrijden.

Daarenboven, kan de rechtbank, om gelijkaardige redenen en voor dezelfde duur, de jongere verbieden uit de instelling uit te gaan.

Deze maatregelen kunnen van maand tot maand verlengd worden, indien ernstige en uitzonderlijke redenen in verband met de vereisten van de openbare veiligheid het behoud van deze maatregelen vereisen, op basis van het verslag opgesteld door de instelling krachtens artikel 65, tweede lid. De jongere wordt voorafgaandelijk gehoord.

In geval van beroep, bij het verstrijken van een termijn vijftien werkdagen vanaf de dag van de beroepsakte, houdt de voorlopige maatregel van rechtswege op uitwerking te hebben.

Art. 106. Bij de onderzoeksrechter wordt op vordering van het openbaar ministerie de zaak aanhangig gemaakt of wordt een zaak van ambtswege aanhangig gemaakt in geval van heterdaad als er uitzonderlijke omstandigheden zijn en in geval van volstreekte noodzakelijkheid.

Indien dit dringend is, kan de onderzoeksrechter voorlopige maatregelen treffen overeenkomstig de artikelen 101 tot 105.

In dat geval, deelt hij zijn beslissing onmiddellijk mede, schriftelijk, aan de rechtbank, die dientengevolge zijn bevoegdheid uitoefent en een beslissing neemt binnen de twee werkdagen.

Het openbaar ministerie kan bij de rechtbank een vordering aanhangig maken met als doel de uithandengeving bedoeld bij artikel 125 zelfs als het onderzoek niet voltooid is. De rechtbank beslist volgens de staat van de procedure.

Art. 107. De beroepsinstantie kan voorlopige maatregelen nemen bedoeld bij artikel 101, binnen de perken bepaald bij artikel 103.

De voorafgaandelijk door de rechtbank genomen voorlopige maatregelen worden behouden zolang ze niet gewijzigd worden door de beroepsinstantie, binnen de perken bedoeld bij artikel 103.

6. 4. 3 Hoofdstuk 3. — Herstelgericht aanbod en maatregelen ten gronde

Art. 108. De jeugdrechtbank, als hij ten gronde beslist, geeft de voorkeur aan een herstelgericht aanbod en onderzoekt daarna de haalbaarheid van een geschreven project dat door de jongere voorgedragen zou worden.

Indien het herstelgericht aanbod en het geschreven project onverwezenlijkbaar of onaangepast blijken of indien het herstelgericht aanbod onvoldoende blijkt, kan, bij wijze van opvoedingsmaatregel, de rechtbank:

- 1° de jongere berispen;
- 2° de jongere, via de directeur, aan het toezicht van de dienst voor jeugdbescherming onderwerpen;
- 3° hem opleggen een opvoedingsprestatie in het algemeen belang uit te voeren in verband met zijn leeftijd en zijn vermogen, van 150 uur maximum, georganiseerd door een erkende dienst;
- 4° de jongere onderwerpen aan een begeleiding of een gespecialiseerde begeleiding, overeenkomstig artikel 120;
- 5° de jongere voorwaarden opleggen opdat hij in zijn leefomgeving zou kunnen blijven, overeenkomstig artikel 121;
- 6° de jongere verwijderen uit zijn leefomgeving, mits inachtneming van de hiërarchie bedoeld bij artikel 122.

De maatregelen bedoeld bij de punten 1° tot 5° van het tweede lid krijgen de voorrang op de maatregelen tot verwijdering uit zijn leefomgeving.

Art. 109. Enkel de berisping is van toepassing op de jongeren die minder dan twaalf jaar oud zijn op het ogenblik van het plegen van de feiten.

In afwezigheid van aangepaste maatregelen voor een jongere van minder dan twaalf jaar, wordt de zaak door de rechtbank naar het openbaar ministerie doorverwezen, waarbij dit laatste de aandacht van de adviseur of van de directeur als de zaak bij deze reeds aanhangig werd gemaakt op basis van artikel 53, § 1, op de individuele toestand van de jongere kan vestigen.

Art. 110. § 1. De rechtbank bepaalt de duur van iedere maatregel die hij ten gronde treft, met uitzondering van de berisping.

§ 2. De maatregelen nemen hun einde wanneer de jongere de leeftijd van 18 jaar bereikt.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, op vordering van het openbaar ministerie, in geval van permanent wangedrag of van gedrag dat gevaarlijk is voor de jongere, kan de rechtbank deze maatregelen ten gronde verlengen voor een bepaalde duur van niet langer dan tot de dag waarop de jongere de leeftijd van twintig jaar bereikt. In dat geval, wordt de vordering bij de rechtbank aanhangig gemaakt binnen de drie maanden voor de dag waarop de jongere de leeftijd van 18 bereikt.

§ 4. In afwijking van paragraaf 2, wanneer het als misdrijf omschreven feit na de leeftijd van zestien jaar gepleegd werd, kan de rechtbank maatregelen ten gronde nemen of behouden voor een bepaalde duur die niet de dag overschrijdt waarop de jongere de leeftijd van twintig jaar bereikt.

6. 4. 4 Hoofdstuk 4. — Bepalingen die de voorlopige maatregelen en maatregelen ten gronde gemeen zijn

6. 4. 4. 1 Afdeling 1. — Regelen inzake cumulatie van maatregelen

Art. 111. De rechtbank kan meerdere maatregelen cumuleren, onder voorbehoud van de volgende beperkingen:

- 1° de berisping kan niet gecumuleerd worden met andere maatregelen;
- 2° het geschreven project mag niet gecumuleerd worden met een herstelgericht aanbod.

Het herstelgerichte aanbod wordt voorgesteld voorafgaandelijk aan het onderzoek van de haalbaarheid van een geschreven project en kan niet meer voorgesteld worden na de goedkeuring van een geschreven project.

6. 4. 4. 2 Afdeling 2. — Verplichtingen inzake bijzondere motivering

Art. 112. De rechtbank kleedt specifiek zijn beslissing met redenen om in verband met de factoren bedoeld bij artikel 98 en van de hiërarchie bepaald bij de artikelen 101, § 1, tweede lid, 108 en 122.

In geval van cumulatie van maatregelen, kleedt de rechtbank specifiek zijn beslissing in dat verband met redenen om.

6. 4. 4. 3 Afdeling 3. — Wijziging van maatregelen

Art. 113. § 1. De rechtbank kan, op elk ogenblik, de maatregel intrekken of wijzigen, ofwel van ambtswege ofwel op initiatief van het openbaar ministerie of van de directeur van de instelling waaraan de jongere toevertrouwd is.

§ 2. Bij de rechtbank kan de zaak aanhangig worden gemaakt door de jongere, de personen die ten aanzien van de jongere het ouderlijk gezag uitoefenen of de personen die hem in rechte of in feite opvangen, na het verstrijken van een termijn van zes maanden vanaf de dag van het vonnis.

De verzoeker kan niet een nieuw verzoek indienen betreffende hetzelfde onderwerp mits voorafgaande afloop van een verstrijksperiode van zes maanden vanaf de dag van de laatste beslissing tot verwerping van zijn verzoek.

In het geval bepaald bij artikel 117, § 1, zesde lid, is de eerste wachtermijn niet van toepassing.

§ 3. De jongere, de personen die ten aanzien van de jongere het ouderlijk gezag uitoefenen of de personen die hem in rechte of in feite opvangen, kunnen aan de rechtbank vragen, door middel van een met redenen omkleed verzoek, de voorlopige maatregel bedoeld bij artikel 105 in te trekken of te wijzigen na het verstrijken van een termijn van één maand vanaf de dag van het vonnis.

De rechtbank hoort de jongere, de personen die het ouderlijke gezag uitoefenen en, desgevallend, de personen die hem opvangen alsook het openbaar ministerie als het erom verzoekt.

De verzoeker kan geen nieuwe aanvraag indienen betreffende hetzelfde onderwerp voor het verstrijken van een termijn van één maand vanaf de dag van de laatste beslissing tot verwerping van zijn verzoek.

§ 4. Iedere maatregel ten gronde, met uitzondering van de berisping en de maatregel tot verwijdering uit zijn leefomgeving, wordt opnieuw onderzocht om bevestigd, ingetrokken of gewijzigd te worden voor het verstrijken van een termijn van één jaar vanaf de dag van het vonnis.

Iedere maatregel tot verwijdering uit zijn leefomgeving ten gronde, wordt opnieuw onderzocht om bevestigd, ingetrokken of gewijzigd te worden voor het verstrijken van een termijn van zes maanden vanaf de dag van het vonnis.

§ 5. Wanneer de directeur van de inrichting waaraan de jongere toevertrouwd werd voor zijn behandeling aan de rechtbank vraagt om de maatregel te bevestigen, in te trekken of te wijzigen, zendt hij aan het openbaar ministerie een ter zake omslachtig pedopsychiatrisch verslag over.

6. 4. 4 Afdeling 4. — Mededeling van de beslissingen

Art. 114. De rechtbank deelt onmiddellijk aan de dienst voor jeugdbescherming, door toedoen van de directeur, elke beslissing mede waarbij hij een of meerdere maatregelen neemt.

Desgevallend, stelt de directeur een persoon ter beschikking van de jeugdrechtbank, die deel uitmaakt van de sociale afdeling van de dienst voor jeugdbescherming, om voor de uitvoering van de beslissing van de rechtbank te zorgen.

6. 4. 5 Hoofdstuk 5. — Herstelgericht aanbod, schriftelijk project en andere beschermingsmaatregelen

6. 4. 5.1 Afdeling 1. — Herstelgericht aanbod

Art. 115. § 1. De bemiddeling laat de jongere toe die verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd of die een als misdrijf omschreven feit heeft begaan, de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, de personen die hem opvangen in rechte of in feite alsook het slachtoffer, samen en met de hulp van een neutrale bemiddelaar, de mogelijkheden te overwegen die bestaan om de gevolgen, namelijk persoonlijk of materieel, van het als misdrijf omschreven feit, degelijk te bedwingen.

Het hersteloverleg in groep laat de jongere toe die verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd of die een als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd, hun sociale leefgenoten alsook alle nuttige personen, in groep en met de hulp van een neutrale bemiddelaar, in overleg ontwikkeld oplossingen te bedenken over de manier het conflict te beheersen dat voortvloeit uit het als misdrijf omschreven feit, inzonderheid rekening houdend met de relatie- en materiële gevolgen van dit feit.

§ 2. Een herstelgericht aanbod kan enkel in uitvoering worden gebracht indien de personen die eraan deelnemen er uitdrukkelijk en zonder voorbehoud mee akkoord gaan, en dit gedurende de hele bemiddeling of het heel groephersteloverleg.

§ 3. Wanneer het slachtoffer bekend is, op zijn aanvraag of op aanvraag van de jongere of indien de rechtbank het nuttig acht, stelt deze laatste, schriftelijk aan de personen bedoeld bij de eerste paragraaf voor aan een bemiddeling of een groepshersteloverleg deel te nemen.

De voorstellen bedoeld bij het eerste lid kunnen aan de betrokken personen op elk ogenblik van de procedure toegestuurd worden.

Art. 116. § 1. De jeugdrechtbank stelt de erkende dienst aan die belast wordt met de organisatie van het herstelgericht aanbod en stuurt een afschrift van zijn schriftelijke voorstellen aan de aangestelde dienst.

§ 2. Als de betrokken personen geen contact opnemen, binnen de acht werkdagen van de ontvangst van de geschreven voorstellen van de rechtbank, met de gekozen dienst, neemt deze laatste contact met ze, en dit door alle middelen.

§ 3. In geval van bemiddeling, kan de gekozen dienst, mits instemming van de betrokken personen, andere personen bij de bemiddeling betrekken die daarbij direct belang hebben.

In geval van groepshersteloverleg, neemt de gekozen dienst, in overleg met de betrokken personen, contact op met de personen uit de leefomgeving van de jongere en met alle andere nuttig geachte personen.

Art. 117. § 1. Als het herstelgerichte aanbod tot een akkoord leidt, wordt het door de jongere, de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen alsook door het slachtoffer ondertekend en gevoegd bij het rechterlijke dossier.

Als het akkoord bepalingen bevat betreffende de vergoeding van het slachtoffer, wordt het ondertekend in aanwezigheid van de advocaten van de ondertekenaars.

In geval van groepshersteloverleg, wordt een intentieverklaring van de jongere ook ingevoegd. Erin legt hij de concrete stappen die hij zal ondernemen om de relatie- en materiële schaden te herstellen alsook om de schade geleden door de gemeenschap en om andere feiten in de toekomst te vermijden.

Het akkoord wordt door de rechtbank gehomologeerd. Deze laatste kan de inhoud van het akkoord niet wijzigen en kan niet weigeren het akkoord goed te keuren behoudens als het tegen de openbare orde indruist.

De voor het herstelgerichte aanbod gekozen dienst stelt een verslag op over de uitvoering van het akkoord en stuurt het aan de jeugdrechtbank.

Indien de uitvoering van het akkoord volgens de bepaalde nadere regels geschiedt voordat de zaak voor de rechtbank wordt gebracht, houdt de rechtbank rekening met dit akkoord en van zijn uitvoering.

Indien de uitvoering van het akkoord volgens de bepaalde nadere regels na het vonnis plaats vindt, kan de zaak bij de jeugdrechtbank op basis van artikel 113 aanhangig gemaakt worden met als doel het verlichten of intrekken van de maatregel(en) ten gronde.

§ 2. Indien het herstelgericht aanbod niet tot een akkoord leidt, kunnen noch de erkenning van de materialiteit van het als misdrijf omschreven feit, noch het verloop noch het resultaat van de bemiddeling benuttigd worden door de gerechtelijke overheid of elke andere persoon ten nadele van de jongere.

De gekozen dienst stelt een beknopt verslag op over het verloop van het herstelgericht aanbod en over de afloop ervan.

Dit verslag wordt om advies aan de betrokken personen voorgelegd en bij het gerechtelijke dossier gevoegd.

§ 3. De documenten opgesteld en de communicaties gevoerd in het kader van een optreden van de dienst bevoegd voor het herstelgerichte aanbod blijven vertrouwelijk, met uitzondering van wat de partijen aanvaarden ter kennis te brengen van de gemeenschaps- en gerechtelijke overheden. Ze kunnen noch gebruikt worden in een strafrechtelijke, burgerlijke, administratieve of arbitrale procedure of in elke andere procedure om betwistingen op te lossen, noch gebruikt worden als bewijs, noch als extra-rechterlijke bekentenis.

6. 4. 5. 2 Afdeling 2. — Schriftelijk project

Art. 118. Vanaf het begin van de procedure, informeert de rechtbank de jongere van de mogelijkheid om een schriftelijk project voor te stellen betreffende inzonderheid één of meerdere van de volgende verbintenissen:

- 1° schriftelijke of mondelinge excuses aanbieden;
- 2° zelf de veroorzaakte schade in natura herstellen, indien deze beperkt blijven, of bezoldigde arbeid verrichten met als doel de schadeloosstelling van het slachtoffer;
- 3° aan een herstelgericht aanbod deelnemen zoals bedoeld bij de artikelen 115 tot 117;
- 4° aan een programma voor een schoolherinschakeling deelnemen;
- 5° aan specifieke activiteiten deelnemen in het kader van een leer- en vormingsproject, naar rata van maximum 45 uur prestatie;
- 6° zich aan de gespecialiseerde begeleiding van een centrum voor geestelijke gezondheid, een beroepsmens of een dienst voor psycho-medisch sociale begeleiding, onderwerpen of er een ambulante behandeling volgen;
- 7° zich bij een erkende dienst aanmelden.

Het geschreven project wordt ten laatste de dag van de verschijning ten gronde ingediend.

Indien de rechtbank het project goedkeurt, vertrouwt hij het toezicht erop aan de dienst voor jeugdbescherming, via de directeur, en licht de jongere van de mogelijke gevolgen van de niet-uitvoering van zijn verbintenissen in;

De dienst voor jeugdbescherming, via de directeur, informeert regelmatig de rechtbank over de uitvoering en de naleving van zijn verbintenissen door de jongere.

Indien het project niet uitgevoerd werd of onvoldoend uitgevoerd werd, kan de rechtbank een andere maatregel nemen tijdens een latere verschijning.

6. 4. 5. 3 Afdeling 3. — Toezicht

Art. 119. Wanneer de rechtbank de jongere aan het toezicht van de dienst voor jeugdbescherming toevertrouwt, bepaalt hij nauwkeurig de redenen erom.

De dienst voor jeugdbescherming, via de directeur, informeert regelmatig de rechtbank over de uitvoering van de maatregel.

6. 4. 5. 4 Afdeling 4. — Begeleiding en gespecialiseerde begeleiding

Art. 120. Wanneer de rechtbank beslist een jongere een begeleiding of een gespecialiseerde begeleiding te laten volgen, kan hij:

- 1° hem onder een intensieve educatieve begeleiding plaatsen volgens de door de Regering gestelde voorwaarden;
- 2° hem onder een postinstitutionele begeleiding plaatsen volgens de door de Regering gestelde voorwaarden;
- 3° hem opleggen zich te onderwerpen aan de gespecialiseerde begeleiding van psychologische, sociale of opvoedende aard van een erkende gezinsbegeleiding;
- 4° hem opleggen zich te onderwerpen aan de gespecialiseerde begeleiding van een centrum voor geestelijke gezondheid, een beroepsmens of een erkende psycho-medisch-sociale dienst, op basis van een gedetailleerd medisch of psychologisch verslag, na een onderzoek van maximum veertien dagen, waarbij de therapeutische noodzakelijkheid van de specifieke begeleiding wordt vastgesteld;
- 5° hem opleggen aan één of meerdere opleidingsmodules of sensibiliseringsmodules deel te nemen in verband met de gevolgen van de gepleegde handelingen en hun impact op slachtoffers, georganiseerd door een erkende dienst;
- 6° hem opleggen aan één of meerdere omkaderde sport-, maatschappelijke of cultuuractiviteiten deel te nemen;
- 7° hem opleggen regelmatig een schoolinrichting voor gewoon of gespecialiseerd onderwijs te bezoeken.

De rechtbank kan bepalen dat de uitvoering van de maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding een voorwaarde is om de jongere in zijn leefomgeving te laten.

6. 4. 5. 5 Afdeling 5. — Voorwaardelijk voortgezet verblijf in de leefomgeving

Art. 121. Wanneer de rechtbank beslist de jongere aan bepaalde voorwaarden te onderwerpen opdat hij in zijn leefomgeving zou kunnen blijven, kan hij hem de volgende voorwaarden opleggen, desgevallend cumulatief:

- 1° niet omgaan met bepaalde personen of niet komen op bepaalde plaatsen die een band hebben met het als misdrijf omschreven feit dat werd begaan, gedurende een bepaalde periode;
- 2° een of meer bepaalde bezigheden niet uitoefenen, gelet op de specifieke omstandigheden, gedurende een bepaalde periode;
- 3° het naleven van het uitgaansverbod waarvan de duur niet meer dan drie maanden mag bestrijken en waarvan de nadere regels worden gespecificeerd;
- 4° andere voorwaarden of specifieke verbodsmaatregelen die de rechtbank bepaalt, in acht nemen, waarvan de duur en de nadere regels bepaald worden.

De rechtbank kan het toezicht op de inachtneming van deze voorwaarden aan de dienst voor jeugdbescherming, via de directeur, toevertrouwen.

De rechtbank kan aan een politiedienst het toezicht op de uitvoering van het verbod met bepaalde personen om te gaan of op bepaalde plaatsen te komen en het uitgaansverbod, toevertrouwen. Indien de dienst voor jeugdbescherming ook in de uitvoering optreedt van de beslissing van de rechtbank, licht deze hem regelmatig in over de resultaten van dit toezicht.

6. 4. 5. 6 Afdeling 6. — Verwijdering uit de leefomgeving

Art. 122. Wanneer de rechtbank beslist de jongere uit zijn leefomgeving te verwijderen, neemt hij zich voor hem in de volgende volgorde van voorrang toe te vertrouwen:

- 1° aan een lid van zijn gezin of aan een van zijn leefgenoten;
- 2° aan een pleegzorger die noch een familielid noch een leefgenoot is;
- 3° aan een aangepaste instelling met het oog op zijn opvoeding of zijn behandeling;
- 4° aan een overheidsinstelling.

De jongere kan niet aan een overheidsinstelling toevertrouwd worden als hij aan een mentale handicap of een mentale stoornis lijdt die door een gedetailleerd medisch verslag vastgesteld wordt.

De opname in een overheidsinstelling met open stelstel krijgt de voorrang ten opzichte van de opname in een overheidsinstelling met gesloten stelstel.

Overeenkomstig artikel 111, kan een maatregel tot verwijdering uit zijn leefomgeving gecumuleerd worden met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding.

Art. 123. De rechtbank kan de jongere enkel aan een aangepaste instelling toevertrouwen met het oog op zijn behandeling op basis van een gedetailleerd pedopsychiatrisch verslag, waarbij vastgesteld wordt, na een onderzoek dat maximum veertien dagen oud is, dat deze maatregel therapeutisch noodzakelijk is.

In dringende gevallen, kan de rechtbank de maatregel bedoeld bij het eerste lid opleggen op basis van een gedetailleerd medisch verslag, op voorwaarde dat de therapeutische noodzakelijkheid van de maatregel bevestigd wordt door een gedetailleerd pedopsychiatrisch verslag binnen de dertig dagen na het begin van de maatregel.

De rechtbank past de bepalingen van dit boek toe, onverminderd de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieken.

Indien de voornoemde wet van 26 juni 1990 op een jongere die een als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd voor de leeftijd van 18 jaar door de rechtbank wordt toegepast, wordt de beslissing van de geneesheer-hoofd van dienst de maatregel op te heffen enkel uitgevoerd na een termijn van vijf werkdagen vanaf de dag waarop de rechtbank ervan op de hoogte wordt gesteld. Binnen deze termijn en zonder deze te kunnen verlengen, beslist de rechtbank over elke andere maatregel bedoeld bij artikel 108 die hij nuttig acht.

Art. 124. § 1. Wanneer de rechtbank de jongere aan een overheidsinstelling beslist toe te vertrouwen, bepaalt hij in zijn beslissing de duur van de maatregel, die enkel verlengd kan worden om uitzonderlijke redenen verbonden met het gevaarlijke gedrag van de jongere zowel voor zichzelf als voor de anderen, alsook de open of gesloten aard van het stelstel.

§ 2. De rechtbank kan enkel de maatregel tot opname in een overheidsinstelling met open stelstel opleggen ten aanzien van jongeren van minstens 14 jaar op het ogenblik van het plegen van de feiten en die:

1° een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd dat, ingeval het zou zijn gepleegd door een meerderjarige, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een correctionele hoofdgevangenisstraf van drie jaar of een zwaardere straf tot gevolg zou kunnen hebben, ander dan een als diefstal omschreven feit of heling zonder verzwarende omstandigheid en ander dan een als computerfraude omschreven feit;

2° een als slagen en verwondingen omschreven feit hebben gepleegd, met verzwarende omstandigheid;

3° reeds eerder een definitief vonnis hebben horen uitspreken waarin een plaatsingsmaatregel werd opgelegd in een open of gesloten afdeling van een overheidsinstelling en een nieuw als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd;

4° het voorwerp zijn van een herziening van de maatregel overeenkomstig artikel 113, om reden dat de eerder opgelegde voorlopige of ten gronde maatregel of maatregelen niet werd of werden nageleefd door de betrokkene(n). De duur van de maatregel opgelegd ten gevolge van het eerste lid, 4°, mag maximum zes maanden bedragen en kan niet verlengd worden.

§ 3. De rechtbank kan slechts ten aanzien van jongeren die minstens veertien jaar oud zijn op het ogenblik van het plegen van de feiten een plaatsingsmaatregel in een gesloten stelstel van een overheidsinstelling bevelen indien:

1° ze een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd dat, ingeval het zou zijn gepleegd door een meerderjarige, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten een straf van vijf jaar tot tien jaar opsluiting of een zwaardere straf tot gevolg kan hebben;

2° ze een als ernstige schending van het internationale humanitaire recht omschreven feit hebben gepleegd of een als terroristische inbreuk omschreven feit hebben gepleegd;

3° ze een als aanranding van de eerbaarheid met geweld of dreigingen omschreven feit dat hetzij een ziekte die ongeneeslijk lijkt, hetzij een ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid van meer dan vier maanden, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking ten gevolge heeft, een als criminele organisatie met het oogmerk misdaden of schriftelijke of mondelinge bedreigingen te plegen omschreven feit, een aanranding van personen, hebben gepleegd die met een hoofdgevangenisstraf veroordeeld kunnen worden;

4° ten aanzien van hen reeds eerder een definitief vonnis is uitgesproken waarin een plaatsingsmaatregel werd opgelegd in een open of gesloten stelstel van een overheidsinstelling en die een nieuw als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd dat bedoeld is bij paragraaf 2, 1°, 2° of 3°;

5° ze het voorwerp uitmaken van een herziening van een voorlopige maatregel of een maatregel ten gronde, overeenkomstig artikel 113, omdat ze de maatregel(en) niet hebben nageleefd die hen vroeger opgelegd werd(en) krachtens paragraaf 2 of omdat ze een andere maatregel niet in acht hebben genomen, die vroeger opgelegd werd, en dat hij een nieuw als misdrijf omschreven hebben gepleegd bedoeld bij paragraaf 2, 1°, 2° of 3°.

De duur van de maatregel bevelen met toepassing van het eerste lid, 5°, mag zes maanden niet overschrijden en mag niet verlengd worden.

§ 4. Onverminderd de voorwaarden opgesomd bij de paragrafen 2 en 3, kan de rechtbank een maatregel tot opname in een overheidsinstelling met open of gesloten stelstel bevelen ten aanzien van een jongere die van twaalf tot veertien jaar oud is die ernstig het leven of de gezondheid van een andere persoon heeft aangetast en waarvan het gedrag bijzonder gevaarlijk is.

6. 5 Titel 5. — Uithandengeving

Art. 125. § 1. Indien de jongere die naar de rechtbank wordt verwezen als gevolg van een als misdrijf omschreven feit ouder was dan zestien jaar of meer op het ogenblik waarop het feit werd gepleegd en de rechtbank een beschermingsmaatregel onaangepast acht, kan hij de zaak uit handen geven en naar het openbaar ministerie doorverwijzen om verdere vordering voor de bevoegde instantie indien nodig.

De rechtbank kan echter enkel een jongere uit handen geven indien aan twee voorwaarden wordt voldaan:

1° enerzijds, de jongere heeft al het voorwerp uitgemaakt van een maatregel tot opname in een overheidsinstelling met gesloten stelsel voor een vorig feit dat door een definitief vonnis werd vastgesteld;

2° anderzijds, het feit waarvoor de jongere vervolgd wordt, is:

a) ofwel een als aanranding van de lichamelijke of psychische integriteit omschreven feit dat, ingeval het zou zijn gepleegd door een meerderjarige, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een correctionele hoofdgevangenisstraf van vijf jaar of een zwaardere straf tot gevolg zou kunnen hebben;

b) ofwel een als schending van het menselijke internationale recht omschreven feit of een als terroristisch omschreven feit dat, ingeval het zou zijn gepleegd door een meerderjarige, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een correctionele hoofdgevangenisstraf van vijf jaar of een zwaardere straf tot gevolg zou kunnen hebben.

In afwijking van het tweede lid, kan de rechtbank een zaak uit handen geven zonder de voorwaarde bedoeld bij het tweede lid, 1°, in acht te nemen, in de volgende gevallen:

1° het feit waarvoor de jongere vervolgd wordt is een feit dat, indien het zou zijn gepleegd door een meerderjarige, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een opsluitingsstraf van tien tot vijftien jaar of een zwaardere straf tot gevolg zou kunnen hebben;

2° de jongere niet meewerkt aan de voorlopige maatregelen of zich eraan onttrekt;

3° de leeftijd van de jongere op het ogenblik van het vonnis, dat niet voortvloeit uit de abnormaal lange duur van de procedure, het beroep op een beschermingsmaatregel ondoeltreffend maakt.

De met redenen omkleeding heeft betrekking op de persoonlijkheid van de jongere en zijn maturiteitsgraad.

De aard, frequentie en ernst van het (de) feit(en) dat hem verweten wordt / die hem worden verweten, worden in aanmerking genomen in de mate dat ze relevant zijn voor de evaluatie van zijn persoonlijkheid.

§ 2. De rechtbank kan een zaak alleen uit handen geven na een sociale studie en het medisch-psychologisch onderzoek bedoeld bij artikel 99, tweede lid en derde lid te hebben laten uitvoeren.

De rechtbank kan de zaak betreffende een jongere uit handen geven zonder over het verslag over het medisch-psychologisch onderzoek te beschikken wanneer hij vaststelt dat de jongere zich aan dit onderzoek onttrekt of het weigert.

De rechtbank kan een zaak betreffende een jongere uit handen geven zonder over de sociale studie en het medisch-psychologisch onderzoek te beschikken als het om een als misdrijf omschreven feit gaat dat een opsluitingsstraf van meer dan twintig jaar tot gevolg zou kunnen hebben en waarvoor de jongere enkel vervolgd zal worden als hij de leeftijd van achttien zal hebben bereikt.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van het medisch-psychologisch onderzoek.

7. — Boek VI. — Adviesinstanties en overleginstanties

7. 1. — Titel 1. — Gemeenschapsraad

Art. 126. – Er wordt een gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming opgericht.

De gemeenschapsraad is een denkorgaan dat een algemene bevoegdheid heeft om op eigen initiatief of op aanvraag van de regering adviezen en voorstellen te geven over alle aangelegenheden inzake preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, met inbegrip van de hulpverlening aan mishandelde kinderen en met uitzondering van adoptie

Deze bevoegdheid bevat inzonderheid de volgende opdrachten :

1° een advies uitbrengen over elk voorontwerp van decreet en elk ontwerp van reglementair besluit betreffende preventie, hulpverlening aan de jeugd of jeugdbescherming ;

2° alle voorstellen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, formuleren over de algemene oriëntatie van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ;

3° verslag om de drie jaar uitbrengen over de regelgeving betreffende de overheidsinstellingen en over het type en het aantal plaatsen die nodig zijn binnen de bovenvermelde instellingen ;

4° elk jaar een debat met zijn leden organiseren in verband met de betrekkingen tussen de gezinnen en de verschillende actoren van de sector en een verslag daarover uitbrengen ;

5° de openbare overheden op alle machtsniveaus en de openbare of private diensten, al dan niet erkend, interpellieren over elke toestand die ongunstig is voor de persoonlijke ontwikkeling van kinderen of jongeren en voor hun sociale integratie op het grondgebied van de Franse Gemeenschap.

Art. 127. – De gemeenschapsraad is samengesteld uit de volgende leden :

1° een vertegenwoordiger van de opdrachtdiensten voor preventie, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

2° een vertegenwoordiger van elke organisatie of federatie van erkende diensten, voorgedragen door deze laatste ;

3° een vertegenwoordiger van elke representatieve werknemersorganisatie van de privé-sector, voorgedragen door deze laatste ;

4° een vertegenwoordiger van elke representatieve werknemersorganisatie van de openbare sector, voorgedragen door deze laatste ;

5° een vertegenwoordiger van de Jeugdraad ;

6° een vertegenwoordiger van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », voorgedragen door zijn raad van bestuur ;

7° een vertegenwoordiger van de teams SOS Kinderen, voorgedragen door de federatie van de teams SOS Kinderen ;

8° een vertegenwoordiger van de bevoegde administratie inzake jeugd, voorgedragen door haar leidend ambtenaar ;

9° de coördinator van het team facilitatoren in de zin van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;

10° een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor adoptie, voorgedragen door zijn voorzitter ;

11° twee adviseurs, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

12° twee directeurs, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

13° een vertegenwoordiger van de afgevaardigden van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en de diensten voor jeugdbescherming, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

14° een directeur van de overheidsinstellingen, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

15° een vertegenwoordiger van de openbare centra maatschappelijk welzijn voorgedragen door de «Union des Villes et des Communes de Wallonie » ;

16° een vertegenwoordiger van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voorgedragen door de « Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel » ;

17° een vertegenwoordiger van het « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté », voorgedragen door dit laatste ;

18° een vertegenwoordiger van het « Forum Bruxelles contre les inégalités », voorgedragen door dit laatste ;

19° twee vertegenwoordigers van de « Union francophone des magistrats de la jeunesse », de ene van de zetel en de andere van het openbaar ministerie, voorgedragen door deze unie ;

20° een lid van het parket-generaal, collegiaal voorgedragen door de procureurs-generaal van de Hoven van beroep van Brussel, Luik en Bergen ;

21° een raadsheer van een jeugdkamer, een hof van beroep, collegiaal voorgedragen door de raadsheren van de jeugdkamers van de Hoven van beroep van Brussel, Luik en Bergen ;

22° twee advocaten gespecialiseerd in de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming, voorgedragen voor het "Ordre des barreaux francophones et germanophone" ;

23° vier personen van de sector van wetenschappelijk onderzoek, voorgedragen door de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs ;

24° een vertegenwoordiger aangesteld door elke minister belast met één of meer van de volgende bevoegdheden : preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, kind, jeugd, opvoeding ;

25° de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde ;

26° de algemeen afgevaardigde of zijn vertegenwoordiger ;

27° een personeelslid van het Waarnemingscentrum voor kind, jeugd en hulpverlening aan de jeugd.

De leden van de gemeenschapsraad worden door de Regering voor een periode van vijf jaar benoemd.

De leden van de gemeenschapsraad bedoeld in het eerste lid, 23° tot 27°, wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij.

De Regering benoemt, voor elk stemgerechtigd lid van de gemeenschapsraad, een plaatsvervangend lid, volgens dezelfde procedure als voor de werkende leden.

De Regering stelt een voorzitter en twee ondervoorzitters aan onder de stemgerechtigde leden van de gemeenschapsraad.

Het secretariaat van de gemeenschapsraad wordt door de bevoegde administratie waargenomen.

De gemeenschapsraad kan elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, op eigen initiatief of op hun aanvraag, horen en uitnodigen op zijn werkzaamheden, die in de uitoefening van zijn opdrachten zouden kunnen toelichten.

Art. 128. – De Regering bepaalt de werkingsregels van de gemeenschapsraad en de procedure voor de benoeming van zijn leden.

De Regering stelt de termijnen vast waarin de adviezen uitgebracht worden en bepaalt de procedure die gevolgd moet worden indien deze niet nageleefd worden.

7. 2. — Titel 2. — Raad voor intrasectoraal overleg.

Art. 129. – Er wordt een raad voor intrasectoraal overleg opgericht in elke afdeling of in elk arrondissement dat niet uit afdelingen samengesteld wordt.

De raad voor intrasectoraal overleg voert de volgende opdrachten uit :

1° het overleg en de samenwerking bevorderen van het geheel van de actoren van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming van de afdeling of het arrondissement om hun praktijken te verbeteren ;

2° de minister, elk jaar, een advies uitbrengen over de behoeften van de afdeling of het arrondissement inzake de erkende diensten krachtens artikel 39, overeenkomstig de programmeringsbeginselen bedoeld in artikel 140 ;

3° de aanvragen om advies van de erkenningscommissie beantwoorden over de opportuniteit van de aanvragen tot erkenning van de diensten gevestigd op het grondgebied van de afdeling of van het arrondissement.

Art. 130. – De raad voor intrasectoraal overleg is samengesteld als volgt :

1° een vertegenwoordiger van elke dienst van de afdeling of van het arrondissement, erkend overeenkomstig artikel 139 ;

2° een vertegenwoordiger van elke dienst voor schoolherinschakeling van de afdeling of van het arrondissement, erkend overeenkomstig het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie ;

3° de opdrachtdienst voor preventie van het arrondissement of zijn vertegenwoordiger ;

4° de adviseur of zijn vertegenwoordiger ;

5° de directeur of zijn vertegenwoordiger ;

6° een jeugdmagistraat van de zetel, aangesteld door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de afdeling of van het arrondissement ;

7° een vertegenwoordiger van het openbaar ministerie, aangesteld door de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg van de afdeling of van het arrondissement.

De raad voor intrasectoraal overleg wordt door de adviseur of zijn vertegenwoordiger voorgezeten.

Het secretariaat van de raad voor intrasectoraal overleg wordt door de administratieve afdeling van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd waargenomen.

Art. 131. – De Regering bepaalt de werkingsregels van de raad voor intrasectoraal overleg en de procedure voor de benoeming van zijn leden.

7. 3. — Titel 3. — Deontologische commissie

Art. 132. – Er wordt een deontologische commissie voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming opgericht.

De deontologische commissie heeft als opdracht adviezen uit te brengen over alle deontologische vragen inzake preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, met inbegrip van deze die voortvloeien uit de toepassing van de ethische gedragsregels die door de Regering worden vastgesteld.

Het advies van de deontologische commissie wordt uitgebracht ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de Regering, ofwel op aanvraag van de personen betrokken bij een deontologische vraag.

Art. 133. – De deontologische commissie is samengesteld als volgt :

1° een adviseur, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

2° een directeur, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

3° een jeugdmagistraat ;

4° een lid van de « Liga voor Mensenrechten », voorgedragen door de raad van bestuur van deze liga ;

5° vier personen die licentiaat zijn of die houder zijn van een master in de rechten, criminologie, klinische psychologie, sociologie, filosofie of van een doctoraat in psychiatrie, die het bewijs kunnen leveren van een beroepservaring inzake preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, voorgedragen door de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs ;

6° een persoon uit de sector van de erkende residentiële opdrachtdiensten, voorgedragen door de betrokken organisaties en federaties ;

7° een persoon uit de sector van de erkende niet-residentiële opdrachtdiensten, voorgedragen door de betrokken organisaties en federaties ;

8° een persoon uit de sector van de diensten zonder opdracht erkend krachtens artikel 139, voorgedragen door de betrokken organisaties en federaties ;

9° de algemeen afgevaardigde of zijn vertegenwoordiger ;

10° twee leden van de bevoegde administratie, waaronder een vertegenwoordiger van de dienst belast met de overheidsinstellingen, voorgedragen door de leidend ambtenaar.

De leden van de deontologische commissie worden door de Regering voor een periode van vijf jaar benoemd.

De leden van de deontologische commissie bedoeld in het eerste lid, 9° en 10°, wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij.

De Regering stelt een voorzitter en een ondervoorzitter aan onder de stemgerechtigde leden van de deontologische commissie.

Art. 134. – De Regering bepaalt de werkingsregels van de deontologische commissie en de procedure voor de benoeming van haar leden.

7. 4. — Titel 4. — Overlegcommissie betreffende de opleiding

Art. 135. – Er wordt een overlegcommissie betreffende de opleiding opgericht met de volgende opdrachten :

1° zorgen voor een vast overleg tussen de opleidingsdiensten van de bevoegde administratie, de erkende opleidingsdiensten en de erkende diensten overeenkomstig artikel 139 ;

2° een advies om de drie jaar aan de minister of aan de gemeenschapsraad uitbrengen over de inzet inzake opleiding in de sector van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Art. 136. – De overlegcommissie betreffende de opleiding is samengesteld als volgt :

1° een vertegenwoordiger van elke organisatie of federatie van erkende diensten, voorgedragen door deze laatste ;

2° een vertegenwoordiger van elke erkende opleidingsdienst, voorgedragen door deze laatste ;

3° een vertegenwoordiger van elke representatieve werknemersorganisatie van de privé-sector, voorgedragen door deze laatste ;

4° een vertegenwoordiger van elke representatieve werknemersorganisatie van de openbare sector, voorgedragen door deze laatste ;

5° een vertegenwoordiger van de opdrachtdiensten voor preventie, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

6° een vertegenwoordiger van de adviseurs, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

7° een vertegenwoordiger van de directeurs, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;

8° de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde ;

9° een vertegenwoordiger van de minister.

De leden van de overlegcommissie betreffende de opleiding worden door de Regering voor een periode van vijf jaar benoemd.

Het lid van de overlegcommissie betreffende de opleiding bedoeld in het eerste lid, 9°, woont de vergaderingen met raadgevende stem bij.

De overlegcommissie betreffende de opleiding wordt door de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde voorgezeten.

Art. 137. – De Regering bepaalt de werkingsregels van de overlegcommissie betreffende de opleiding en de procedure voor de benoeming van haar leden.

7. 5. — Titel 5. — Bond van adviseurs en directeurs

Art. 138. – § 1. Er wordt een Bond van adviseurs en directeurs opgericht die de volgende opdrachten uitvoert :

- 1° voor de gemeenschappelijke beroepsbelangen van haar leden zorgen;
- 2° raadgevingen aan de adviseurs en directeurs, op hun aanvraag, betreffende hun beroepspraktijk ;
- 3° adviezen aan de adviseurs en directeurs, op eigen initiatief of op hun aanvraag, verlenen over principiële vragen rond hun beroepspraktijk ;
- 4° adviseurs en directeurs die aangesteld moeten worden, voordragen binnen de verschillende adviesinstanties en overleginstanties opgericht door dit boek.

§ 2. De Bond van adviseurs en directeurs is samengesteld uit het geheel van de adviseurs en directeurs en uit hun adjuncten, in functie, onder voorbehoud van hun toetreding.

§ 3. De Regering bepaalt de werkingsregels van de Bond van adviseurs en directeurs.

8. — Boek VII. — Erkenning van diensten, subsidies en evaluatie

8. 1. — Titel 1. – Erkenning van diensten en subsidies

Art. 139. – Elke rechtspersoon die een dienst organiseert met als doel preventieacties voor kinderen of jongeren te ontwikkelen of kinderen of jongeren gewoonlijk te helpen of te beschermen, overeenkomstig dit wetboek, moest ook daartoe door de Regering erkend worden.

Art. 140. – De rechtspersonen bedoeld in artikel 139 worden erkend, voor de diensten die ze organiseren, op basis van de programmeringsbeginselen.

De programmeringsbeginselen worden door de Regering vastgesteld en maken het mogelijk voor elke persoon bedoeld in artikel 2, 13°, 15°, 16° en 19° om in aanmerking te komen voor een gepaste begeleiding door een erkende dienst.

Art. 141. – De Regering bepaalt de algemene erkenningsvoorwaarden van de erkende diensten overeenkomstig artikel 139.

Deze voorwaarden hebben betrekking op :

- 1° de juridische vorm en het doel van de rechtspersoon die de dienst organiseert ;
- 2° de rechten en plichten van kinderen of jongeren, hun gezinnen en hun leefgenoten ;
- 3° het opvoedingsproject en het huishoudelijk reglement die van toepassing zijn op de kinderen of jongeren, met inbegrip van de begeleiding betreffende het personeel, de nadere regels voor de deelneming en het luisteren naar kinderen of jongeren, hun gezinnen en hun leefgenoten en, in voorkomend geval, de nadere regels voor het behoud van de persoonlijke betrekkingen en rechtstreeks contact tussen het kind of de jongere en zijn ouders;
- 4° de oprichting van een opvoedingsraad ;
- 5° de personeelsleden ;
- 6° de hygiëne en de veiligheid van lokalen en hun overeenstemming met de uitvoering van de opdracht ;
- 7° de aansprakelijkheid die gedekt moet worden door een verzekering ;
- 8° de periodiciteit en de inhoud van de informatie betreffende de normen in verband met de veiligheid, de gebouwen en installaties, de boekhouding en het beheer, meegedeeld aan de administratie ;
- 9° de periodiciteit en de inhoud van de informatie betreffende de hulpverlening of de bescherming die meegedeeld worden aan de overheden die beslist hebben over de maatregel ten opzichte van het kind of de jongere en aan de personen die deze maatregel toepassen;
- 10° het bijhouden van administratieve en boekhoudkundige documenten.

Art. 142. – Elke rechtspersoon die een dienst organiseert met als doel preventieacties te voeren, wordt erkend overeenkomstig artikel 139 en is van plan zulke acties uit te voeren ook ten gunste van jongeren ouder dan achttien jaar en minder dan tweeëntwintig jaar overeenkomstig dit wetboek, moest specifiek daartoe door de Regering erkend worden.

De diensten bedoeld in het eerste lid werken samen met de diensten die behoren tot de algemene sociale hulpverlening voor de zelfredzaamheid van de jongere.

Art. 143. – De Regering bepaalt de bijzondere erkenningsvoorwaarden die eigen zijn aan elk type opdracht.

Art. 144. De Regering bepaalt de procedure voor de erkenning van de diensten die erkend worden overeenkomstig artikel 139 en artikel 142.

De Regering beslist over de erkenningsaanvragen van de diensten die erkend worden overeenkomstig artikel 139 en artikel 142 na het advies te hebben ingewonnen van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 146.

Art. 145. – De Regering stelt de erkenningsvoorwaarden vast en bepaalt de procedure voor de erkenning van de diensten die als opdracht hebben te zorgen voor de opleiding en de vervolmaking van het personeel van de verschillende sectoren, openbare en private, de preventie, hulpverlening aan de jeugd, de jeugdbescherming en de algemene maatschappelijke hulpverlening en dit, onverminderd de opleidingen voor het personeel van de openbare dienst die door de bevoegde administratie georganiseerd worden.

De Regering beslist over de aanvragen om erkenning van de opleidingsdiensten bedoeld in het eerste lid na het advies te hebben ingewonnen van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 146.

Art. 146. - § 1. Er wordt een erkenningscommissie opgericht, die belast is met het uitbrengen van adviezen over de mogelijkheid tot aanvragen om erkenning, gebaseerd op de programmeringsbeginselen vastgesteld door de Regering overeenkomstig artikel 140, en over de intrekkingen van erkenning.

§ 2. De erkenningscommissie is samengesteld als volgt :

- 1° een adviseur, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;
- 2° een directeur, voorgedragen door de leidend ambtenaar ;
- 3° een vertegenwoordiger van elke organisatie of federatie van erkende diensten, voorgedragen door deze laatste ;
- 4° een vertegenwoordiger van elke representatieve werknemersorganisatie van de privé-sector, voorgedragen door deze laatste ;
- 5° een vertegenwoordiger van elke representatieve werknemersorganisatie van de openbare sector, voorgedragen door deze laatste ;
- 6° een jeugdmagistraat ;
- 7° een vertegenwoordiger van de minister ;
- 8° de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde.

De leden van de erkenningscommissie worden door de Regering voor een periode van vijf jaar benoemd.

De leden van de erkenningscommissie bedoeld in het eerste lid, 7° en 8°, wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij.

De Regering benoemt, voor elk stemgerechtigd lid van de erkenningscommissie, een plaatsvervangend lid, volgens dezelfde procedure als voor de werkende leden.

De vertegenwoordigers van de federaties van opleidingsdiensten zijn slechts stemgerechtigd als het gaat om een advies uit te brengen over een aanvraag om erkenning betreffende een opleidingsdienst.

De erkenningscommissie wordt door de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde voorgezeten.

Het secretariaat van de erkenningscommissie wordt door de bevoegde administratie waargenomen.

§ 3. De Regering bepaalt de werkingsregels van de erkenningscommissie en de procedure voor de benoeming van haar leden.

De Regering stelt de termijnen vast waarin de adviezen uitgebracht worden en bepaalt de procedure die gevolgd moet worden indien deze niet nageleefd worden.

Art. 147. - § 1. Wanneer de erkenningscommissie ertoe gebracht wordt een aanvraag om erkenning voor een dienst bedoeld in artikel 139 of in artikel 142 te onderzoeken, baseert ze zich op de adviezen van de raden voor intrasectoraal overleg en van de bevoegde administratie betreffende de mogelijkheid tot de uitvoering van het project gebaseerd op de programmeringsbeginselen die door de Regering overeenkomstig artikel 140 vastgesteld worden.

Kan niet deelnemen aan de beraadslaging betreffende het advies dat uitgebracht moet worden over de mogelijkheid tot een aanvraag om erkenning, het lid van de erkenningscommissie dat lid is van de raad voor intrasectoraal overleg dat al een advies over dezelfde aanvraag uitgebracht heeft.

Wanneer de erkenningscommissie vaststelt dat alle ontvangen adviezen gunstig zijn, brengt ze een gunstig advies uit.

§ 2. Wanneer de erkenningscommissie ertoe gebracht wordt een aanvraag om erkenning te onderzoeken voor een dienst bedoeld in artikel 145, baseert ze zich op het advies van de bevoegde administratie betreffende de mogelijkheid tot de uitvoering van het project.

Art. 148. - Wanneer vastgesteld wordt dat de erkende dienst niet meer aan de erkenningsvoorwaarden beantwoordt, kan de Regering, na hem in gebreke te hebben gesteld en het advies te hebben ingewonnen van de erkenningscommissie, de erkenning intrekken, volgens de nadere regels die ze bepaalt.

In dringende en dwingende omstandigheden, wanneer blijkt dat de dienst aan zijn plichten niet meer kan voldoen, kan de Regering behoorlijk gemotiveerde maatregelen tot behoud nemen die kunnen leiden tot de rechtstreekse intrekking van de erkenning zonder ingebrekestelling, in het belang van de begeleide kinderen of jongeren. De maatregelen tot behoud kunnen slechts genomen worden op basis van een verslag van de bevoegde administratie, waarbij dringende en dwingende omstandigheden deze maatregelen alsook de opmerkingen gemaakt door de dienst bij de verhooring verantwoorden.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de dringende procedure bedoeld in het tweede lid.

Art. 149. - § 1. De erkende diensten komen in aanmerking voor subsidies die de volgende kosten kunnen dekken :

- 1° de personeelskosten ;
- 2° de werkingskosten ;
- 3° de individuele kosten.

§ 2. Een subsidie voor personeelskosten wordt toegekend aan de erkende diensten, op basis van ten minste de volgende elementen :

- 1° de normen inzake de personeelsbezetting bepaald door de Regering voor elk type van opdracht ;
- 2° de kwalificatienormen en de weddeschalen voor de bezoldiging van het personeel, bepaald door de Regering ;
- 3° de nadere regels voor de berekening van de anciënniteit die in aanmerking komt voor de berekening van de wedde, bepaald door de Regering.

§ 3. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, de aard van de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling, zoals bepaald in het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap en die bezorgd worden aan de bevoegde administratie voor de vaststelling van de personeelskosten. Deze data worden bezorgd en gebruikt met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid en van haar uitvoeringsbesluiten.

§ 4. Een subsidie voor werkingskosten wordt toegekend aan de erkende diensten om de uitgaven bepaald door de Regering te dekken.

Het bedrag van de subsidie voor werkingskosten wordt door de Regering voor elk type opdracht bepaald.

§ 5. De subsidie voor personeelskosten kan ook de werkingsuitgaven dekken en omgekeerd, binnen de perken bepaald door de Regering.

§ 6. Een subsidie voor individuele kosten wordt toegekend aan de erkende diensten waarvan de opdracht in de collectieve of individuele huisvesting, in de verzelfstandiging of in de begeleiding van de pleegzorgers bestaat om de dagelijkse onderhouds- en opvoedingskosten van kinderen en jongeren te dekken die hen toevertrouwd worden, zoals bepaald door de Regering.

§ 7. De pleegzorgers, indien ze niet begeleid worden door een daartoe erkende dienst, komen in aanmerking voor de tegemoetkomingen die bestemd zijn om de dagelijkse onderhouds- en opvoedingskosten te dekken voor kinderen en jongeren die hen toevertrouwd worden, zoals bepaald door de Regering.

§ 8. De niet-erkende rechtspersonen en de personen die af en toe meewerken aan de toepassing van dit wetboek, kunnen subsidies en tegemoetkomingen genieten die bestemd zijn om de dagelijkse kosten te dekken voor de begeleiding van kinderen en jongeren die hen worden toevertrouwd, zoals bepaald door de Regering.

§ 9. De Regering bepaalt de nadere regels voor de berekening en de toekenning van subsidies en tegemoetkomingen.

8. 2. — Titel 2. — Evaluatie.

8. 2.1. — Hoofdstuk 1. — Interne evaluatie van de diensten

Art. 150. – Elke erkende dienst evalueert, ten minste om de twee jaar, zijn opvoedingsproject.

Deze evaluatie heeft als doel de dienst op te nemen in een voortgezet verbeteringsproces voor preventie, hulp en bescherming verleend aan de personen bedoeld in artikel 2, 13°, 15°, 16° en 19°.

De resultaten van deze evaluatie worden uitsluitend voorbehouden aan het interne gebruik van de dienst.

Deze evaluatie heeft ten minste betrekking op de volgende dimensies :

1° de waarborg van de rechten van de personen bedoeld in artikel 2, 13°, 15°, 16° en 19°, het in aanmerking nemen van hun woord en de personalisatie van hun begeleiding ;

2° de uitvoering van de opdrachten toevertrouwd aan de dienst en van zijn opvoedingsproject.

8. 2.2. — Hoofdstuk 2. — Evaluatie van de uitvoering van de beginselen van het wetboek

Art. 151. – De Regering laat, in samenwerking met de bevoegde administratie, een externe evaluatie uitvoeren van de relevantie en de doeltreffendheid van de maatregelen die uitgevoerd worden door het geheel van de sector om aan de beginselen bedoeld in de Inleidende titel te beantwoorden.

Om deze evaluatie te verwezenlijken worden onderzoekers aangesteld ten gevolge van een openbare offerteaanvraag.

In dit kader wordt een comité, belast met de begeleiding van deze evaluatie, opgericht volgens de nadere regels bepaald in de offerteaanvraag.

Het begeleidingscomité is samengesteld uit ten minste een vertegenwoordiger van de minister, de vertegenwoordigers van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de jeugd, een vertegenwoordiger van de bevoegde administratie en een vertegenwoordiger van de erkende diensten en instellingen.

Het eindverslag wordt ten laatste in het midden van de zittingstijd aan de Regering bezorgd.

Binnen de drie maanden na de ontvangst van het verslag bezorgt de Regering het ter informatie aan de gemeenschapsraad en aan het parlement.

9. — Boek VIII. — Financiële, algemene, straf- en slotbepalingen.

9. 1. — Titel 1. — Financiële bepalingen.

Art. 152. – Aan de bevoegde administratie wordt kennis gegeven van elke beslissing die genomen wordt overeenkomstig dit wetboek wanneer ze uitgaven ten gevolge heeft die ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap vallen.

Art. 153. – De deelneming van personen die levensonderhoud aan het kind verschuldigd zijn voortvloeiend uit de maatregelen genomen met toepassing van de artikelen 35, § 4, 37, 51, 52, 101 en 108, wordt bepaald door de adviseur of door de directeur volgens de criteria en de nadere regels vastgesteld door de Regering.

De vaststelling van een deelneming in de kosten in hoofde van een andere onderhoudsplichtige dan een bloedverwant in de eerste graad sluit geen toekenning van subsidies uit aan deze onderhoudsplichtige wanneer de hulp of de bescherming door een tussenpersoon verleend wordt.

De jeugdrechtbank doet uitspraak over de beroepen die tegen deze vaststellingen ingediend worden.

De invordering van de kosten ten laste van betrokkenen wordt door de Regering ingesteld.

Ingeval van gedwongen tenuitvoerlegging wordt de invordering van deze kosten toevertrouwd aan de administratie van de Registratie en Domeinen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 de domaniale wet van 22 december 1949.

9. 2. — Titel 2. — Algemene bepalingen.

Art. 154. – De Regering laat door de ambtenaren die hij daartoe delegeert het volgende onderzoeken :

1° de erkende diensten ;

2° de diensten voor hulpverlening aan de jeugd alsook de diensten voor jeugdbescherming ;

3° de overheidsinstellingen, in open en gesloten milieu ;

4° de niet-erkende rechtspersonen en de personen die af en toe meewerken aan de toepassing van dit wetboek.

Art. 155. – Behoudens medische contra-indicatie kunnen de kinderen en jongeren die toevertrouwd worden aan een residentiële erkende dienst of aan een overheidsinstelling overeenkomstig een maatregel tot hulpverlening of bescherming, aan vaccinaties en preventieve inenting onderworpen worden, volgens de regels bepaald door de Regering.

Art. 156. – De samenwerkingsprotocollen worden gesloten tussen de sector van preventie, hulpverlening aan de jeugd en de andere sectoren om de preventie en de begeleiding van kinderen, jongeren en gezinnen bedoeld in dit wetboek te verbeteren.

9. 3. — Titel 3. — Strafbepalingen.

Art. 157. – Elke persoon die zijn medewerking aan de toepassing van dit wetboek verleent, staat daardoor in voor de geheimhouding van de feiten die hem in de uitoefening van zijn opdracht worden toevertrouwd en die hiermede verband houden en op wie de bepalingen van het Strafwetboek betreffende het beroepsgeheim worden toegepast.

Art. 158. – De persoon die gewoonlijk kinderen of jongeren onderdak verleent overeenkomstig de toepassing van dit wetboek zonder de erkenning te hebben gekregen of in overtreding met een beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig tot vijfduizend euro of met één van die straffen alleen.

Art. 159. – De schending van de verplichtingen opgelegd door de beslissingen genomen krachtens artikel 153 wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van het Strafwetboek betreffende de verlating van familie.

9. 4. — Titel 4. — Slotbepalingen

Art. 160. – In het decreet van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 4/1. De algemeen afgevaardigde zit de toezichtcommissie voor die ingesteld wordt bij hem krachtens artikel 73 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. ».

Art. 161. – In artikel 2 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie worden de woorden « van hulpverlening aan de jeugd » geschrapt en worden de woorden « overeenkomstig het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « overeenkomstig het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ».

Art. 162. – In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° een lid van de gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ; » ;

2° 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° een afgevaardigde van de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en de directeurs voor jeugdbescherming ; ».

Art. 163. – In artikel 15, derde lid, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden « de erkenningscommissie bedoeld in artikel 46 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « de erkenningscommissie bedoeld in het Boek VII van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ».

Art. 164. – In artikel 1 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° adviseur : de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd in de zin van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ; » ;

2° 7° wordt vervangen als volgt :

« 7° directeur : de directeur voor jeugdbescherming in de zin van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ; » ;

3° 12° wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« 12° arrondissement : elk in het Franse taalgebied gelegen gerechtelijk arrondissement en het gerechtelijk arrondissement Brussel, beperkt tot het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad ; » ;

4° 13° wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« 13° afdeling : de afdeling van de rechtbank van eerste aanleg, zoals bepaald bij de koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 186 van het Gerechtelijk Wetboek. ».

Art. 165. – Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Er wordt een coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen ingesteld in elke afdeling of in elk arrondissement dat niet uit afdelingen samengesteld is.

Nochtans kan een coördinatiecommissie voor verschillende afdelingen ingesteld worden. ».

Art. 166. – In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° een vertegenwoordiger van team SOS Kinderen of de teams SOS Kinderen die in de afdeling of in het arrondissement werken indien dit niet uit afdelingen samengesteld wordt ; » ;

2° 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de adviseur van de afdeling of van het arrondissement ; » ;

3° 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° de directeur van de afdeling of van het arrondissement ; » ;

4° 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° de jeugdrechter of jeugdrechters van de afdeling of van het arrondissement indien dit niet uit afdelingen samengesteld wordt ; » ;

5° 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° de magistraat (ten) van het jeugdparket van de afdeling of van het arrondissement indien dit niet uit afdelingen samengesteld wordt ; ».

Art. 167. – In artikel 6, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « per betrokken gerechtelijk arrondissement » vervangen door de woorden « per betrokken afdeling ».

Art. 168. – In artikel 9, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden « door de consulent jeugdzorg ter verwijzing naar artikel 36, § 3 van het decreet van 4 maart 1991 of door de directeur overeenkomstig een rechterlijke beslissing op grond van artikel 38 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende jeugdzorg ; » vervangen door de woorden « door de adviseur, in het kader van zijn opdracht van hulpverlening, of door de directeur, overeenkomstig een rechterlijke beslissing ; ».

Art. 169. – In artikel 9, 5°, van hetzelfde decreet worden de woorden « en de CAAJ's » geschrapt.

Art. 170. – In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « in alle gerechtelijke arrondissementen » vervangen door de woorden « in alle afdelingen en arrondissementen » en worden de woorden « elk gerechtelijk arrondissement » vervangen door de woorden « elke afdeling of elk arrondissement dat niet uit afdelingen bestaat » ;

2° in § 2 worden de woorden « per gerechtelijk arrondissement » vervangen door de woorden « per afdeling of per arrondissement dat niet uit afdelingen bestaat ».

Art. 171. – In artikel 13, § 2, vierde lid van hetzelfde decreet worden de woorden « een gerechtelijk arrondissement » telkens vervangen door de woorden « een afdeling, een arrondissement dat niet uit afdelingen bestaat ».

Art. 172. – In artikel 1 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° Hulpverlening aan de jeugd : de stelsels bedoeld in de Boeken I tot IV van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » ;

2° 5°, g) wordt vervangen als volgt :

« g) de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur voor jeugdbescherming, in de zin van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, als opdrachtgevers » ;

3° 5°, h) wordt vervangen als volgt :

« h) de actiediensten in open milieu, erkend overeenkomstig het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » ;

4° 5°, i), eerste streepje wordt vervangen als volgt :

« - de opdrachtdiensten erkend overeenkomstig het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » ;

5° 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° Preventieraad : de raad ingesteld bij artikel 6 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » ;

6° 16° wordt vervangen als volgt :

« 16° Gemeenschapsraad : de gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, ingesteld bij artikel 126 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » ;

7° 17° wordt vervangen als volgt :

« 17° decreet « Hulpverlening aan de jeugd » : het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ».

Art. 173. – In artikel 4, § 5, van hetzelfde decreet wordt 5° vervangen als volgt :

« 5° een vertegenwoordiger van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of van de directeur voor jeugdbescherming van de afdeling of het arrondissement, indien dit laatste niet uit afdelingen bestaat waarin de schoolinrichting gevestigd is ».

Art. 174. – In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « bedoeld bij de eerste titel, 1°, van het decreet “Hulpverlening aan de Jeugd”, worden geschrapt ;

2° de woorden « de adviseur of de directeur voor Hulpverlening aan de jeugd » worden vervangen door de woorden « de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor jeugdbescherming » ;

3° de woorden « en de jongeren » worden geschrapt ;

4° de woorden « bedoeld bij artikel 2 van hetzelfde decreet » worden vervangen door de woorden « bedoeld in de artikelen 20 en 38 van het decreet « Hulpverlening aan de Jeugd ».

Art. 175. – In artikel 7, 3°, 6° en 10°, van hetzelfde decreet worden de woorden « Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd » vervangen door het woord « preventieraad ».

Art. 176. – In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° acht vertegenwoordigers van de Arrondissementsraad(raden) bevoegd voor de betrokken zone waarvan minstens één vertegenwoordiger van de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en van de directeurs voor jeugdbescherming en één vertegenwoordiger van de actiediensten in open milieu gevestigd in de betrokken zone »;

2° er wordt een 8° ingevoegd, luidend als volgt :

« 8° een vertegenwoordiger van de diensten voor schoolherinschakeling die actief zijn in de betrokken zone ».

Art. 177. – In artikel 13, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 11° wordt vervangen als volgt : « 11° een vertegenwoordiger van de directeurs voor jeugdbescherming » ;

2° 13° wordt vervangen als volgt : « 13° drie vertegenwoordigers van de preventieraden, waaronder één van het arrondissement Brussel ».

Art. 178. – In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « Directeur voor Hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « directeur voor jeugdbescherming » ;

2° in § 4 worden de woorden « op basis van artikel 2, § 2, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « in de zin van het decreet « Hulpverlening aan de jeugd » en worden de woorden « directeur voor Hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « directeur voor jeugdbescherming ».

Art. 179. – In artikel 38, § 1, laatste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « directeur voor Hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « directeur voor jeugdbescherming ».

Art. 180. – In artikel 4 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 15° wordt vervangen als volgt :

« 15° adviseur voor hulpverlening aan de jeugd : de adviseur in de zin van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ; » ;

2° 16° wordt vervangen als volgt :

« 16° directeur voor jeugdbescherming : de directeur in de zin van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming; ».

Art. 181. – In artikel 31, eerste lid, 1°, en derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « directeur voor Hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « directeur voor jeugdbescherming ».

Art. 182. – In artikel 32, eerste lid, 1°, en vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « directeur voor Hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden “directeur voor jeugdbescherming ».

Art. 183. – In artikel 33, eerste lid, 1°, en derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « directeur voor hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « directeur voor jeugdbescherming ».

Art. 184. – De volgende bepalingen van de wet van 8 april 1965 worden opgeheven:

1° artikel 29*bis* ;

2° artikel 36, 4° ;

3° artikel 36*bis*, eerste en tweede lid ;

4° artikel 37, met uitzondering van § 3, vijfde lid ;

5° artikel 37*bis* ;

6° artikel 37*ter* ;

7° artikel 37quater ;

8° artikel 37quinquies ;

9° artikel 39 ;

10° artikel 41 ;

11° artikel 42 ;

12° artikel 43 ;

13° artikel 45*bis* ;

14° artikel 45*ter* ;

15° artikel 45quater ;

16° artikel 49, eerste lid ;

17° de eerste zin van artikel 49, tweede lid, die begint met de woorden « In spoedeisende gevallen » en die eindigt met de woorden « overeenkomstig de artikelen 52*ter* en 52quater » ;

18° artikel 49, vijfde lid ;

19° artikel 50 ;

20° artikel 52 ;

21° artikel 52*bis* ;

22° artikel 52quater, eerste tot achtste lid, en de volgende zin van het tiende lid : « Na het verstrijken van deze termijn vervalt de maatregel. » ;

23° artikel 52quinquies ;

24° artikel 57*bis*, § 1, met uitzondering van de woorden « voor ofwel, indien de betrokkene ervan wordt verdacht een wanbedrijf of correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd, een bijzondere kamer binnen de jeugdrechtbank die het gemeen strafrecht en de gemeenrechtelijke strafprocedure toepast, als daartoe grond bestaat, ofwel, indien de betrokkene ervan wordt verdacht een niet-correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd, een assisenhof samengesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 119, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, indien nodig » in het eerste lid § 2, § 4 en § 5 ;

25° artikel 59 ;

26° artikel 60, met uitzondering van :

a) de volgende zin van het derde lid : « De griffie bezorgt het openbaar ministerie onverwijld een afschrift van het verzoekschrift » ;

b) de volgende zin van het vierde lid : « Deze procedure wordt ingeleid door het openbare ministerie overeenkomstig de in artikel 45, 2 b) en c), genoemde vormvereisten. » ;

c) de volgende zin van het vijfde lid : « Deze procedure wordt ingeleid volgens de bij het vierde lid bepaalde vormvereisten. » ;

27° artikel 69 ;

28° artikel 72 ;

29° artikel 74 ;

30° artikel 78 ;

31° artikel 79 ;

32° artikel 85 ;

33° artikel 89.

Art. 185. – Het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 16 maart 1998, 6 april 1998, 30 juni 1998, 5 mei 1999, 29 maart 2001, 31 maart 2004, 12 mei 2004, 19 mei 2004, 1 juli 2005, 16 juni 2006, 19 oktober 2007, 7 december 2007, 19 februari 2009, 30 april 2009, 29 november 2012 en 21 november 2013, wordt opgeheven.

De volgende bepalingen worden opgeheven :

1° de artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1998 tot vaststelling van de nadere regels voor de inzage van de stukken van het dossier van de adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de Jeugd ;

2° artikel 1, 11°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd ;

3° de artikelen 25 en 26 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van de private vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld bij artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en voor de toekenning van toelagen aan deze diensten ;

4° de artikelen 10, 40, eerste en tweede lid, 41, eerste en tweede lid, 42, 43, 52, 53, 54, 55, 57, 58, 61, 62, 63 en 80 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2014 betreffende de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bedoeld bij artikel 19*bis* van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Art. 186. – Dit wetboek treedt in werking op 1 januari 2019.

De Regering kan een datum voor de inwerkingtreding bepalen die vroeger is dan deze vermeld in het eerste lid voor elke bepaling.

Indien, overeenkomstig het tweede lid, de Regering meer verschillende datums voor de inwerkingtreding vaststelt, bepaalt ze nader de bepalingen van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd die opgeheven worden ten gevolge van de inwerkingtreding van de overeenstemmende bepalingen van dit wetboek.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 januari 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 467-1. Commissieamendementen, nr. 467-2.- Commissieverslag nr. 467-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 467-4 -Vergaderingsamendementen, nr. 467-5.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 467-6.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 17 januari 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/11570]

22 MARS 2018. — Décret portant financement du programme de recherche fondamentale intercommunautaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Dans le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, tel que modifié par le décret du 14 décembre 2016, il est inséré un chapitre IV/1 entre le chapitre IV et le chapitre V rédigé comme suit :

« Chapitre IV/1.- Financement du programme de recherche fondamentale intercommunautaire ».

Art. 2. Dans le chapitre IV/1 inséré par l'article 1^{er} du présent décret, sont insérés les articles 18/1 à 18/4 rédigés comme suit :

« Art. 18/1. § 1^{er}. En vue du financement du programme de recherche fondamentale intercommunautaire, une subvention annuelle est accordée au Fonds national de la Recherche scientifique.

Cette subvention annuelle est établie au minimum à 13.910.617 euros.